

MIRABEAU

et

l'Économie Prussienne

de son temps

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences politiques et économiques)

présentée et soutenue le 14 Mars 1933, à 14 heures

PAR

A. DAUPHIN-MEUNIER

Président : William OUALID, professeur.

Suffragants : DESCHAMPS, professeur.

LE BRAS, professeur.

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (V°)

1933

MIRABEAU

et

l'Économie prussienne de son temps

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

MIRABEAU
et
l'Économie Prussienne
de son temps

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences politiques et économiques)

présentée et soutenue le 14 Mars 1933, à 14 heures

PAR

A. DAUPHIN-MEUNIER

Président : William OUALID, professeur.

Suffragants : DESCHAMPS, professeur.

LE BRAS, professeur.

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

1933



AVERTISSEMENT

L'évolution économique de l'Allemagne plus que jamais sollicite l'attention publique. Après avoir, avant la guerre, indiqué par son propre exemple sur quelles assises devait reposer l'Economie capitaliste privée pour répondre aux exigences de l'époque, après avoir démontré comment l'association interne de la Banque et de l'Industrie, une politique audacieuse des crédits, la conquête et l'exploitation systématique de nouveaux marchés permettaient d'accroître presque indéfiniment le Profit, — l'Allemagne, dégagée par les conséquences économiques de sa défaite, par la perte de ses colonies et de ses débouchés traditionnels, par l'inflation, de toute attache profonde avec son ancien régime s'est résolument orientée vers une Economie collective dirigée, vers ce système que le vieux Wilhelm Liebknecht, au Congrès socialiste de Berlin en 1892, avait marqué du nom de Capitalisme d'Etat.

L'Economie allemande, au cours des dernières années, a connu une subversion silencieuse et radicale. « Il se peut, écrivait dans *l'Europe Nouvelle* M. Marcel Ray traitant du Reich, que le pays ne change pas de régime; mais il change complètement de structure... Une nouvelle constitution économique, superposée à la constitution de Weimar, supprime toute liberté au sens manchestérien du mot... Cette constitution n'a pas d'auteur. Chaque mesure isolée

a été prise sous l'empire de la nécessité; mais toutes les mesures convergent vers un système d'économie dirigée et close aussi stricte que celui des Soviets ». Ce faisant, l'Allemagne n'est allée de l'avant qu'en retournant pourtant aux sources de son histoire moderne. Le Capitalisme d'Etat s'inspire en effet autant du « Socialisme de la Chaire » des Schaeffle et des Wagner que du Frédéricianisme et du Caméralisme prussiens.

Il nous a paru instructif de remonter à notre tour le cours des événements et d'étudier à l'aide de textes inédits ou oubliés la structure économico-politique du pays où ces systèmes prirent naissance, à l'instant même de leur essor; d'examiner comment aujourd'hui procède directement d'avant-hier et comment telle mesure protectionniste, telle étatisation des Banques, tel monopole gouvernemental, loin d'être des innovations comme il peut sembler de prime abord, sont en réalité, sinon des résurrections, du moins des réadaptations; en bref, pour se composer une vue pénétrante des ressorts de l'Allemagne contemporaine, d'analyser l'Economie prussienne au 18^e siècle.

Ce mot *économie*, nous n'avons pas cru devoir toutefois l'accepter dans le sens étroit où l'entendent les économistes français; nous lui avons laissé la signification plus large qu'on lui donne dans la langue allemande où le terme *Wirtschaft*, dont nous n'avons pas d'équivalent précis, désigne aussi bien les conditions économiques et les circonstances que le cadre

et les principes suivant lesquels se meut l'activité d'un pays, son organisation générale et non pas seulement ses institutions spécifiquement économiques.

Dans nos recherches, dans cette enquête menée dans la Prusse de Frédéric II, nous avons pris pour guide, nous avons eu comme principal informateur l'un des hommes les plus curieux, les plus avertis des choses de l'Allemagne d'alors, les mieux préparés à les comprendre et à les interpréter, Mirabeau lui-même. Sa *Monarchie prussienne* demeure à nos yeux le modèle du « reportage économique » consciencieux, documenté, plein de lumières, riche en aperçus suggestifs, en visions prophétiques même, — pour résumer, complet.

Qu'on ne s'étonne point de nous voir choisir un tel guide. Car les seuls arguments tirés des circonstances de fait, de temps ou de lieu, sur lesquels nous avons insisté dans le corps de notre étude, ne suffisent pas à expliquer semblable décision. Il nous le faut confesser : Plus que la raison, le sentiment ici nous a conduit. Si, pendant vingt années, notre père eut en effet le triste avantage de verser au dossier de l'histoire de Mirabeau les pièces les plus accablantes pour sa mémoire, il parvint pourtant à démontrer que « tant de vices assemblés en lui n'étaient que ses bourreaux... Mirabeau était infiniment aimable, et nul ne savait mieux se faire aimer. Il était, pour tout dire d'un mot, irrésistible ». Pouvions-nous ne pas céder aussi à cette séduction ? C'est dans les manuscrits de Mirabeau que nous

avons appris à lire. Depuis lors, nous avons grandi dans sa fréquentation quotidienne, parmi ses livres, ses dossiers, ses brouillons de discours, sa correspondance, ses archives familiales dont notre père détenait la collection presque complète, soit qu'il en eût acquis une partie dans les ventes, soit que des amis, comme le regretté G. Lucas de Montigny, arrière petit-fils du tribun, lui eussent confié leurs portefeuilles d'autographes. Puis, répondant au vœu de notre père mourant, nous avons remis ce précieux ensemble à l'Académie d'Aix-en-Provence laquelle, enrichie encore des dons que n'ont cessé de lui prodiguer les descendants et les historiens des Mirabeau, est bientôt devenue le plus important centre de documentation, en majeure partie inédite, qui soit en Europe concernant les Mirabeau et la Société de leur temps.

Certes, nous n'aurions point entrepris un pareil travail si nous n'avions été encouragé, soutenu, conseillé par M. le professeur William Oualid. Aussi tenons-nous à devoir de lui témoigner ici tout ce dont nous lui sommes particulièrement redevable et de lui faire hommage public du mérite de nos recherches si toutefois on leur en découvre.

Il nous reste enfin à remercier les conservateurs de nos dépôts publics, notamment ceux des Archives du Ministère des Affaires Etrangères et ceux de la Bibliothèque Nationale, de l'empressement courtois qu'ils ont bien voulu toujours mettre à faciliter nos investigations.

A. D.-M.

CHAPITRE I.

Les préliminaires d'une mission secrète.

En 1785, nos finances délabrées étaient aux mains d'un contrôleur-général, M. de Calonne, prodigieusement habile à ces combinaisons de pur expédient qui creusent un abîme au lieu de le combler, mais en le masquant jusqu'à l'heure d'y tomber. Il ne se trouvait d'ailleurs personne, Necker même, en possession de mieux faire. Ce qui soutient le crédit de tels bateleurs, c'est la confiance universelle qu'ils inspirent; la spéculation enhardie ramène partout une vitalité qui, pour être factice, n'en éloigne pas moins, jusqu'à la rendre improbable, l'amertume des remèdes nécessaires.

Mirabeau, stylé par le financier Panchaud, avait cru d'abord en M. de Calonne et il avait travaillé pour lui. Panchaud devenant hostile, Mirabeau devint méfiant; bientôt il se fit le porte-parole des critiques les plus âpres : gêne et menace dont un ami commun, le duc de Lauzun, — politicien d'ailleurs instruit et avisé — s'entremet pour débarrasser le ministre inquiet.

Mirabeau avait le désir d'embrasser quelque grand

ouvrage de politique extérieure. Il venait de donner une preuve remarquée de ses connaissances et de ses capacités dans ce genre, en publiant ses *Doutes sur la liberté de l'Escaut*¹. Il y avait abordé, avec une vue neuve, le problème de nos alliances. N'importe quelle direction lui était bonne, Angleterre, Suède, Russie, Turquie ou Allemagne. « Rien ne me convient mieux à moi que de connaître l'Europe », écrivait-il un peu plus tard; et il avait déjà visité Londres et les Pays-Bas.

La mort imminente du roi de Prusse, le grand Frédéric, risquait d'ébranler notre vieux système diplomatique et de le dissoudre même, sans qu'un autre fût prêt pour le remplacer. M. de Vergennes, malade et vieilli, tenait à notre alliance avec la maison d'Autriche et la pratiquait, croyait-il, de manière à ne pas devoir la rompre de sitôt. Il pensait contenir plus sûrement l'Empereur ambitieux, mécontent, agité, comme allié que comme ennemi.

Or, la vanité de Mirabeau était intéressée à connaître personnellement Frédéric II, surtout après Voltaire, dont on publiait alors sous le manteau une diatribe trop personnelle de ce rare souverain; il en voulait tracer une image toute différente et « arracher ce portrait aux barbouilleurs qui seraient tentés de s'en emparer ».

M. de Calonne et le duc de Lauzun n'eurent ainsi

(1) *Doutes sur la liberté de l'Escaut, réclamée par l'empereur*. Londres, 1784.

aucune peine à lui mettre les pinceaux en mains, avec un viatique.

Au surplus — détail que notre histoire diplomatique n'a pas relevé encore — M. de Calonne prétendait secrètement à la succession de M. de Vergennes, presque septuagénaire. Il faisait de la diplomatie active pour son compte¹, à l'insu de ce dernier; et il avait besoin d'agents à sa dévotion qui fussent aptes à mener de front, à entremêler au besoin, la politique européenne et les affaires commerciales et financières d'un groupe d'agioteurs.

Le 19 janvier 1786, Mirabeau qui avait quitté Paris à la Noël, arrivait à Berlin, après s'être arrêté à Francfort-sur-le Mein le temps d'une galanterie et à Leipzig, la cité des livres et la Babel du négoce, le temps d'y voir des savants et la foire. Il amenait avec lui son ménage d'emprunt, composé d'une jeune dame qui n'était pas sa femme légitime et d'un enfant qui n'était pas à elle et qu'il ne pouvait avouer être de lui; excellent ménage néanmoins, car on s'y aimait bien, et Mme de Nehra était la plus jolie, la plus touchante et la plus digne des compagnes². Le trio et ses gens s'installaient aussitôt à l'auberge de la *Ville de Paris*, enseigne renommée, dans un quartier des plus intéressants pour un observateur et un écrivain. C'était dans la populeuse

(1) *Archives du Ministère des Affaires étrangères*, voir notamment lettre de M. de Falciola, chargé d'affaires de France à M. de Montmorin, de Berlin, 1^{er} mai 1787.

(2) *Correspondance générale* du Marquis de Mirabeau; Lettre inédite au bailli, du 7 mars 1786.

rue des Frères, où presque tous les libraires et les imprimeurs avaient leurs magasins et leur habitation. Tel était le cas notamment des quatre ou cinq libraires français qui avaient fait de leurs boutiques, ainsi qu'à Paris, le lieu de réunion et la bibliothèque des gens de lettres, tandis que les libraires allemands étaient fermés, comme leurs livres, de manière à ne pas permettre ces familiarités aux auteurs. Le plus célèbre et le mieux achalandé d'entre eux, Nicolaï, n'était pas toutefois le moins accueillant. Autour de lui, depuis longtemps, se groupait l'Allemagne libérale et savante au sein de laquelle Mirabeau désirait s'introduire au plus vite, à la fois pour lier partie avec ses coryphées dans des vues politico-économiques et pour y être aux sources de toutes les connaissances utiles sur le pays.

Mirabeau vit tout de suite aussi le roi, les princes, les ministres, les officiers-généraux et les diplomates. Il avait pour la Cour comme pour la Ville les lettres de présentation nécessaires. Il observait alors pour son propre compte, sans dessein arrêté; et pendant les trois premiers mois, il ne fit qu'explorer et sonder à fond son terrain; il déblayait. Puis, ces préliminaires achevés, son plan fait, il retourna seul à Paris, à la mi-avril, pour ne rentrer à Berlin, le 12 juillet, que chargé par le gouvernement d'une mission, et en possession d'émoluments et d'un chiffre. Mission mal définie, à laquelle il lui était loisible de mettre un terme à son heure. Il choisit celle de la Convocation de l'assemblée des notables, avec l'es-

poir, en attendant d'y paraître, d'être envoyé comme négociateur à Nimègue, auprès de la princesse d'Orange. Il rentra en France à la fin du mois de janvier suivant. Enfin, diverses déceptions et tribulations, ainsi que la nécessité de mettre la dernière main à un grand ouvrage dès longtemps en train sur la monarchie prusienne, ramenèrent Mirabeau dans l'été de cette même année 1787; il passa alors environ trois mois à Brunswick auprès de son collaborateur, le major Mauvillon.

Au total, cela faisait une grande année tout entière consacrée à l'étude sur place de la Prusse et des principaux Etats germaniques. Les historiens de Mirabeau n'ont pas manqué de le suivre pas à pas au long de cette enquête; ils se sont complus à l'y représenter dans sa bohème pittoresque, avec sa turbulence et son audace habituelles, en utilisant surtout les souvenirs de Mme de Nehra et les méchants rapports de notre probe et médiocre ambassadeur à Berlin, le comte d'Esterno. Mais pour la Prusse et pour l'Allemagne que Mirabeau avait longuement visitées et décrites, ils nous ont plus volontiers laissé le soin de les aller voir dans sa correspondance, dans ses livres, dans ses discours, comme si c'était choses d'autrefois sans intérêt pour le présent. Il se pourrait néanmoins qu'ils nous eussent ainsi laissé la meilleure part, celle dont Chateaubriand se fit un régal; et encore y avait-il goûté un peu distraitemment.

On sait que trente cinq années, tout juste, après

Mirabeau, dans les premiers jours de janvier 1821. Chateaubriand se rendait à Berlin, comme ambassadeur de France. Chemin faisant, il lisait le recueil des dépêches que Mirabeau avait adressées à Versailles pendant sa mission en Prusse et qu'il avait divulguées plus tard sous le titre d'*Histoire secrète de la Cour de Berlin*¹. Il lisait cela comme il savait lire, en se cherchant lui-même à toute page. Mais sous les analogies comme sous les contrastes de situation, c'était sincèrement qu'il s'émerveillait d'y voir « tout Mirabeau et Mirabeau très supérieur », prédisant « l'avenir de l'Europe à chaque ligne », et le prédisant en vain à des ministres aveugles et sourds². Et là-dessus, notre ambassadeur de faire « d'amères réflexions » et de soupirer : « quand ma correspondance vaudrait celle de Mirabeau, me connaîtra-t-on mieux ? »

Si Chateaubriand avait désiré de s'instruire tout de bon, et non de tromper seulement les longueurs du voyage, c'est un autre ouvrage de Mirabeau qu'il eût parcouru de préférence; mais il avait trop peur des in-octavos qu'il n'avait pas écrits lui-même; et la seule édition maniable de la *Monarchie prussienne sous Frédéric le Grand* n'en comptait pas moins de huit, tout surchargés de références, de tableaux, d'appendices, etc...³. Mirabeau avait lancé cet énorme

(1) *Histoire secrète de la Cour de Berlin*, s. l., 1789, 2 vol.; rééditée sous le titre : *La mission secrète de Mirabeau à Berlin* (1786-1787), par Henri WELSCHINGER, Plon, 1900, 1 vol. auquel nous renverrons ici pour les citations.

(2) Lettre à la duchesse de Duras, de Mayence, le 6 janvier 1821.

(3) C'est à cette édition que renvoient les citations de cette étude : Publiée à Londres, 1788.

poids dans Paris en 1788 et il l'avait vu s'enfouir presque sans bruit dans l'indifférence épaisse du public. Presque seuls, les militaires et parmi eux quelques spécialistes de renom, comme le marquis de Montalembert, s'attachèrent au VII^e livre qui traitait des affaires militaires de la Prusse, et ils en reconnurent la valeur. Mais à peu près seul, le marquis de Mirabeau qui, pour son compte, s'il ne préférait les livres massifs, n'en publiait pas d'autres, eut la singularité de lire celui-là d'un bout à l'autre et d'y prendre un vif intérêt.

Après lui, personne n'a plus guère fait que répéter un de ses mots sans le vérifier : « Enorme compilation d'un ouvrier forcené », avait-il écrit à son frère le bailli. Eh, sans doute, compilation, et dont le principal ouvrier est connu. Mirabeau l'a nommé lui-même avec honneur. C'était Mauvillon, un homme d'une culture et d'une intelligence presque universelles, à qui le destin n'avait refusé que la flamme pour resplendir. Officier de fortune, fils d'un historien et littérateur français émigré à Leipzig, Mauvillon était major dans le corps des ingénieurs et professeur de tactique au Collège Carolinum de Brunswick. Il avait étudié la philosophie, les lettres et les sciences dans plusieurs langues; il pratiquait les mathématiques, la jurisprudence et surtout l'économie politique où il professait les doctrines physiocratiques de l'Ami des Hommes, auxquelles Mirabeau lui-même était attaché foncièrement. Il avait traduit en allemand Turgot et l'abbé Raynal. Il était

lié d'amitié, d'estime, d'idées, d'espérance, avec tout ce que l'Allemagne comptait d'économistes libéraux.

Or, Mauvillon disait : « Périssent ceux qui voudraient reprocher ici au comte de Mirabeau de n'avoir pas fait *la Monarchie prussienne* ! La mère conçoit le germe imperceptible par un acte spontané ; depuis ce moment, elle fait tout pour lui, jusqu'à son entier développement. Cependant elle ne peut rien produire sans ce germe ; tout le monde dit que le père a fait l'enfant, qui même porte son nom et jamais celui de la mère. Telle est l'histoire de *la Monarchie prussienne*. Le germe en est né uniquement dans la tête du comte ; il est le fruit tout pur de son génie... » ¹.

Il faut avouer que Mirabeau a malheureusement voué à l'oubli, dans cette œuvre énorme, non seulement la substance, mais le plus riche développement de son expérience et de ses méditations aussi bien sur les affaires de la France et de l'Europe que sur celles de l'Allemagne. Nous y puiserons donc à pleines mains, ainsi que dans un recueil de même format, qui en fait le commentaire indispensable, mais qui est devenu introuvable : nous voulons parler du recueil des lettres que Mirabeau écrivit à Mauvillon au cours de leur collaboration et jusqu'en 1790. C'est là qu'on voit le mieux tout ce que le docte et laborieux major devait lui-même aux inspirations et aux directives ainsi qu'aux observations et découvertes personnelles du comte : « Dans mes lettres,

(1) *Lettres du comte de Mirabeau à un de ses amis en Allemagne écrites durant les années 1786 [à] 1790*, BRUNSCHWIG, 1792.

hâtées comme elles sont, lui écrivait celui-ci avec une modestie et une autorité d'une égale convenance, il n'y a jamais que des idées ébauchées ou même indiquées; mais avant que de repousser, donnez le coup de bêche, car il y a ordinairement quelque chose dessous ». Mirabeau lui écrivait une autre fois, à propos de cette *Monarchie prussienne*, leur œuvre commune, que c'était : « un ouvrage qui deviendra un modèle en ce genre et changera entièrement la manière d'écrire les voyages et peut-être même l'histoire... Ouvrage dont vous ne vous faites pas même d'idée, vous son principal auteur¹. ».

Au surplus, l'historien zürickois Alfred Stern, un des plus sûrs biographes du tribun, a ruiné du mot décisif cette accusation obstinément retenue contre Mirabeau de n'avoir été que le copiste de Mauvillon : « Le texte seul du manuscrit démontre d'une façon évidente qu'elle est complètement fausse. » On y peut aller voir en effet : Ce manuscrit est déposé aux Archives du Ministère des Affaires étrangères.

Aux précisions de ces traces écrites, qu'on veuille bien ajouter l'imagination des entretiens de Mirabeau et de Mauvillon, dans l'intimité de ce dernier, au sein de sa famille modeste et nombreuse, à Brunswick, petite ville où résidait le duc régnant, mais qui n'était certes pas un séjour de dissipation et ressemblait à un grand bourg un peu dormant plutôt qu'à une capitale. Avec quelle affable et souveraine liberté, avec quel art de la flatterie cordiale,

(1) *Op. cit.*, p. 215.

stimulé par l'intérêt de son entreprise, Mirabeau y déployait ses vues et ses prévisions presque également sûres ! C'est une suite de prophéties que la *Monarchie prussienne* recueillait ainsi ; Mirabeau en avait le don comme son père, l'Ami des Hommes, ce dur chêne dodonéen au feuillage toujours bruisant d'oracles. Et puis rien ne se faisait vite et bien à son gré que dans ces causeries familières, « par l'action et la réaction du bavardage » — « C'était l'homme du monde, a dit Mauvillon, le plus séduisant, le plus capable de faire penser, croire, dire et faire aux autres ce qu'il voulait ». Et pourtant, qu'« exigeait » de lui « le hardi, l'impétueux, le fier Mirabeau ?... L'attachement le plus invariable à la vérité et à ce qui pouvait avancer l'instruction et l'utilité générale » ¹. Voilà une méthode d'investigation vraiment irréprochable.

Mirabeau ne connut toutefois Mauvillon que dans le quatrième mois de sa résidence en Prusse, comme il venait de quitter Frédéric II, à Potsdam, pour se rendre à Brunswick auprès du duc régnant qu'il n'y trouva point. Jusque-là, il avait surtout fréquenté les cercles de la Cour et l'entourage de Nicolaï, que Stern a si bien nommé « le chef de chœur des rationalistes de Berlin ». Il avait des lettres de présentation pour l'un et l'autre de ces milieux. Il vit d'abord l'élite intellectuelle par les yeux de Nicolaï, et il ne se défit jamais entièrement de cette emprise. Pour juger par lui-même Goethe, Kant, Lessing,

(1) *Op. cit.*, p. VII-XV.

Herder, il ne lui eût pas suffi, d'ailleurs, de les approcher à loisir et souvent; la nature de son génie tout réaliste ne lui aurait pas sans doute permis de les apprécier à leur valeur, ni même de les bien comprendre. Mirabeau savait assez d'allemand pour se débrouiller dans les conversations et les lectures de moyenne difficulté; mais le jargon des philosophes lui serait demeuré lettre morte aussi bien que la langue lyrique des poètes. Pis que cela ! Mirabeau n'estimait pas du tout les poètes; et quant aux philosophes, il n'aimait sous ce nom que les « citoyens du monde » comme lui, c'est-à-dire les esprits libres, ennemis des dogmes du passé tant religieux que politiques, — les rationalistes, enfin. L'esthétique et la métaphysique allemandes sortaient de cette définition, hors de laquelle pour Mirabeau, il n'y avait que vaines rêveries, idées superflues et fumeuses doctrines. Même en musique dont il raffolait en vrai connaisseur, il avait ce goût tyrannique pour le *bel canto* qu'inspire et commande peut-être la possession d'une belle voix. Il goûtait Gluck, mais la pure harmonie allemande vagissait encore en Beethoven et l'eût dérouteré : Et bref, rien de spéculatif en Mirabeau; il était tout action, passion, réalisation.

Dans ces limites qu'il convenait de marquer d'abord, il restait à Mirabeau un champ d'expérience assez vaste pour enfermer à peu près tout ce qu'il nous convient à nous-mêmes d'explorer à sa suite; et Nicolaï, qui avait parcouru et sondé à fond ce terrain, put le guider à souhait, lui éviter les

marches inutiles. Pour la Cour, Mirabeau n'avait besoin de personne. Ici la carrière était si étroite que rien ne pouvait lui en échapper. Tout de suite, Frédéric II le reçut; et il eut le bonheur de l'intéresser.

C'est que s'il faut commencer par aimer ce qu'on veut comprendre, le vieux Fritz n'avait pas accueilli beaucoup de voyageurs français à qui l'Allemagne fût d'avance plus sympathique. Sympathie de famille, chez les Mirabeau. Le comte n'était pas encore au monde, en 1747, que déjà son père, anticipant sur la venue de cet héritier et élaborant des plans d'agrandissement pour « sa maison », cherchait des exemples de conduite dans les maisons princières et nobles d'Allemagne ¹, qu'il regardait comme les plus sages d'entre les plus ambitieuses de l'Europe. Par la suite, devenu chef d'école des Physiocrates, il avait fait outre-Rhin des adeptes nombreux, fidèles, agissants, et qui, sous l'impulsion de Frédéric II, devaient donner à l'économie politique, d'origine toute française, l'outil indispensable faute duquel elle n'avait cessé de végéter stérilement chez nous à l'état de doctrine : la statistique.

Un ami et ponctuel habitué des *mardis oeconomiques* de l'Ami des Hommes était le baron allemand de Gleichen. Le frère cadet du marquis, le comte Louis de Mirabeau, était surnommé par les siens Germanicus, parce qu'en s'apaisant (après quels déplacements !) il était passé au service du margrave

(1) *Mémoires domestiques inédits*, ch. VI, du marquis de Mirabeau.

de Brandebourg et Bayreuth, qui l'avait pris pour grand-chambellan et marié à une vertueuse allemande, comtesse de Kunsberg. Celle-ci, veuve et ruinée, avait vécu ses dernières années chez l'Ami des Hommes, y introduisant autant que faire se pouvait, dans l'éloignement perpétuel où la maîtresse légitime du logis vivait condamnée, ces vertus morales et pratiques d'ordre, de dignité, qui faisaient l'agrément de ses compatriotes.

La jeunesse de notre Mirabeau, son enfance surtout, déjà si tourmentée, en avaient reçu la plus douce influence. Plus tard, l'éducation de Mirabeau avait été celle de tout gentilhomme, officier-né; et l'académie où il étudiait l'avait pénétré des leçons de la guerre de Sept ans et de l'admiration, alors régnante, pour la science militaire prussienne. Homme enfin, et désentravé, Mirabeau avait été entraîné par les circonstances dans une société de suisses germanisants, au sein de laquelle il avait estimé et chéri en particulier le banquier Schweitzer, neveu par alliance de Lavater, caractère charmant et intelligence supérieure dans les matières les plus ardues de la finance, de la politique, de la philosophie : « Esprit universel, disait de lui Chamfort; « esprit créateur », repartait Mirabeau qui l'appelait son « maître ». La belle et douce femme de Schweitzer, Madeleine, lui avait d'autre part, il l'avouait, fait éprouver la première « le pouvoir religieux de la pudeur... ». Ceci n'est pas tant négligeable.

Dans cette intimité respectable, respectée, et passionnée pour les hauts problèmes, Schweitzer avait initié Mirabeau à la vie économique, sociale, et pensante de l'Allemagne. Il lui donna ses meilleures recommandations pour ce pays. Il lui prépara une entrevue à Weimar avec Goethe, qui n'eût pourtant pas lieu; et il l'eût introduit chez Kant si Mirabeau, ayant quelque appréhension d'un tel interlocuteur, n'avait préféré s'en tenir à son éloignement invétéré pour la métaphysique en général qui, allait-il constater, n'avait en Allemagne « qu'un vol trop étendu ».

Certes, Mirabeau a été grandement redevable à autrui de sa vaste science des choses d'Allemagne. Telle est la dette obligée de tout économiste, de tout homme d'Etat et même de tout voyageur sérieux. Toute l'originalité qu'on puisse exiger d'eux, c'est de voir plus clair et plus loin que leurs informateurs ou leurs devanciers; et Mirabeau repartait sensément sur quelque propos analogue : « Il faut savoir beaucoup soi-même pour bien interroger ». Il reste cependant à désarmer une autre catégorie de ses détracteurs. Ce sont ceux qui ont retourné contre lui, comme des aveux d'impuissance ou d'insuffisance, son propre décri de sa position à Berlin, ses plaintes, ses sollicitations incessantes, dont sa correspondance avec la Cour de Versailles a enregistré le crescendo.

Ils rappellent aussi en quels termes dédaigneux, presque méprisants, M. de Vergennes, tout en recommandant Mirabeau à notre ambassadeur, M. d'Es-

terno, se dégageait de tout intérêt pour sa personne et pour sa mission... Mais, à moins de parti-pris, comment ne pas s'aviser que les doléances de Mirabeau ne tendaient qu'à lui obtenir du ministre des finances, M. de Calonne, qui le payait et dont il servait les vues particulières, d'abord des subsides plus généreux (il devait recevoir, expliquait-il plus tard à M. de Montmorin « de cent louis à mille écus par mois »), et par la suite une mission plus importante en Hollande ? Quant à l'excessive réserve de M. de Vergennes, il suffit de réfléchir qu'il ne pouvait guère patronner un homme dont, comme dijonnais et apparenté à la famille de Sophie de Monnier, il avait naguère connu et poursuivi les déportements et qui maintenant lui était imposé comme agent par un collègue détesté et pour des fins opposées aux siennes. M. d'Esterno n'était pas mieux placé que son chef pour apprécier de tels services en marge de son département.

Rien n'était plus favorable, peut-être, au succès de la mission de Mirabeau, que le caractère secret, inavoué officiellement, de cette mission. Le duc de Lauzun, qui avait visité la Prusse en 1775 et à qui il avait été donné d'approcher et d'entretenir souvent le grand Frédéric, avait cru démêler en la personne de ce souverain comme dans son royaume un système parfaitement combiné pour dissimuler ses forces et ses faiblesses, pour se rendre impénétrable aux curiosités intéressées des étrangers. Dans une note rédigée à son retour pour M. de Vergennes,

Lauzun observait à ce sujet : « Je crois que tout homme qui arrivera ici chargé de quelque chose, et qui n'y sera pas venu avant qu'on se doutât qu'il y pût être employé, aura infiniment plus de désavantage que partout ailleurs et ne sera pas à portée de faire les liaisons nécessaires pour n'être pas trompé » ¹.

Ainsi, cette situation de Mirabeau qui blessait son amour-propre en contrariant son goût de l'ostentation et du faste constituait aussi son premier avantage sur M. d'Esterno en l'obligeant à une marche couverte, d'autant plus libre et plus sûre qu'elle laissait toute licence à ses supériorités d'intelligence et d'intrigue, en stimulant aussi sa furieuse ambition de réussir. Et maintenant, ce semble, on peut regarder, sans plus d'inquiétude sur la fidélité ou sur la maîtrise du peintre, quelques-uns de ses tableaux de l'économie prussienne, en écartant de parti pris ceux qui n'offriraient qu'un intérêt purement rétrospectif ou épisodique.

Mirabeau avait emporté de Paris force griefs et ressentiments contre le gouvernement de sa patrie. Cela le prévenait en faveur de Berlin. En somme, on l'avait éloigné de France quand il eût été si à propos de l'y employer; on le laissait végéter du secours de ses amis; il n'avait fait l'essai de sa liberté que sous la menace permanente d'une lettre de cachet, comme

(1) *Note inédite, Affaires étrangères, Mémoires et documents, Prusse, 7.*

un lion ne travaille que sous le filet du rétiaire. Il ne put s'empêcher de faire hommage à Frédéric II du fumet de son amertume, comme du plus fort encens dont il disposât. Le nez du « vieux Fritz », n'en parut pas offusqué. Il flaira toutefois quelque entreprise téméraire sur sa confiance, et il la réserva. Mais le roi fut prodigue d'idées et de paroles généreuses; et son accueil affable, empressé même, enivra de fierté Mirabeau qui le vit d'abord tout en beau, ainsi que son royaume. Il a loué en véritable amant le charme original et imposant de ce monarque déjà moribond et qui, par dignité, se contraignait encore à ne donner audience qu'en uniforme, botté et debout; et son regard ! et le « son enchanteur » de sa voix ! et son « imagination vive et flexible » ! et la philosophie — si peu royale — de sa tolérance dans la paix, de sa modération dans la guerre !...

La prospérité des villes et des contrées qu'il avait traversées, le contraste du riche aspect de Berlin avec ses environs sablonneux et plats l'avaient aussi étonné, autant dire : séduit. Il admira d'abord presque sans réserve les façades monumentales, les rues bien percées et embellies de trottoirs, l'abondance des logements sains, l'importance et le nombre des manufactures, l'activité et la satisfaction apparente de la population, la sûreté des communications, l'ordre et la grandeur militaires partout visibles. La place Guillaume avec ses quatre statues de généraux l'avait frappé d'un étonnement sympathique :

« Je ne sache pas, note-t-il, que dans aucune monarchie, il y ait une statue érigée à un grand homme sur une place publique ». Mauvillon lui signala plus tard et il mentionna volontiers l'exception de Montpellier. Il rejeta celle de Paris, avec ses statues de Henri IV et de Louis XIV, si elle lui vint à l'idée, tant y était enfoncée l'opinion que les rois ne sont grands que par l'abaissement de leurs peuples. Il admira enfin à Berlin que la noblesse prussienne n'accourût pas s'y étouffer et s'y ruiner, et que la mendicité, le vagabondage y fussent efficacement corrigés par des hôpitaux et des maisons de travail.

Potzdam lui parut « sans contredit la ville la plus singulière de l'Europe », avec ses maisons qui avaient des façades de palais et des intérieurs de casernements et son séjour insupportable à tout ce qui n'était pas militaire. Et il y découvrit une merveille d'institution, la maison des orphelins de soldats. La Prusse en comptait plusieurs autres, mais celle-là était « unique dans son espèce ». Elle le demeura, car nous ne l'avons ni perfectionnée, ni même adoptée, malgré les objurgations de Mirabeau qui furent à peine entendues et qu'il n'est peut-être pas trop tard pour rappeler ici : « On rendrait service à la France, en étudiant les détails de l'administration de cet institut, où il se commet sans doute des abus nombreux, comme dans tous les établissements trop grands, mais où l'on ne peut s'empêcher de remarquer combien on sait faire de choses plus utiles, avec moins d'argent, en Allemagne que

dans nos pays tout à la fois ostentateurs, déprédateurs et mesquins ». Mais au total, il ne regardait Potzdam que « comme une grande et superbe caserne ». Cela fait souvenir qu'Anatole France, après y avoir promené Bernardin de Saint-Pierre, lui a prêté la même impression : « Il vit Potzdam, magnifique caserne. » ¹.

Quels spectacles frappants, en vérité ! Il fallait du temps pour découvrir que, dans ce Berlin si récent, un tiers de la population vivait d'aumônes, qu'on y assassinait plus d'enfants qu'en aucune autre ville d'Europe, enfin, qu'il n'y avait dans cette ville « ni activité, ni émulation, ni goût, ni génie, ni argent pour soulager tout cela », ainsi que Mirabeau devait l'écrire le 28 novembre 1786, non sans ajouter ceci : « Il faut encore un siècle et je ne sais combien de révolutions aux Allemands pour imiter ce luxe de décoration qu'ils sont assez fous pour nous envier. » ².

Et tant de publicistes, de libraires, d'imprimeurs vivant assez grassement les uns des autres, en toute liberté d'écrire, d'éditer, de colporter ! Mirabeau s'y méprenait-il ? M. d'Esterno venait lui-même de faire, dans un de ses rapports à M. de Vergennes, cet éloge de l'indifférence de Frédéric II en matière de publications : « Ce monarque est, en ce qui le concerne, d'une insensibilité absolue à tout ce que l'on peut écrire sur sa personne. On débite publiquement à

(1) *Paul et Virginie*, édition LEMERRE, préface.

(2) *Histoire secrète de la Cour de Berlin*, p. 382 (édit. WELSCHINGER, Plon 1900).

Berlin les libelles les plus atroces contre ce monarque, il les lit lorsqu'ils sont écrits avec esprit et demande à son libraire si cela se vend bien. » ¹.

Pour mettre en garde Mirabeau contre un engouement précipité à ce sujet, il eut suffi sans doute que son ami Nicolaï lui communiquât ce passage d'une lettre que Lessing lui avait écrite le 25 août 1769, et dont la vérité n'avait point vieilli autant que le papier : « Dans ce Berlin francisé, la liberté se réduit à dire et à écrire contre la religion toutes les sottises que l'on veut. Mais que quelqu'un s'avise de parler librement d'autre chose..., comme cela se voit même en France et en Danemark, et vous verrez bientôt quel est le peuple le plus esclave de l'Europe ». Mais Mirabeau ne fut pas détrompé tant que Frédéric vécut.

Il n'est personne qui ne cède en voyage à la séduction du nouveau. Cependant, Mirabeau n'était pas homme à s'en abuser longtemps. Ses sympathies et même, si l'on veut, ses préventions en faveur de la Prusse procédaient de raisons plus sérieuses et plus durables. Deux préoccupations essentielles allaient commander son activité, et toutes deux se rapportaient naturellement à l'intérêt de la France : « En tout, recommandait-il à Mauvillon, je veux la connaissance la plus exacte possible de la Prusse; mais je veux aussi qu'à l'exemple de Tacite, la critique de Rome se trouve dans les mœurs des Ger-

(1) Le comte d'Esterno à M. de Vergeïnes, Berlin, 22 novembre 1785 (Aff. étrangères).

maines... C'est France que je vois et veux voir dans Prusse, du moins pour l'explication des principes. » ¹. Il pensait ainsi à cette science de gouverner, la Staatswissenschaft, dont il s'attendait à trouver à Berlin des applications exemplaires, des modèles.

Tel était son premier objet; et il est curieux de noter qu'un siècle environ plus tard, Renan attendrait à son tour de l'Allemagne qu'elle fournit à l'Europe le type d'une « organisation scientifique et rationnelle de l'Etat ». Et le second objet des préoccupations de Mirabeau, c'était de mesurer les capacités d'accroissement de la puissance prussienne et de nous en faire une alliée, au lieu d'une ennemie.

Ce dessein n'était lui-même que le complément d'un projet plus ample que, vraiment, « il roulait depuis sept ans dans sa tête », et qu'il définissait ainsi dans son ensemble : « Essayer s'il est donc vrai qu'il soit impossible de se rapprocher sérieusement et solidement de l'Angleterre, en faisant porter sur un traité de commerce... une alliance offensive et défensive à laquelle nous associerions la Prusse dans le seul but formellement déclaré de garantir à chaque puissance ses possessions respectives. » ².

Frédéric II paraissait ouvrir à de telles suggestions une oreille sympathique, et tant que ce monarque vivait, il n'était pas dans le rôle de Mirabeau de dénigrer la Prusse, qu'il connaissait à peine encore. C'est pourquoi on rejettera ici, non comme

(1) *Lettres à Mauvillon*, *op. cit.*, p. 111 et 172.

(2) Mémoire sur la situation actuelle de l'Europe, 2 juin 1786. (*Hist. sec. de la C. de Berlin*, éd. WELSCHINGER, p. 29).

apocryphe, mais comme datée à contre-sens, une lettre que M. Aulard a présentée à la Société de l'histoire de la Révolution¹ comme ayant été écrite par Mirabeau à Clavière en *février 1786*, c'est-à-dire dans les premières semaines de son séjour à Berlin : « Je fais des vœux, je l'avoue, y lit-on, pour que les circonstances me tirent bientôt de ce pays de servitude et de vanité, où quelques hommes sont tout, et les autres des bêtes de somme ou des dogues élevés au combat; où la féodalité dépourvue de son antique dignité n'a presque plus que des ridicules et des vices; où de grands propriétaires, si bien placés pour être puissants, préfèrent à l'honneur d'être chez eux des souverains, pasteurs véritablement adorés, la vile satisfaction d'aller jouir des tristes voluptés de la grande Babylone...; où, plus qu'ailleurs, les traces de l'antique barbarie celtique et germanique sont subsistantes et révérees; où la nature lutte contre les hommes et les hommes contre la nature ».

Ce tableau si chargé de traits et de couleurs, si lourd d'observations et de jugements arrêtés, comment pourrait-il être celui des premières impressions ? Il contredit à chaque ligne la date qui lui est supposée. L'allusion aux « grands propriétaires » trop amis des plaisirs de Paris est une satire du prince Henri, frère de Frédéric II, auprès duquel Mirabeau avait commencé par collaborer familièrement, confidemment, à la réalisation de sa triple al-

(1) Dans sa séance solennelle du 26 mars 1916.

liance anglo-franco-prussienne. Ils ne se brouillèrent momentanément que vers le mois d'octobre; et ce fut aussi vers cette fin de l'année, en décembre, que dépit d'être tenu à l'écart de la direction des affaires par le nouveau roi son neveu, qu'il s'était flatté de conduire, le prince Henri annonça son intention de quitter la Prusse pour Paris où il possédait un hôtel. M. d'Esterno en faisait part aussitôt à M. de Vergennes en ces termes¹ : « Vous pouvez regarder comme une chose arrêtée que Mgr. le prince Henry ne jouira d'aucun crédit sous le règne de son neveu... Tout est prononcé à cet égard... Il entre dans son plan de passer en France la plus grande partie de sa vie, « ne croyant pas qu'il y ait du bonheur en aucun autre lieu du monde »...

Au fait, Mirabeau a daté lui-même approximativement cette lettre à Clavière, en en insérant mot pour mot tout le passage qui vient d'être cité et dont il était évidemment satisfait, dans une autre de ses lettres adressée au major Mauvillon et datée, celle-ci, du 30 décembre 1786.

A ce même moment, ne traçait-il pas ainsi l'horoscope de la monarchie prussienne : « Pourriture avant maturité » ? Ces trois mots sont bien du même ton chagrin que sa lettre, où il convient de voir, pour toutes ces raisons, non un préambule, mais une conclusion.

(1) Dépêche du 2 décembre 1786. Aff. étrang., *Corr. Prusse*, 205.

CHAPITRE II.

Les fondements de la Prusse.

Conclusion superficielle et précaire, d'ailleurs !

Mirabeau ne faisait pas de la politique à longue échéance avec les choses ou les hommes du moment, encore moins avec ses nerfs. Son plan d'une alliance avec la Prusse devait résister à de plus fortes contrariétés et s'y renforcer même. Quand il désespérait ainsi, c'était de l'occasion fugitive, non du temps, auquel il se flattait d'avoir, comme Eschyle, dédié et confié son œuvre.

Il regardait sous les apparences. Qu'y avait-il de solide, de durable, dans cet édifice prussien d'un extérieur si magnifique ? Ne verrait-on plus qu'un corps vidé de son âme, quand le génie de Frédéric II s'en serait retiré ? Mirabeau voulait examiner les fondements et les moteurs d'une puissance qui s'était soudainement portée au rang des premières, sans égard à ses bases étroites, disjointes et menacées de toutes parts. Il n'eut pas de peine à y parvenir. Le temps, précisément, avait manqué aux créateurs de la monarchie prussienne, pour en recouvrir le gros œuvre, pour en enlever les étais.

Il apparaissait que la maison de Brandebourg avait formé le plan et tracé les voies, rassemblé les matériaux et défriché le terrain, enfin bâti la maison. Mais c'étaient les Français protestants rassemblés là par la révocation de l'édit de Nantes, qui y avaient apporté, développé, presque toute l'industrie et tout l'agrément qu'on y admirait; c'étaient leurs descendants qui les y entretenaient encore. Quoique vite implantés et acclimatés, ils avaient multiplié dans le fond prussien sans s'y confondre.

Après cent ans de naturalisation, ils gardaient les privilèges de leur origine, leurs tribunaux, écoles et consistoires, leur état-civil distinct, leur recrutement particulier. Fait qui nous donnera l'idée de leur nombre et que Mirabeau a relevé : ils constituaient à eux seuls six régiments, dont un de cavalerie. Ainsi, l'étendue, la profondeur, la prédominance de l'influence française en Prusse et en Allemagne, à la mort de Frédéric II, voilà des notions qui se conçoivent à peine aujourd'hui.

Sur la masse des colons anglo-saxons, celto-latins, danois, slaves, tchèques qui formait le fond actif de la population, colons dispersés par petits groupes homogènes dans les campagnes et en ramas hétéroclites dans les villes, une aristocratie germanique dominait, possédant la terre et commandant les armées; mais cette aristocratie ne recevait qu'une culture purement française, et partout, dans toutes les classes, l'usage de notre langue était ancien et commun. Frédéric II avait donné l'exemple de ne vou-

loir parler, écrire, écouter, qu'en français. L'Académie de Berlin, ouverte dès longtemps à nos célébrités et dont le géomètre Lagrange faisait partie, s'était fait à elle-même un règlement en français et ne se servait que de cette langue dans ses assemblées.

Les finances étaient dirigées par des Français d'une habileté funeste en l'art de pressurer la matière imposable et qui étaient les seuls à ne nous pas faire aimer. Nos ingénieurs et nos artisans étaient les plus estimés. Les manufactures d'objets de luxe, notamment celles des soieries, étaient notre création. Nous avons enseigné et répandu généralement la culture des jardins, potagers et vergers; et la consommation des légumes et des fruits avait presque fait disparaître le fléau du scorbut et des maladies consécutives à une alimentation exclusivement carnée. Enfin, la suprématie de notre littérature n'était égalée que par celle de nos modes et de nos goûts.

Cette prépondérance n'était pas un vernis; elle datait de deux siècles, tout au moins de la guerre de trente ans. « De nos jours, disait une brochure publiée en 1689, tout doit être français »; et tout était déjà si français en 1650, que l'aristocratie allemande n'usait plus que de notre langue, au point de s'attirer des invectives de Moscherosch : « Oh, que vous êtes stupides ! Quel est l'animal qui, pour faire plaisir à l'autre, change de langage ?... Et cependant le tempérament de l'Allemand et celui du Français sont comme chien et chat ». Cette prépondérance

était avouée de tous, des Anglais eux-mêmes, mais il était temps de la faire servir pratiquement — de la « réaliser », dirait-on aujourd'hui; sinon son apogée allait être comparable à ce point d'extrême perfection des arts d'où leur décadence se précipite.

Certes, il seyait de louer la maison de Brandebourg d'avoir assuré et maintenu aux descendants de nos réfugiés cette hospitalité aussi honorable pour eux que profitable pour elle. Et en considérant tant d'autres bienfaits dont la Prusse était redevable à cette maison, Mirabeau en venait à se demander : « Est-il des caractères distinctifs dans les familles ? » Il le croyait, ne fût-ce que par l'exemple de la sienne : « Celle de Brandebourg en offre de bien frappants », continuait-il; au XV^e siècle, Frédéric, comte de Hohenzollern avait eu déjà « le bon esprit qui s'est perpétué dans sa maison, de tenir de l'argent en réserve ». Écoutons Mirabeau reprendre : « Tous les princes de cette maison, si l'on excepte Frédéric, premier roi, ont été de bons économes... Presque tous ont été des hommes fermes, éclairés pour leurs siècles, enfin d'habiles souverains; et depuis cinq générations tous ont vécu mal avec leur successeur. Une circonstance particulière encore aux princes de cette maison explique peut-être cette singularité. Depuis 370 ans que la souveraineté est entre leurs mains, ils n'ont pas éprouvé une seule minorité... Il est difficile qu'un père souverain et son fils adulte soient amis ». Le vieux Fritz, pour n'avoir pas eu d'enfants, ne faisait pas exception à cette

espèce d'inimitié héréditaire. Il méprisait son héritier et le tenait à l'écart. Et quand celui-ci fut sur le trône, son fils le détesta : « Son dédain pour son père tient de la haine, et il le dissimule assez peu », notait Mirabeau. Nous avons vu la tradition s'en manifester jusqu'à nous : aucun Hohenzollern n'a plus ouvertement bafoué son père vivant, mourant et mort, que Guillaume II. Mais cela n'allait jamais jusqu'à rompre une tradition plus haute : la volonté d'enrichir et d'agrandir la Prusse. Même le dissipateur Frédéric-Guillaume I^{er}, corrigé il est vrai par une maîtresse femme, la reine Charlotte, esprit cultivé, main virile, avait ajouté par ses prodigalités et ses vanités au prestige de l'Etat devant ses sujets et devant l'Allemagne. La marine allemande, la colonisation allemande en Turquie, en Afrique, en Amérique, ont eu leur initiateur dans le grand Electeur Frédéric-Guillaume, mort en 1688. Continuité...

Il fallait que Mirabeau sût et dît cela. C'est une question que l'histoire nous a déjà plusieurs fois posée que celle du loyalisme monarchique des Prussiens. Avant Mirabeau, elle devait retenir l'attention d'un observateur anonyme qui, dans une *Note sur les Etats du roi de Prusse*¹ signalait que « le Prussien heureux ou malheureux s'associe à la gloire de son roi et s'enorgueillit d'être son sujet ». Phrase véridique, dont les sarcasmes de Henri Heine n'affaiblissent rien en la commentant ainsi, par exemple :

(1) Archives des Affaires étrangères. *Mémoires et documents*, Prusse, 7, p. 262.

« Il n'est pas de peuple qui ait autant d'attachement pour ses princes que le peuple allemand... Nous faisons tout ce que nos princes nous commandent ». Mais est-ce servilité innée ou gratitude réfléchie, ou ceci et cela ensemble ? C'est un fait ; et l'on disputerait inutilement si les Hohenzollern sont vraiment chéris de leurs sujets ou s'ils en sont estimés seulement. La nation les a fidèlement servis, ils ont fidèlement servi la nation, ou plutôt, l'Etat, car c'est sous cette figure abstraite qu'eux-mêmes ont construit la Prusse et qu'ils se sont subordonnés à sa grandeur.

A propos de Frédéric II, qui s'était dévoué de la sorte à son peuple, tout en le harassant et en l'asservissant avec mépris et mourut détesté (« On en était fatigué jusqu'à la haine »), Mirabeau ne s'arrêtait à ce problème sentimental que pour en nier l'importance : « Osons le dire, écrivait-il, la bonté seule dans le rang suprême ne fera jamais rien de vraiment utile à une nation. Pour la restaurer, pour l'agrandir, pour l'élever, et même pour la rendre heureuse, il importe plus d'en être obéi que d'en être aimé. L'homme... veut être dominé. La justice lui est plus nécessaire que la bonté qui, dans les rangs élevés, le plus souvent le blesse ».

Etait-ce à Mirabeau qu'il fallait objecter que le despotisme n'a pas un contrepoids suffisant dans l'esprit de justice et de tolérance du despote, alors surtout que ce despotisme est entraîné, comme en Allemagne, par le caractère discipliné des sujets ;

qu'une chose est d'ailleurs la justice ou la tolérance du prince, et une autre son intelligence des besoins de son peuple, une autre encore la puissance et la constance de sa volonté mise au service de ces besoins ? Mirabeau, foncièrement monarchiste, n'était partisan pour la Prusse aussi bien que pour son propre pays que d'une autorité suprême contrôlée par une représentation nationale et responsable devant elle. C'est dans le sens de cette idée maîtresse qu'il confirmait un éloge des directions générales imprimées par Frédéric II à son règne par cet aphorisme : « Telle est l'excellence de la nature des choses, que le véritable avantage du souverain et le bien de ses peuples ne forment qu'un seul et même intérêt ». Vérité en général et non pas, suivant lui, vérité sans exceptions ; de cette identité d'intérêt, il ne résulte pas, en effet, que les souverains et les peuples qui en sont le mieux convaincus entendent aussi le mieux et ce commun intérêt et la manière de le garantir.

Si dévoué à sa tâche et si bien obéi qu'il eût toujours été, Frédéric II avait commis de lourdes erreurs dans les meilleures intentions pour sa monarchie. Il en avait fait, suivant l'expression même de Mirabeau, un « colosse de puissance factice », comme l'impéritie de ses successeurs n'allait pas tarder à le démontrer. Et d'abord Mirabeau se l'était démontré à lui-même, sans attendre l'événement.

Frédéric était mort le 15 août 1786. Grande était son œuvre. Il laissait des territoires agrandis et re-

peuplés, mais qui restaient à cimenter et à couvrir par de bonnes frontières; une armée modèle qu'il avait « élevée à la victoire »; un trésor de trois à quatre cents millions de livres et point de dettes : sous son règne, la monarchie prussienne avait vécu de ses capitaux et chaque province de ses deniers...

« Quelle intarissable source d'observations ! s'écriait Mirabeau devant ces résultats, quel grand et intéressant problème d'économie politique à résoudre ! » Il pressait Mauvillon de le poser avec lui « sous toutes ses faces », ajoutant aussitôt : « Mais en voici une qui n'est pas la moins intéressante : Comment le Monarque prussien a-t-il des trésors au lieu de dettes, lui qui entretient une armée disproportionnée à l'opinion qu'on a de son royaume, et une armée dispendieuse selon les idées communes, puisqu'il la recrute partout ?... Quel bien ne pourrait-il pas faire sans cette armée ? Mais peut-être cette armée est-elle son trésor ? car c'est pour se défendre ou pour attaquer que les Etats veulent avoir un trésor. Cependant la thésaurisation a de grands désavantages; elle met en inaction le grand moyen de l'industrie, etc., etc... Or l'argent qui chômerait, transformé en un homme toujours sur pied, toujours frugal, toujours vêtu de drap, concilie peut-être jusqu'à un certain point la crainte que peut avoir un Etat sans trésor et le mal réel que fait le trésor. Voilà des calculs neufs, utiles et indispensablement nécessaires pour juger de cet Etat. Frédéric les avait-il faits ? Où sont les mécomptes ?... — N'est-ce pas

un grand gain pour un Etat d'aller chercher partout des hommes, même à grands frais, même pour n'en faire qu'un soldat ?... Qu'est-ce qu'un homme transplanté surtout loin de chez lui ? Que vaut-il ?... Les hommes sages et laborieux ne sortent guère que par des malheurs publics. C'est l'écume qu'on peut ramasser. Mais cette écume devient une matière très consistante par la transplantation fondée sur la propriété... Je reviens à mon problème. Encore une fois, le roi de Prusse en a-t-il fait, mûri et calculé toutes les combinaisons ? *Cherchons en lui les bornes du grand homme.* Tâchons de développer et de prouver par des faits puisés chez lui cette vérité trop oubliée, si ce n'est trop peu connue, que le plus grand, et à tout prendre, le seul grand des princes serait celui qui aurait le coup d'œil assez sûr pour placer dans tous les départements l'homme qui leur convient, et non pas la prétention de tout faire à lui seul ; assez d'habileté et de philosophie pour s'assurer de passer en revue toutes les classes de ses sujets, afin que de tels hommes ne lui échappent pas... *Voyons donc à quoi se réduit un grand Roi quand il veut être universel.* En un mot, recueillons des résultats dans un pays qui, pour la science du despotisme est ce que l'Egypte était pour les anciens qui voulaient s'instruire. Peut-être en rapporterons-nous une singulière théorie sur l'homme-machine et son utilité pour ceux qui s'en servent de préférence à l'homme libre... ».

En dépit de ce don entier de lui-même, en dépit

de son génie et de ses succès extraordinaires, en dépit des sacrifices et du patient travail de sa forte théorie de devanciers, Frédéric mourant laissait la Prusse en péril.

La Prusse, dont l'existence dépendait d'être toujours prête à se défendre, à cause de la dispersion de ses provinces et de leur défaut de frontières naturelles, la Prusse risquait toujours, pour ainsi dire, de se terminer avant d'avoir été faite. « Si jamais un prince peu sensé monte sur ce trône, prédisait Mirabeau (et sa prédiction s'accomplissait dans le même temps), on verra crouler soudainement, sans cause apparente, ce géant formidable. »

De fait, vingt ans après, Napoléon entra à Berlin.

Mais après Valmy et Iéna, Waterloo. Encore une fois, les Hohenzollern avaient refait la Prusse. Avec quel outil ? Avec le même : une armée nationale ; ou, plus exactement, avec l'aide conjointe de l'armée et de la nation, réalisée par un prince habile, succédant à un père « peu sensé ». Mirabeau avait annoncé cette succession ; ayant approché le fils du frivole Frédéric-Guillaume II, il l'avait jugé remarquable : « Peut-être ce jeune homme a-t-il de grandes destinées ; et quand il serait le pivot de quelque révolution mémorable, les gens qui voient de loin n'en seraient pas surpris ». Car s'il faisait entrer les fautes des rois dans le calcul de la consistance des Etats, il comptait aussi avec leurs réparations possibles.

Cependant ne prouve-t-on pas que, ethniquement, il n'y a point de nation prussienne, et qu'il n'y en avait point surtout du temps de Mirabeau ? « En 1786, dit Ernest Lavisse, presque le tiers de la population prussienne était composé de colons établis en Prusse depuis le grand Electeur. »¹. En outre, la Silésie était en majorité polonaise et la principauté de Neuchatel et de Valengin était romande... Mirabeau, au contraire, voyant les choses de plus près, ou peut-être les voyant mieux, signalait l'existence en Prusse d'une espèce d'âme ou de conscience nationale; il y observait un « esprit public » véritable, énergique même, « et dont des Anglais se fussent honorés », esprit suscité par les succès du règne de Frédéric II, développé par une élite intellectuelle, nombreuse et intrépide, de nationalistes à la suite de Lessing, entretenu dans les universités et les écoles, débridé dans les sectes, enorgueilli dans l'armée et, en quelque sorte, fondé sur elle.

Certes, cette armée, Etat dans l'Etat, primant, opprimant tout et tous, n'émanant et ne relevant que du roi (ou de son cabinet; mais Mirabeau a très bien vu et défini le cabinet comme « la personne même du roi »; on dirait aussi bien : comme son paravent) — cette armée avait un aspect légionnaire plutôt que national, et sa vue blessait les yeux d'un « citoyen du monde » tel que professait de l'être Mirabeau. Aussi personne n'a-t-il examiné avec plus

(1) *Etudes sur l'histoire de la Prusse*, Paris, Hachette, 1 vol.

de minutie et moins de sympathie que lui la mécanique de dressement du militaire prussien.

Il redoutait qu'elle ne devînt celle des militaires de toute l'Europe, tant son évidente perfection inspirait de confiance dans la brutalité de ses mouvements : « On avait tant dit que le bâton était l'âme de ce service, qu'on crut former des héros à l'école des coups de bâton », a-t-il noté au résumé général de son enquête sur la *Monarchie prussienne*; mais, tout bien vu et considéré, force lui était de convenir que cette imitation grossière procédait d'une erreur d'examen et il précisait : « On se trompe absolument sur la nature du militaire prussien lorsqu'on s' imagine que la discipline l'avilit. »

Toute la population mâle était enrôlée dès sa naissance; et vers la treizième année, généralement le jour de sa première communion, l'enrôlé prêtait serment. La religion aidait à lier l'individu, corps et âme, au service. Était toutefois exemptée de servir l'élite noble, intellectuelle, industrielle et commerciale; il y avait d'autres catégories d'indisponibles, comme les fils uniques d'agriculteurs et d'artisans, les hommes mariés et pères de famille, les fils de veuves ou leurs soutiens indispensables.

Ces inégalités aggravaient moins le sort des non-exempts que la confusion de ceux-ci dans les rangs avec les déserteurs, les vagabonds, les malfaiteurs et toute la lie du recrutement étranger. C'étaient ces derniers que le bâton corrigeait le plus souvent, sinon exclusivement, et l'on peut croire, vu leur origine et

leur propension à désertir, qu'il ne les ménageait guère. Hors de cela, Mirabeau certifiait de visu (car il suivait assidûment les exercices et les manœuvres) qu'on n'en abusait ordinairement pas.

« Parce qu'on châtie dans ce service avec la canne, exposait-il, l'opinion commune est qu'on se plaît à y frapper tout le long du jour. Rien n'est plus faux. Il se commet partout des abus et des injustices; et dans les tribunaux même, n'arrive-t-il jamais de punir un innocent ? Il est donc très possible qu'on donne des coups de canne mal à propos au service prussien; mais en général, il n'en est pas ainsi. On ne châtie que ceux qui le méritent, et les autres sont bien, et même honnêtement traités. D'ailleurs, ce n'est jamais, en Prusse, que sous la discipline militaire de son officier que le soldat plie. Tous les autres états sont obligés de l'honorer et de le traiter avec distinction. Aussi le soldat prussien a-t-il de la fierté, quelquefois même de l'élévation » ¹.

A l'appui de ces affirmations, Mirabeau aurait pu citer — mais sans doute ne l'a-t-il pas connu — un ordre du jour du général Moellendorf, gouverneur de Berlin, qui, en 1785, avait fait défense aux officiers d'infliger à leurs hommes des coups de bâton et des insultes grossières, « attendu que S. M. a à son service d'honnêtes soldats et non des chiens ». Moellendorf avait une réputation d'humanité; mais de tels ordres devaient toujours avoir l'assentiment

(1) *Mon. prussienne*, livre VII, Affaires militaires, p. 164-165.

préalable du roi, et il se trouvait dans celui-là de l'accent et de la manière de Frédéric II. Il faut tenir compte, d'autre part, que selon nos façons de penser françaises du XVIII^e siècle, le bâton déshonorait moins que la prison, où se confondaient l'honnête homme et le scélérat; et le bailli de Mirabeau déplore par vraie bonté de cœur que les habitudes eussent si vite changé, qu'un seigneur fût obligé d'envoyer du ruineux « papier marqué » à un vilain et de le faire périr ainsi de misère avec sa famille, au lieu de le rosser tout vif et de le tenir quitte du surplus comme jadis. Mirabeau lui-même, si bon et même si tendre avec ses serviteurs, eut toute sa vie la main et le pied fort prompts; et dès sa jeunesse, dans une occasion solennelle, présidant au nom de son père une espèce de conseil de prudhommes fondé par ce dernier pour le règlement de ses litiges avec ses vassaux, il avait décoiffé du bout de sa canne un de ceux-ci, forte tête, qui osait lui parler sans se découvrir. Les usages de la marine française, avec le supplice de la liane, autrement cruelle que le bâton, ne permettaient pas non plus à Mirabeau d'être révolté par l'usage du service prussien.

Enfin, il est certain que le père de Frédéric II, le terrible Roi-Sergent, qui bâtonnait à tour de bras quiconque lui déplaisait sur son chemin, fût-ce une pauvre commère en train de bavarder, avait dû susciter nombre d'imitateurs chez ses officiers, en sorte que, cinquante ans plus tard, Moellendorf avait en-

core à faire pour dissuader les siens de battre royalement leurs subordonnés.

Une pratique plus dégradande, mais inspirée, elle aussi, par le souci d'empêcher la désertion des étrangers recrutés à grands frais a été rapportée par Mirabeau avec des détails dont les Alsaciens-Lorrains et les Polonais enrôlés au service de l'Allemagne confirmaient hier la survivance : « D'abord, il faut que l'officier qui commande une compagnie s'attache à connaître, et par ses observations personnelles, et par les ressources de l'espionnage, tous ses soldats... En général on distingue, dans le militaire de Prusse, les soldats entre gens sûrs et ceux qui ne le sont pas. Il faut entremêler ces deux espèces d'hommes dans les quartiers, aux gardes, parmi les sentinelles même, partout enfin, de manière que l'homme sûr contienne toujours le soldat suspect. Mais ce n'est là que la ligne de démarcation la plus grossière. Les nuances qu'il faut observer pour les mêler convenablement, afin que les gens de la même chambrée ne soient pas trop insupportables les uns aux autres, et que cependant ils ne soient pas trop amis,... sont d'une finesse qui afflige le cœur, fatigue l'esprit, et dont ailleurs on n'a point d'idée. De tous les maux que cet état de choses produit, il naît pourtant un bien, c'est de forcer l'officier à étudier sa compagnie, à la soigner; son intelligence en est aiguisée, au moins quant à la connaissance du cœur humain; et comme l'homme s'attache toujours à ce

qui lui coûte de la peine, les rapports des officiers et soldats en sont plus étroits ».

Or, malgré ces contraintes cruelles ou rebutantes, les Prussiens proprement dits ne désertaient guère, tandis qu'on désertait de France chez eux en grand nombre; et ils désertaient plutôt avant leur appel sous les drapeaux qu'après, la peur du mal ayant en tous pays des effets pires que le mal lui-même. Le service prussien exigeait surtout une régularité, une exactitude extrêmes dans les plus petites choses. Cela ne contribuait pas peu sans doute à lui donner l'air mécanique; mais à le mieux voir, on partageait plus volontiers peut-être l'opinion de Mirabeau que même ses fameux exercices de parade n'étaient pas qu'une « fatigante niaiserie », comme on les jugeait déjà de son temps, et que « l'exactitude dans les minuties du métier est la base de l'exactitude dans les grandes choses, donc bonne et nécessaire comme moyen » ¹. En tout cas, l'accoutumance à ce service ponctuel, à cette obéissance absolue, faisait si bien son œuvre, aidée par un naturel flegmatique, appliqué et laborieux, qu'on citait de nombreux exemples de déserteurs passés dans des armées moins sévères, qui s'y moquaient d'un service relâché, fiers des rigueurs d'un autre auquel ils se vantaient d'avoir appartenu comme au premier ordre du royaume, au plus utile à l'Etat.

C'était ainsi qu'en jugulant les corps, l'armée prussienne exaltait le moral du soldat « par ces jouis-

(1) *Mon. prussienne*, Résumé général et conclusions, p. 353.

sances de l'orgueil qui rendent toutes les gênes supportables, tous les travaux aisés » ; et, ajoutait Mirabeau, « on aura beau chercher, ce n'est qu'à force de gêne et de travaux qu'on formera une bonne armée ».

Il y avait des allègements plus tangibles à ce fardeau du militaire. Les régiments prussiens cantonnaient toujours dans la contrée d'où ils tiraient leur contingent. On accordait facilement la permission de se marier aux soldats; ils s'en trouvaient plus heureux, car ils pouvaient travailler avec leurs femmes une grande partie de l'année et compenser, par ce double salaire, la misérable insuffisance du prêt. Les soldats n'étaient retenus à la caserne, en effet, qu'environ deux mois l'an en temps de paix, s'ils avaient un métier, ou s'ils pouvaient seconder soit des parents, soit des propriétaires agriculteurs. Pendant ces longues permissions, les garnisons étaient tenues, le service fait, par les hommes du recrutement étranger et par ceux qui n'avaient ni profession ni famille. Quelque avancement était assuré aussi aux meilleurs sujets, qui devenaient bas-officiers; et le bas-officier tenait un rang estimé dans la hiérarchie. Si l'humilité de son origine l'assujettissait encore aux coups de plat de sabre, un signe permanent de sa distinction était qu'on ne lui parlait plus qu'à la troisième personne du pluriel, tandis qu'on tutoyait le soldat. Bien choisi, bien vêtu, on lui inspirait un vrai point d'honneur, auquel il savait s'attacher, dans sa pauvreté, plus qu'à des avantages matériels.

Après une bataille de la guerre de Sept ans où certain régiment avait été si maltraité que les bas-officiers avaient dû prendre le commandement des pelotons, la troupe ayant fait à merveille sous leurs ordres, le roi les invita à lui demander une récompense. Ils se concertèrent pour ne solliciter que la distinction de porter des dragounes d'argent à leurs sabres, comme en avaient les bas-officiers du premier bataillon des gardes. Cette émulation, c'était de l'âme.

Tout le jeu des relations de la troupe avec ses chefs reposait sur la stricte observation de cette règle, que la pression de l'autorité et des responsabilités devait s'exercer de haut en bas, en sorte que les chefs avaient à porter les premiers la peine des fautes constatées dans le service, étant toujours supposé qu'il y avait eu négligence de leur part. Sans doute, l'officier que la faute d'un subalterne expose aux arrêts devient inflexible pour celui-ci. Mirabeau répondait à cette objection que « Cléanthe le lacédémonien connaissait le métier des armes lorsqu'il disait : *Il faut que le soldat craigne plus son officier que ses ennemis* ». Il reprochait seulement aux Prussiens de faire une application inconsidérée de cet axiome, quand ils soutenaient que « l'officier est l'âme des troupes et que la discipline peut faire tout exécuter aux hommes ».

Vu de haut, le système de Frédéric II paraissait à Mirabeau « avoir été, surtout dans son armée, de conduire les hommes par l'espoir ». Quelque chose

de marquant y contredisait pourtant, au moins en apparence; c'est que l'avancement n'était donné qu'à l'ancienneté, et que tous les officiers étant nobles, sauf dans l'artillerie et le génie, ils formaient une caste fermée aux bas-officiers méritants. Mais ceux-ci, la caste ouverte, n'y auraient accédé que déjà vieux parmi de tout jeunes gens; et ils n'y auraient trouvé que le malaise de leur déclassement et d'une misère à peine dorée.

Jusqu'au grade de capitaine, les officiers touchaient à peine de quoi vivre. A partir de ce grade, au contraire, ils jouissaient d'une large aisance, avec cinq mille livres de solde au moins, et beaucoup en avaient six, sept ou huit mille. La solde d'un capitaine de cavalerie variait de ce dernier chiffre à douze mille¹. Dans ces conditions, la stagnation n'avait plus rien de pénible; on était débarrassé des peines, des querelles et des amertumes de l'intrigue inséparable de l'arbitraire des choix; le mérite y trouvait finalement son compte, parce qu'à grade égal, les avantages n'étaient pas égaux, et Frédéric II veillait à mettre chacun à sa place. Seuls étaient exceptés de ces règles de l'avancement les princes.

(1) La valeur réelle des monnaies est aujourd'hui une notion si troublée, qu'il faut la déterminer non plus par comparaison avec celle d'autres monnaies, mais par la puissance réelle d'achat de chacune. Vers 1786, une famille de bourgeois, composée de cinq personnes, — les époux, deux enfants, une servante, — vivait à l'aise à Berlin avec 4.000 livres par an, ses dépenses de luxe et de plaisirs y comprises. La pension d'un jeune gentilhomme revenait, tout compté, à 2.000 livres au plus. On donnait à un laquais 7 écus de 4 livres par mois. On dinait à l'auberge pour 20 sols. Un grand repas, vin compris, pouvait coûter 12 livres par tête.

Mais leur naissance ne leur faisait point de jaloux, car ils étaient comptés et hors cadre; et d'ailleurs, elle ne les exceptait point de la critique sur le terrain. Mirabeau entendit un jour un général apostropher ainsi l'un d'eux : « Monseigneur, de par tous les diables ! prenez garde à ce que vous faites ! Votre régiment n'est pas aligné ! ». Pour Frédéric, il avait donné le choix au fils aîné du duc de Saxe-Cobourg, qui s'impatientait de n'être que capitaine, ou de le rester ou de s'en aller; et il déclarait une autre fois ne vouloir point de comtes dans son armée « parce que d'ordinaire, ils sont vains, volontaires, indisciplinables et inaptes ». Mais quand Frédéric II eut disparu, la faveur devint la condition de la fortune; et le roc de l'armée prussienne commença à se déliter.

Une organisation aussi forte, une application aussi soutenue, un système aussi étudié en toutes ses parties, au nom de quoi les condamner en bloc, dès qu'on admet la nécessité pour un Etat d'un organisme d'expansion et de défense ? La Prusse n'a pas de frontières naturelles et elle ne peut se suffire; son ambition d'ordonner et de lier ses acquisitions était légitime dans la mesure où elle ne convoitait que le trop plein allemand de l'Autriche.

L'armée prussienne dans son ensemble emportait donc l'admiration, l'estime et dans une certaine mesure la sympathie de l'observateur impartial. Mais cette armée ne serait-elle jamais employée qu'à consolider la monarchie, et dans les mains d'un roi

inconsidéré ou trop ambitieux, quel tort ne serait-elle pas en mesure de faire à la Prusse, à l'Europe ?

Le successeur de Frédéric II posait cette question redoutable dès son avènement. La Hollande était depuis longtemps en effervescence, mais Frédéric II avait pratiqué jusqu'à sa mort une politique de désintéressement à l'égard de ce petit pays où l'Angleterre et la France croyaient devoir se disputer âprement la prépondérance, à la faveur de ses dissensions intérieures. Frédéric-Guillaume II avait au contraire des motifs d'abandonner cette réserve, non seulement dans sa faible intelligence de la politique européenne, mais dans son affection sincère pour sa sœur, la femme du stathouder exécré des patriotes hollandais. Mirabeau assistait à la prestation du serment de l'armée au nouveau roi de Prusse. Il en garda une impression durable de malaise, presque d'anxiété, dont il fit part d'abord au major Mauvillon : « Cette cérémonie du serment est imposante, lui écrivait-il de Berlin le 19 août 1786. Elle le serait davantage, si le serment, que répètent mot à mot les soldats, n'était pas si long. Cependant tout cet appareil militaire, ces groupes de soldats armés qui depuis le matin inondent les rues, cette précipitation du serment légionnaire, annoncent trop ouvertement selon moi la force militaire. Cela dit trop : *Je suis surtout le Roi des soldats; je me confie à mon armée, parce que je ne suis pas trop sûr d'avoir un royaume...* ».

Voilà posés franchement dès lors, devant Mira-

beau, d'autres graves problèmes militaires, dont il n'abandonnera plus la préoccupation qu'il ne les ait embrassés et résolus dans la même combinaison qui devait, selon lui, régler dans l'avenir la paix et l'aménagement de l'Europe : Armées permanentes ou milices ? armées de métier ou conscription nationale ? durée de service ? comparaison des conséquences économiques de ces divers systèmes ? etc... Mais on ne saurait trop s'assurer par un nouvel exemple de la clairvoyance, de l'initiative, de la curiosité personnelles avec lesquelles Mirabeau intervenait dans l'élaboration, par ses collaborateurs, des données qu'il leur fournissait ou dont il leur demandait la recherche, en vue de cette étude immense des affaires de la Prusse et de leur relation avec les affaires du monde entier. Dans une lettre du 5 septembre 1786, il priait le major Mauvillon de rêver dans ses moments de loisir, dans ses promenades à cheval, à l'application des aérostats à la guerre : « car, ajoutait-il, celui qui aura le premier ses provisions d'idées faites, aura un grand avantage sur les autres. Quant à l'étendue philosophique de cette découverte, c'est une mer sans bords, où l'esprit humain fera pendant plusieurs siècles les découvertes les plus décisives et les plus influentes. Je l'ai toujours pensé et je ne m'en dédis pas ».

Telles étaient les bases du « système militaire de ce pays tout guerrier : genre d'industrie vraiment prussien »¹, comme l'a dit Mirabeau, dans un sens

(1) *Mon. prussienne*, préface, p. VII.

assez éloigné de la phrase plus connue qu'on lui prête sur « la guerre, industrie nationale de la Prusse ». Et voici l'occasion de s'en expliquer : cette phrase trop citée, Mirabeau *l'a-t-il pu* écrire ? où et quand ? nul ne s'est avisé encore, en la répétant, de la situer. A notre avis, son attribution au tribun est un anachronisme. « La guerre, industrie nationale de la Prusse », c'est une trouvaille de mots qui ne correspond qu'à une vérité d'après Sadowa; c'eût été une fausseté du temps de Frédéric II. « C'est le profit de la guerre qu'il a cherché, et non la guerre par elle-même (écrivait le comte d'Esterno à M. de Vergennes en juillet 1786) puisqu'il a toujours fait la paix dès qu'il en a trouvé l'occasion. Il n'y a eu que douze ans de guerre dans un règne de 46 ans. Louis XV, prince ami de la paix, a fait la guerre plus longtemps que le roi de Prusse »¹. Ce jugement était celui de tous les contemporains et des adversaires mêmes de ce monarque; et il n'est pas indifférent de rappeler que son père, le plus soldat des Hohenzollern, le Roi-Sergent, avait hérité d'une armée de vingt mille hommes et l'avait portée à quatre-vingt mille, mais ne s'en était pas servi pendant tout son règne une seule fois.

La proportion normale du recrutement était alors, en Europe, d'un homme pour cent âmes. A ce compte, il est vrai que Frédéric II n'eût dû avoir que soixante mille soldats, et il en avait plus du

(1) Aff. étr., Corr. Prusse, 205, *Mémoire* (inédit) de M. d'Esterno au comte de Vergennes, de Berlin, 13 juillet 1786.

triple. Mais voici l'opinion de Mirabeau sur ce point, opinion adoptée universellement de son vivant : « L'énorme disproportion de l'armée à la population est un mal, un très grand mal, mais ce n'est pas la méthode du recrutement national que l'on peut en accuser; c'est le système politique de l'Europe, la périlleuse situation des provinces prussiennes et le peu de contiguïté des parties qui composent cette monarchie ». Et bref, si Mirabeau a mis souvent en évidence le génie industriel de la Prusse dans l'art militaire et l'excessif développement de son appareil de guerre, il n'en a dénoncé nulle part cette espèce de mise en valeur *industrielle*, d'exploitation continue en vue du rendement dont on lui a supposé l'idée en méconnaissance absolue de la vérité historique.

La discipline, — une discipline systématisée et généralisée, bureaucratique aussi bien que militaire, — voilà bien plutôt, pour reprendre dans leur sens exact une expression et une observation de Mirabeau, quel était le « genre d'industrie » ¹ national de la Prusse; la discipline, avec tout ce qu'elle implique de stabilité et de fermeté dans le commandement, de ponctualité, d'ordre et d'honnêteté dans l'obéissance. Un travail discipliné convenait au caractère inflexible et autoritaire des chefs, au flegme de la masse, au sérieux habituel de tous. Frédéric II

(1) *Lettre à Frédéric-Guillaume II, Roi de Prusse, remise le jour de son avènement, Berlin, 1787, p. 67.*

veillait à en maintenir la pratique. « Il savait trop bien, dit Mirabeau, que la base de toute politique est une grande puissance militaire bien constituée, bien commandée et une bonne administration intérieure¹. Cela lui permettait de faire peu de cas de l'habileté personnelle de ses ministres, car il dirigeait sa politique lui-même, et il ne leur laissait à lui faire que les rapports; or, il faut plutôt de l'ordre et de la suite pour bien administrer, que de grands talents ».

Que pouvaient être les autres bases solides de l'Etat prussien sinon économiques, politiques, religieuses ? Mirabeau tenait celles-ci pour inexistantes, ou à peu près, et il louait la Prusse d'en être privée; les secondes lui semblaient de la qualité la plus médiocre; mais il faisait cas des premières, tout en en déplorant l'erreur initiale.

Comme son père, il était physiocrate et conséquemment partisan de toutes les libertés de production, de circulation, de trafic, d'échange. L'économie prussienne était une autarchie fondée à l'opposé sur le principe de la surveillance et des barrières, de la protection et des privilèges. Les Hohenzollern avaient en ceci obéi à des nécessités plus impérieuses que les conseils des meilleurs économistes. *Primo vivere...* Un pays jeune, neuf, de fort appétit, auquel la pauvreté et la dureté du sol natal refusaient l'ample satisfaction de ses besoins pouvait être tenté d'ouvrir ses frontières plus largement à la production étran-

(1) *Mon. Prussienne*, livre I, p. 127.

gère; mais l'insécurité de l'Europe l'exposait à toute heure à les fermer de force et, privé soudain de cette production, à périr, faute d'aliments, d'objets manufacturés et de matières premières, quelle que fût la puissance de ses armes. Mieux valait, semblait-il, tenter de contraindre la terre à nourrir et à vêtir sa population; mieux valait encourager celle-ci à suppléer, par son industrie, à l'insuffisance du sol. Aussi les rois de Prusse qui possédaient la plus grande partie des terres et des forêts s'ingénierent-ils, fussent à grands frais, à développer les procédés d'exploitation susceptibles du meilleur rendement et montrèrent-ils plus de faveur aux gentilshommes vivant sur leurs domaines qu'à ceux qui venaient dépenser leurs revenus dans la capitale. Ils prodiguèrent des sommes considérables pour soutenir des entreprises qui abandonnées à elles-mêmes se seraient effondrées et dont les malheureux exemples auraient détruit peu à peu tout esprit d'initiative et de persévérance. Du moins, ces sommes ne s'expatriaient-elles pas. Ainsi agriculteurs, commerçants, ingénieurs, fabricants firent-ils si bien, avec l'aide financière et morale de leurs princes, qu'à la mort de Frédéric II, la Prusse était à peu près outillée pour se suffire, même en articles de luxe. La population d'origine française y avait le plus contribué. On lui devait notamment la meilleure culture des jardins et de la vigne, l'usage des légumes et des fruits mis à la portée du peuple, l'établissement des manufactures de soieries et des fabriques de bas et de cha-

peaux. Berlin avait des bijoutiers, joailliers, émailleurs, qui ne le cédaient en rien aux parisiens, au goût de Mirabeau qui, dans ce genre, en avait beaucoup; d'autre part, note-t-il, l'ouvrier allemand, « plus flegmatique, travaillait avec plus d'attention que l'ouvrier français; et sa main-d'œuvre n'était guère plus chère que celle du lyonnais ».

Cette prospérité, quoique factice en ses origines et en ses moyens, avait des chances de se consolider à la longue. Le sous-sol était exploré et exploité. La surface offrait d'immenses ressources, surtout pour la circulation. Tous les états du roi étaient reliés à Berlin par des routes moins bonnes que belles à cause du mauvais sol et de la pénurie des matériaux. L'Elbe offrait « un des plus beaux moyens de communication du monde »; et à ces moyens s'ajoutaient d'autres fleuves facilement navigables, des canaux, une production chevaline excellente, surtout dans la Prusse orientale où la France achetait à grands frais une cavalerie meilleure qu'en Angleterre. Cette contrée, riche de ses magnifiques haras, était aussi fertile en grains de toute espèce, et on y récoltait d'énormes quantités de pommes de terre. La Poméranie assez pauvre fournissait du bois, des fruits, des moutons et des oies. La Silésie avait une culture très étendue et des manufactures considérables. La Westphalie ignorante, rude et superstitieuse, donnait de la main-d'œuvre agricole. Où la terre était la plus ingrate, la population était la plus laborieuse, la plus résistante, la plus brave; et le roi

content de la qualité des soldats qu'il y puisait, la comblait de ses bienfaits par préférence.

Frédéric II regardait les industriels et les agriculteurs comme les nourriciers du peuple et il n'avait que mépris pour les simples marchands, « ces corrupteurs » de la noblesse et de la bourgeoisie. Il s'efforça donc de placer le commerce sous le contrôle absolu de l'Etat; il établit des monopoles, 412 selon l'abbé Denina, et eut le premier l'idée d'instituer un Office privilégié pour le commerce avec l'étranger.

« Pour qu'un pays se conserve dans une situation florissante, il est de toute nécessité, prétendait-il¹, que la balance du commerce lui soit avantageuse; s'il paye plus pour les importations qu'il ne gagne par les exportations, il faut nécessairement qu'il s'appauvrisse d'année en année... Voici les moyens d'obvier à cette perte : Faire manufacturer toutes les premières matières qu'on possède, faire travailler les matières étrangères pour y gagner la main-d'œuvre et travailler à bon marché pour se procurer le débit étranger. Quant au commerce, il roule sur trois points : Sur le superflu de vos denrées que vous exportez; sur celles de vos voisins qui vous enrichissent en les vendant; et sur les marchandises étrangères que vos besoins exigent et que vous importez. C'est sur ces productions que nous venons d'indiquer que doit se régler le commerce d'un Etat;

(1) *Essais sur les formes de gouvernement*, p. 27-36.

voilà de quoi il est susceptible par la nature des choses ». Tel n'était point assurément l'avis de Mirabeau ou celui de son collaborateur Mauvillon. Rien ne leur paraissait plus absurde que de croire qu'il faut, autant que possible, ne pas acheter et vendre sans cesse afin que l'argent ne sorte pas du pays et qu'il en entre toujours davantage; et ils s'accordaient avec le marquis de Mirabeau et Adam Smith « un homme de génie » dont l'ouvrage « devenu en quelque sorte classique, est un monument qui ne périra point »¹, pour condamner les systèmes prohibitifs et réglementaires et réclamer la liberté absolue des échanges.

Cependant Frédéric ne l'entendait pas ainsi. Il restreignait les importations; il mettait des entraves au libre commerce des grains. Quand par exemple le prix des céréales dépassait à Berlin le cours fixé par l'Etat, il interdisait leur circulation sur tout le territoire de la Prusse, sans tenir compte même des besoins particuliers de certaines provinces, de la Frise-Orientale notamment qui en souffrait beaucoup car elle ne produisait pas suffisamment de blé, même en période de prospérité. En 1770, Frédéric concéda le monopole du commerce du blé sur l'Elbe et sur l'Oder à deux compagnies soumises au contrôle permanent de l'Etat, au capital chacune de 200.000 thalers, réparti en 200 actions de 1.000 thalers. Ces compagnies avaient le privilège exclusif d'effectuer des transactions sur le blé, soit de vendre

(1) *Mon. pruss.* livre V, p. 255.

à l'intérieur de la Prusse du blé exotique, soit d'exporter du blé indigène. Par ce moyen, Frédéric espérait régulariser en quelque manière le marché du blé, maintenir les cours et assurer un approvisionnement constant.

Les monopoles se multipliaient du reste à l'envie. Il y avait une Compagnie pour la vente du bois à brûler, une Compagnie des assurances maritimes, une Compagnie pour le commerce du sel et des cires, une autre pour celui des grains, une autre encore pour celui des harengs, etc... « Quelle était donc la source de cette prédilection pour les privilèges exclusifs ? se demandait Mirabeau...¹. Tout porte à croire que la conduite [de Frédéric] à cet égard avait un but fiscal... Il est pourtant possible que ces privilèges n'aient pas toujours été obtenus à prix d'argent. On avait encore d'autres motifs, comme celui de couper court à la contrebande, aux collusions sur les exportations, sur les importations, sur les primes attachées à tels et tels objets... Telle est sans doute une des considérations qui inspira au roi de Prusse le fatal dessein de fonder tant de compagnies, d'accorder tant de privilèges. Lorsque l'on considère l'énorme masse qu'il en créa, on sent bien qu'en ruinant ainsi d'un côté l'industrie, il ne put se dispenser de lui faire l'aumône de l'autre, puisqu'il ne voulait pas qu'elle mourut d'inanition ». Dans chaque compagnie en effet, l'Etat avait une participation, plus ou moins importante selon les

(1) *Mon. pruss.* livre V, passim.

cas, mais qui toujours lui assurait la prédominance. Et Frédéric II ne badinait point là-dessus. Si tolérant par ailleurs, il n'admettait aucune critique ni de son système économique, ni des entreprises privilégiées qu'il soutenait. En 1765, à Emden, avait été constituée la Compagnie du Levant au capital de 1 million d'écus. Investie du monopole du commerce avec l'Orient et de l'importation du coton brut ou filé, cette société mit rapidement sous sa dépendance tous les fabricants prussiens de coton. Ceux-ci, par le canal des ministres Hagen et Blumenthal, présentèrent un mémoire au Roi dans lequel ils lui faisaient part de leurs doléances. Frédéric s'indigna et de sa main il écrivit en marge du mémoire : « Je m'étonne du mémoire impertinent que vous m'envoyez ; j'excuse les ministres à cause de leur ignorance ; mais il faut punir d'une manière exemplaire la malice et la corruption de l'auteur, autrement je ne ramènerai jamais la canaille à la subordination. » (...aber die Malice und Corruption des Concipienten muss exemplarisch bestraft werden, sonst bringe ich die Canaille niemals in der Subordination) ! Or, l'auteur du mémoire était un respectable et distingué conseiller des finances, acquis aux idées physiocratiques, Ursinus. Il fut immédiatement destitué et condamné à traîner des brouettes d'immondices dans la forteresse de Spandau où il mourut de chagrin.

Sous prétexte de faciliter les échanges commerciaux à l'intérieur de la Prusse, Frédéric fit creuser

des canaux entre l'Elbe et le Havel, le Havel et l'Oder et enfin entre Bracke et Netze. Non seulement, il maintint les anciens péages, mais il en créa de nouveaux pour accroître les ressources de l'Etat, affermant par exemple dans la seule Marche électorale 68 péages et 8 écluses ! « Les Etats prussiens, déclara Dohm, étaient capables de devenir le centre d'un commerce florissant qui aurait enrichi l'Etat. Mais Frédéric rendit à dessein ce commerce impossible. Les droits élevés que les marchandises étrangères avaient à payer en entrant dans le pays ou en y passant, plus encore les vexations multipliés et les retards auxquels on était exposé par la visite des préposés de la Douane éloignaient les voituriers et les bateliers des frontières de Prusse. On prenait toutes sortes de routes pour éviter le territoire prussien. On préférerait s'engager dans un chemin plus long et plus coûteux, pourvu que l'on ne touchât point à la frontière de Prusse. » ¹. Quel plus sérieux argument aurait pu être fourni en faveur des théories libérales de Mauvillon et de Mirabeau que cet aveu échappé à la plume d'un admirateur de l'œuvre économique de Frédéric !

Les manufactures eurent surtout la faveur de Frédéric. Entendons par là qu'il leur accorda de nombreuses et importantes subventions, qu'il s'efforça de leur assurer la main-d'œuvre, les matières premières et les débouchés indispensables, qu'il les

(1) *Denkwürdigkeiten meiner Zeit*. Lemgo et Hanovre, 1814, Tome IV, p. 422.

plaça sous le contrôle direct et permanent de l'Etat. En Silésie par exemple, l'Etat installa des drapiers, leur construisit des magasins de laine et des ateliers, leur consentit des avances sans intérêt pour acheter de la laine et constituer des stocks, leur garantit un chiffre de vente. De leur côté, les manufacturiers s'engageaient à se soumettre au contrôle constant des autorités administratives, à respecter les règlements concernant la fabrication, les prix courants et la mise en commerce de leurs fournitures. Ces moyens d'encourager l'industrie étaient de « faux moyens » selon Mirabeau. « Si vous accordez aux manufactures des privilèges exclusifs, n'attendez plus rien d'elles, ni de l'industrie en général, prétendait-il¹. Toute fabrique qui a besoin d'un pareil moyen pour se soutenir a un vice radical... Que le fabricant puisse arranger l'achat et le débit de sa manufacture comme il l'entend; ne le gênez ni sur les importations, ni sur les exportations; ne vous embarrassez ni d'où il tire ses matières premières, ni où il vend ses ouvrages; autrement, comment voulez-vous qu'il prospère ! Pouvez-vous connaître comme lui son intérêt ? Encore une fois, liberté illimitée du commerce, et vous aurez des manufactures florissantes. »

Frédéric II se servait de M. de Herzberg comme d'un véritable ministre de l'économie prussienne. Les tableaux statistiques que celui-ci lui fournissait périodiquement sur la situation de l'industrie, bien que Mirabeau en ait parfois critiqué le détail, méritent

(1) *Mon. prussienne*, liv. IV, passim.

d'être retenus par nous comme éléments d'informations. Ils nous donnent l'énumération des principales entreprises, les particularités de chaque branche de la production manufacturière, le détail des résultats obtenus, l'indication des difficultés soulevées et des moyens mis en œuvre pour les surmonter. Herzberg évaluait à 30 millions d'écus le revenu annuel de la grande industrie et à 2 millions celui des usines de moindre importance. Le Trésor en prélevait la meilleure part grâce à la politique de pénétration de Frédéric.

L'Etat contrôlait en effet des raffineries de sucre, possédant le privilège exclusif de la vente des sucres dans toutes les provinces à l'est du Weser; une fabrique de galons d'or et d'argent; une manufacture de porcelaines; des filatures et des tissages; une fabrique de montres; une imprimerie; une manufacture d'armes; des usines où l'on travaillait l'acier, le fer et le cuivre. Tout était mis en œuvre pour soutenir ces entreprises. C'est ainsi que, pour assurer des débouchés à sa manufacture de porcelaines, Frédéric avait défendu l'entrée des porcelaines étrangères et accordé à sa fabrique un monopole exclusif en Prusse. En outre, il avait conçu et exécuté l'idée d'obliger chaque juif, résidant dans ses Etats et désireux d'obtenir la permission de se marier, non seulement à acheter pour 100 écus de porcelaine prussienne, mais à la revendre à l'étranger en prouvant la réalité de cette cession.

De même, pour maintenir à un niveau constant

le volume des ventes de sucre effectuées par les raffineries de sucre dirigées par un capitaliste berlinois, Splittberg, il leur concéda un privilège exclusif et interdit l'entrée des sucres raffinés étrangers. Il affranchit d'impôts les sucres bruts que les raffineries importaient pour leur alimentation. Il prit enfin des mesures sévères pour réprimer toute contrebande. Certes, le sucre coûtait en Prusse au moins dix pour cent plus cher que dans les Etats voisins et Mirabeau assurait qu'il l'était de quinze, peut-être même de vingt plus qu'il ne l'aurait été si on l'avait tiré de Hambourg, où le trafic en était absolument libre et affranchi d'impôts. « Les droits du roi, ajoutait-il, tant le demi-écu que la fabrique de Splittberg paie du quintal que les accises que l'on paie en sus du sucre raffiné, et même le surcroît pour la vente en détail, forment à peu près 7 % du prix des sucres, d'après une très haute estimation de ces droits, et une très modique des sucres » ¹. Mais le Trésor de l'Etat s'enrichissait et le sucre livré à la consommation était d'origine prussienne. Déjà, le mot d'ordre « Achetez national », qu'ont repris à leur compte tous les protectionnistes contemporains, rencontrait la faveur des autorités !

« Le Souverain, recommandait Frédéric II ², doit se souvenir de l'état du pauvre peuple, se mettre dans la place d'un paysan et d'un manufacturier, et se dire alors : si j'étais né dans la classe de ces

(1) *Mon. pruss.*, liv. V, p. 285-286.

(2) *Essai sur les formes du gouvernement*, passim.

citoyens dont les bras sont le capital, que désirerais-je du Souverain ? Ce que le bon-sens lui indiquera alors, c'est son devoir de le mettre en pratique. Il se trouve des provinces dans la plupart des Etats de l'Europe où les paysans attachés à la glèbe sont serfs de leurs gentilshommes : c'est de toutes les conditions la plus malheureuse et qui révolte le plus l'humanité. Assurément aucun homme n'est né pour être l'esclave de son semblable. On déteste avec raison un pareil abus et l'on croit qu'il ne faudrait que vouloir pour abolir cette coutume barbare; mais il n'en est pas ainsi; elle tient à d'anciens contrats faits entre les possesseurs de terres et les colons. L'agriculture est arrangée en conséquence des services des paysans : en voulant abolir tout d'un coup cette abominable gestion, on bouleverserait entièrement l'économie des terres, et il faudrait en partie indemniser la noblesse des pertes qu'elle souffrirait en ses revenus... » — « La première chose, continuait-il, est d'avoir soin de la bonne culture des terres, de défricher tous les terrains qui sont capables de rapport, d'augmenter les troupeaux pour gagner d'autant plus de lait, de beurre, de fromage et d'engrais, d'avoir ensuite un relevé exact de la quantité de boisseaux des différentes espèces de grains gagnés dans de bonnes, dans de médiocres et dans de mauvaises années, d'en décompter la consommation et par ce résultat s'instruire de ce qu'il y a de superflu dans l'exportation qui doit être permise, ou ce qui manque à la consommation et ce que

le besoin demande qu'on se procure. Tout Souverain attaché au bien public est obligé de se pourvoir de magasins abondamment fournis pour suppléer à la mauvaise récolte et prévenir la famine ».

Peu de documents sont aussi révélateurs de l'intérêt que Frédéric II ne cessa de porter à l'économie agraire de la Prusse qu'une brochure publiée à Berlin en 1784 au profit des enfants pauvres de soldats¹. Elle était due à la plume d'un bailli de Fehrbellin, Fromme, qui avait accompagné le roi au cours d'une tournée dans la région de Neustadt-sur-Dosse. Des landes marécageuses y avaient été asséchées, permettant l'établissement de 308 familles de colons. Avec quelle curiosité sympathique, quelle fièvre même le monarque s'enquérail de la situation de ses domaines, des progrès réalisés, des difficultés à vaincre; avec quelle attention, quel souci du détail, il veillait à l'exécution de ses ordres, à l'essor de l'agriculture. Baillis, intendants, propriétaires, paysans, officiers, directeurs de relais, chacun se voyait assailli de questions directes, brèves, précises, suggestives : « Vous n'avez pourtant pas la maladie épizootique dans votre contrée, s'informait Frédéric auprès de Fromme — Non, Sire, répliquait l'autre. — Y a-t-elle été ? — Oui, Sire ». Et les recommandations de se multiplier : « Employez seulement bien du sel gemme, vous ne l'aurez plus. — Ainsi fais-je, Sire; mais le sel commun est presque tout aussi bon.

(1) *Conversation du roi de Prusse dans une course faite en 1779 pour visiter un district de ses Etats, Berlin, 1784.*

— N'en croyez rien ! Il ne faut pas piler le sel gemme, mais le mettre à la portée du bétail, pour qu'il le lèche. — Je le ferai, Sire. — N'y a-t-il pas d'autres améliorations à faire ici ? — Oh oui, Sire ! Voici le lac de Kremmensee ; si on le desséchait, V. M. aurait 1800 arpents de prairies sur lesquels on pourrait mettre des colons ; de plus toutes ces contrées deviendraient navigables, ce qui relèverait en beaucoup cet endroit-ci (Fehrbellin) et la ville de Rupin ; et bien des choses pourraient venir par eau du Mecklembourg à Berlin. — Je le crois ! Mais peut-être qu'en vous procurant des avantages d'autres seraient ruinés, fit remarquer alors Frédéric ; au moins les possesseurs du terrain, n'est-ce pas ? ». Un peu plus tard, au cours de cet entretien, le roi demanda à Fromme : « Mais pourquoi ne cultivez-vous point de chanvre. — Il ne vient pas bien ici, confessa le bailli. Il vient mieux dans des climats froids. Nos cordiers achètent le chanvre de Russie à meilleur marché et de meilleure qualité que je ne puis le fournir. — Mais que semez-vous là où vous semiez autrefois du chanvre ? — Du froment. — Mais pourquoi ne cultivez-vous pas de la garance ? — Elle ne vient pas bien, le terroir n'est pas assez bon. — Vous vous l'imaginez. Vous auriez dû en faire l'essai. — Je l'ai fait. Mais il ne m'a pas réussi et comme bailli je ne saurais faire beaucoup d'essais ; car quand bien même ils manquent, je n'en suis pas moins obligé de payer la rente. — Que semez-vous là où vous auriez semé de la garance ? — Du fro-

ment. — Allons. Tenez-vous en donc au froment », conclut le Roi.

Le servage était encore très répandu en Prusse, à l'époque de Frédéric II. Certes, Frédéric-Guillaume par son ordonnance du 22 mars 1719, l'avait aboli dans tous les domaines de l'Etat. Néanmoins, très peu de propriétaires fonciers avaient suivi cet exemple et Frédéric ne fit jamais que constater un état de fait. Il pensait que seule la grande exploitation était rémunératrice et profitable à l'économie nationale; aussi s'opposait-il à la vente des domaines de la noblesse et à toute mesure qui aurait pu les priver de la main-d'œuvre stable nécessaire. Dans la Nouvelle-Marche et la Poméranie, le paysan était d'ordinaire serf; et sa servitude était pénible.

Depuis le début du 18^e siècle, les seigneurs avaient eu tendance à s'emparer des terres paysannes restées libres, à faire de ces dernières de simples dépendances de leurs propres domaines, à ne laisser entre les mains des paysans que des champs corvéables. Ils mettaient ainsi en pratique le système dit « de la seigneurie des domaines producteurs » (*Gutsherrschaft*) contre lequel les rois de Prusse furent amenés à s'élever énergiquement. Bientôt d'ailleurs, les grands propriétaires constatèrent que le travail servile était moins rémunérateur que le travail libre. Sans doute, le travail des serfs ou le travail à la corvée ne coûtaient guère, mais ils rapportaient en conséquence. Aussi s'efforça-t-on de compléter, surtout pendant la période des moissons,

le travail des serfs par celui de journaliers libres, engrangeurs, batteurs ou moissonneurs. Ces journaliers étaient issus pour la plupart des populations agricoles soumises aux droits féodaux; quelques-uns, le petit nombre, étaient des compagnons sans travail ou des artisans pauvres venus des bourgades et villages voisins. On ne les payait pas; on les récompensait en nature et en argent. Cette récompense tendit vite à prendre un caractère de salaire véritable et à faire l'objet de conventions. D'autre part, les seigneurs concédaient parfois en jouissance à leurs journaliers libres une maison d'habitation, des petits lots de terre, des instruments, sous réserve pour les bénéficiaires de travailler sur leurs domaines pendant la durée de la concession. Ces mesures préparaient l'œuvre législative des réformateurs prussiens de la première moitié du 19^e siècle, Stein et Hardenberg. Leurs réformes, et notamment l'abolition du servage, n'eurent point tant, on le sait, comme but de créer une classe de petits-propriétaires ruraux, dispensés de corvées, que de fournir aux seigneurs la base ouvrière exigée dans leurs exploitations par les nécessités techniques du capitalisme foncier naissant¹.

Le trait saillant de la politique agraire de Frédéric II fut son souci de coloniser les provinces de la Prusse dépeuplées par les guerres. Déjà, son père avait institué une Commission de colonisation; il

(1) Voir Knapp. *Die Bauernbefreiung und der Ursprung der Landarbeiter in den älteren Theilen Preussens*, 1887.

avait recueilli des tchèques et des protestants salzbourgeois persécutés pour leur foi. Avec Frédéric, la colonisation devint une branche spéciale de l'administration. Les Chambres devaient régulièrement rendre compte des besoins agricoles des provinces où elles siégeaient, dresser un relevé des maisons occupées, évaluer le nombre des colons susceptibles d'être établis. Pour se procurer des colons, on institua deux agences : l'une à Francfort-sur-le Mein pour l'Allemagne du Sud; l'autre à Hambourg, pour les Etats du Nord. Aux nouveaux arrivants, on assignait des terres en propriété, on fournissait les premiers frais d'installation, on bâtissait maisons, églises et écoles, on accordait des exemptions d'impôts pendant plusieurs années. Ainsi furent attirés plus de 300.000 colons (Würtembergeois, Hessois, Hollandais, Souabes, Tziganes même). Par eux, furent asséchés et défrichés d'immenses marécages entre Francfort-sur-Oder et Freienwalde, et la vallée de la Wartha. La Prusse Occidentale fut mise en valeur et la Poméranie accrut sa population de 60.000 habitants.

Pénétré d'une idée fort originale qu'ont reprise à leur compte les dirigeants actuels de l'U. R. S. S., Frédéric II voulut que ces colonies servissent en quelque sorte de témoins. Par une ordonnance de 1776, il ordonna, en effet, que l'on établît des villages dont les habitants devaient vivre tout à fait à part et se procurer à eux seuls les moyens de subsistance, afin que le peuple vît et observât d'autant

mieux comment les colons s'arrangeaient. Quand les prussiens d'origine s'apercevront de l'utilité de ce genre d'existence, pensait-il, ils s'habitueront peu à peu à devenir plus actifs et rangés, ils comprendront quels profits et quels avantages donnent le zèle et l'industrie.

Il serait vain de nier que parfois la colonisation réussissait assez mal. Souvent les colons émigraient à nouveau d'une province à l'autre. Dohm se rappelait ainsi avoir vu des villages de colons où l'on trouvait vingt ans après leur établissement des maisons habitées par des familles entièrement étrangères aux quatre diverses familles qui les avaient précédées. « D'ordinaire, la première génération de colons ne vaut pas grand chose » ¹ reconnaissait du reste volontiers Frédéric. Lors des inspections même, on ne se faisait pas faute de tromper le monarque : on arrangeait les choses pour que les colons se montrassent le long des routes, la mine réjouie, dans un costume propre quoiqu'emprunté, ou au seuil des maisons coquettement décorées et meublées pour la circonstance.

La condition du paysan libre, journalier ou colon, demeurait en effet lamentable. Certes, le paysan n'en était pas toujours réduit à broyer l'écorce des chênes pour se nourrir, comme dans les mauvaises années de 1771 et 1772; mais l'usage de la viande, du sucre, du tabac lui était complètement inconnu. « Les paysans peuvent se contenter de soupe à bière,

(1) *Conversation du roi de Prusse.*

aimait à répéter Frédéric, puisque moi-même j'ai été élevé ainsi. » ¹. En Prusse Occidentale où les grands propriétaires vendaient la plume de leurs volailles au dehors, le reste des habitants n'avaient point de basse-cour et couchaient ou sur la paille ou sur des feuilles mortes. « Les impôts directs, les corvées de tout genre, observait Mirabeau ², écrasent le cultivateur allemand, qui paie encore les impôts indirects dans tout ce qu'il achète, soit pour sa nourriture, soit pour son habillement; et pour comble de ruine, il n'ose pas vendre ses productions où et comme il le veut; il n'ose pas acheter ce dont il a besoin aux marchands qui pourraient le lui livrer au meilleur prix. Toutes ces causes le minent insensiblement... En été, il travaille comme un forçat au labourage et à la récolte; il se couche à neuf heures et se lève à deux, pour suffire aux travaux : en hiver il devrait réparer ses forces par un plus grand repos; mais il manquera de grains pour le pain et pour les semailles, s'il se défait des denrées qu'il faudrait vendre pour payer les impôts... Aussi le paysan se couche-t-il en hiver à minuit, une heure, et se lève à cinq ou six; ou bien il se couche à neuf et se lève à deux, et cela tous les jours de sa vie, si ce n'est le dimanche. »

Est-ce à dire que Frédéric ne fit rien pour remédier à cet état de choses ? Au contraire, et si les résultats furent médiocres, du moins le zèle dont le

(1) Lettre à la noblesse de la Poméranie ultérieure, du 27 août 1779.

(2) *Mon. pruss.*, liv. IV, p. 213-214.

monarque fit preuve demeura-t-il une preuve de ses préoccupations : Il exonéra d'impôts pendant plusieurs années des villages trop éprouvés par la guerre; il leur distribua des grains pour les semences, des secours en argent; il leur prêta des chevaux; il s'efforça, en particulier en Silésie, de porter les paysans à abandonner leurs mauvaises méthodes culturales; il acclimata la pomme de terre; il fit planter des muriers sur les cimetières des églises et distribuer gratis des cocons de vers à soie.

Ces largesses d'un protectionnisme systématique avaient créé et elles entretenaient une espèce de religion matérialiste, l'adoration de l'Etat-providence, on ne peut plus convenable au caractère national. Le mystère n'en était pas absent, loin de là. Il n'était pas à la portée de tout le monde de se renseigner à fond sur la situation économique de la monarchie, sur ses règlements, sur ses tarifs, sur ses pratiques.

Les Allemands aiment mettre tout en fiches. Ils triomphent dans l'érudition par ce moyen; ils y déploient cet esprit de détail qui, associé à l'esprit de méthode, ne leur permet de négliger aucun sous-produit de leurs industries ou de leur science. On voyait déjà quelque chose de cela sous le règne de Frédéric II. Au dire de Mirabeau, « la comptabilité était sur un pied admirable dans toute la monarchie prussienne », et d'ordre du roi, « on y mettait tout en tableaux ». Frédéric se flattait, non sans raison, de pouvoir prendre ainsi, à tout moment, une con-

naissance aussi précise que possible de ses ressources, et il y conformait ses résolutions.

L'usage de ces comptes-rendus statistiques ne facilitait pas seulement son contrôle; il entretenait dans tous les rangs l'attention et la probité. Hormis peut-être dans les affaires du fisc, savamment compliquées par nos Français, l'administration prussienne ne souffrait ni de la fraude, ni des prévarications. Les fonctionnaires étaient honorés. Tout ce qui tenait un porte-plume au nom du roi, du secrétaire d'Etat au simple copiste, portait quelque titre de conseiller; le plus grand nombre étaient conseillers de guerre, quoique dans les branches de l'administration les plus paisibles, parce que toutes avaient un rapport plus ou moins lointain à l'entretien et à l'emploi de l'armée. Les appointements étaient payés à tous « à la minute et toujours d'avance », en sorte, remarquait Mirabeau, que cette régularité et cette sûreté « en mettaient dans tous les ménages, dans tous les échanges, dans toute la masse de la circulation ».

Chaque province vivait de ses deniers, comme la monarchie vivait de ses revenus. Cela n'était pas peu admirable, joint à « l'exemple continuel de l'économie la plus rigide » que donnait Frédéric II et qui était « imité par les grands propriétaires dans la capitale et dans les provinces »¹.

Une vertu de ces fonctionnaires étaient le secret qui leur était souvent, et en toute matière, ordonné.

(1) *Mon. pruss.*, liv. IV, p. 230, VI, p. 232, VIII, p. 230 et *passim*.

On dissimulait beaucoup de choses dans la Monarchie prussienne, Lauzun y avait vu un système et Mirabeau en fit plus d'une fois l'expérience à son dam, bien qu'il prodiguât les ressources variées de la séduction. Notre ambassadeur était le seul à ne pas s'en aviser et à décourager même ceux de nos compatriotes qui se mettaient comme ils pouvaient à portée de découvrir ce qu'on dérobaît aux yeux avec tant de soin. Par exemple, Frédéric II qui avait fait travailler pendant quarante ans à l'établissement d'une tactique et à son perfectionnement, était parvenu, — suivant Mirabeau qui avait été bon officier et restait cavalier remarquable, — à faire de la manœuvre de sa cavalerie « un art caché » dont le curieux ne voyait guère que l'effet : « On saura le comment, précisait-il, quand quelque observateur de métier aura suivi les écoles de la cavalerie prussienne dans toute leur étendue et nous doutons qu'il y fût admis » ¹. Nos meilleurs officiers tentaient pourtant de l'être, y réussissaient quelquefois, et M. d'Esterno de se scandaliser : « N'est-il pas bien déplacé, mandait-il à M. de Vergennes, qu'un brigadier des armées de S. M. et un colonel, qui pis est, d'une troupe à cheval, soit venu se mettre au manège ici avec les pages du roi de Prusse et les élèves de l'école militaire ? Il en a résulté l'opinion répandue dans toute l'armée prussienne qu'il n'y a pas en France une seule école d'équitation et que les offi-

(1) *Op. cité*, livre VII, p. 187.

ciers de cavalerie qui veulent apprendre quelque chose feraient bien de venir ici... » ¹.

Mirabeau n'était pas si vain, et il n'était petit commis dans la société duquel il ne se fût engagé, s'il y avait vu jour pour ses investigations. Il acquérait, il soutirait de toutes mains les documents et les informations qui « levaient un coin du voile des choses que Frédéric II couvrait d'un voile impénétrable ». Il avait ainsi découvert des ordres royaux des 26 mars et 1^{er} avril 1766 qui obligeaient tous les fabricants à n'acheter le coton que de la Compagnie du Levant, mais il avait feuilleté la collection complète des édits sans y trouver un mot de relatif à la fondation et aux statuts de cette compagnie privilégiée : « On dirait, écrivait-il à Mauvillon, que l'on s'est caché de son existence comme d'un crime... Les fabricants ont-ils intérêt à cacher la quantité de matières brutes qu'ils reçoivent, et le gouvernement ou les administrations un autre à leur fournir les moyens du secret ? Ce sont là des questions qu'il nous est impossible de résoudre ». Une autre singularité de cette affaire était la concentration à Berlin, sous le contrôle immédiat du ministre, de la fabrication des cotonnades.

Après la statistique, outil indispensable au commerce et aux progrès de la science économique, la méthodologie était l'invention la plus typique de ce génie allemand, à la fois compilateur et pratique.

(1) Aff. étrang., Corr. Prusse, lettre du 24 janvier 1786.

C'était l'enseignement de l'économie politique et des sciences administratives qui en bénéficiait. Frédéric II en avait fait un de ses commandements qu'il rappelait par édit si l'on paraissait y manquer. Sans doute, il entendait par méthodologie bien moins l'art de poursuivre à fond la recherche de la vérité, qu'une discipline et une tactique; il ne s'agissait que d'assurer à la clientèle des écoles et des universités le développement suivi et intégral de toutes les matières inscrites aux programmes, les maîtres ayant une tendance à se spécialiser et à consacrer à leur partie favorite le temps dévolu à l'ensemble des connaissances. Cette intervention du Monarque témoignait au moins de son intérêt pour la bonne et générale instruction de son peuple; et, disait Mirabeau, « le monde n'appartient-il pas en dernier ressort aux hommes instruits ? ».

Partout il y avait de ces écoles où l'administration veillait à ce que les paysans envoyassent leurs enfants deux fois par semaine en été et tous les jours dans les autres saisons. Les instituteurs ignares ou indignes en étaient rigoureusement exclus. Chaque ville, chaque bourg un peu peuplé (de 2 à 3.000 habitants), avait son collège où l'on enseignait les humanités. Quatre universités surmontaient cette base. Il y avait à l'université de Halle une chaire d'économie politique; la France où cette science était née n'en avait pas. Il y avait des instituts pour la formation de la jeunesse destinée au commerce; celui de Hambourg avait à sa tête le savant écono-

miste Busch. Enfin l'Académie de Berlin, dont Voltaire a fait rire, car il est plus facile que de faire réfléchir ce vulgaire qui, disait Mirabeau, « craint la fatigue de penser plus peut-être que toute autre fatigue », — l'Académie de Berlin qui était ouverte aux grandeurs intellectuelles de tous les pays et se vouait à toutes les sciences, où l'universalité et la précellence de la langue française, proposées comme sujet de concours, trouvèrent en 1784 deux apologistes d'égale valeur, le Français Rivarol et l'Allemand Schwab, cette Académie n'était pas un indigne couronnement de l'édifice d'enseignement prussien.

Et pourtant Goethe ne s'écriait pas sans motif : « Allemagne, où te trouver ? Là où commence l'Allemagne pensante finit l'Allemagne politique ! » Malgré ses avantages d'administration, malgré statistique et méthodologie, malgré cette instruction primaire et supérieure si largement distribuée, le Prussien fût resté apathique et platement copiste sans le levain du mélange des races, sans l'émulation qui résultait forcément du fait que toutes ces races faisaient corps avec la nation, avaient place dans ses cadres, participaient à la gestion de ses affaires, tandis qu'à Londres ou à Amsterdam, il fallait être anglais ou hollandais pour devenir agent de l'Etat.

CHAPITRE III.

Les sociétés secrètes et les sectes.

Il y avait un nombre prodigieux de gens de lettres en Prusse et dans toute l'Allemagne protestante, foisonnement qu'on pensait être une conséquence du mariage des ecclésiastiques. Presque tous se traînaient dans une médiocrité d'inspiration et de goût, dans une indifférence au mieux, dans une nullité d'invention qu'on ne s'expliquait pas si bien. Lui qui professait pourtant que « le germe d'un véritable littérateur est jeté longtemps avant que l'idée d'une pension entre dans la tête d'un homme ou l'incite à la gagner », Mirabeau était si frappé de ce défaut d'originalité qu'à l'opposé de sa conviction, il finissait par admettre qu'en ce domaine, du moins, et dans ce pays, un regard plus favorable, une main plus libérale du monarque auraient pu donner l'essor aux talents, et il demandait à Frédéric II : « Pourquoi le César des germains n'en a-t-il pas été l'Auguste ? Pourquoi Frédéric le grand n'a-t-il pas daigné s'associer à la gloire de la révolution littéraire, opérée de son temps, la hâter, la féconder, au feu de son génie, de sa puissance ? ».

Mais il n'était pas le premier¹ à qui le vieux Fritz avait finement réparti : « Et quel plus grand bien pouvais-je faire aux gens de lettres, qu'en ne m'occupant pas d'eux ? ».

Les lettrés ne savaient que faire de cette indépendance si parfaitement concédée. La liberté leur paraissait peut-être plus féconde que le mécénat dans l'idéal. Dans la pratique, ils ne recherchaient que le meilleur des régimes alimentaires. Sur ce point, toutes les observations concordent avec celles de Mirabeau. « Les Allemands sont tellement à genoux devant un cordon, ils sont si bêtes..., disait Stendhal. J'ai passé plusieurs années chez eux, et j'ai oublié leur langue par mépris »². Et un allemand contemporain, le Dr Johannès Scherr, dit plus durement encore : « L'allemand aime volontiers la liberté dans le royaume nuageux de ses rêves, mais dans la vie réelle, il est trop souvent un esclave servile, un valet par méthode »³. Ce terre à terre faisait sans doute que la patrie des Kepler et des Leibnitz restait stérile de grands individualistes tandis qu'elle abondait en excellents économistes et administrateurs.

Cependant la liberté les servait malgré eux. Grâce à elle, journaux et périodiques étaient nombreux et

(1) Le professeur Gellert qui se présentait, en 1760, comme le La Fontaine allemand à Frédéric II, lui disait : « Que nous manque-t-il ? des Auguste, des Louis XIV. » A quoi le royal pince-sans-rire répartait : « Mais il y a eu déjà deux Auguste, rien qu'en Saxe ! »

(2) Lettre à Balzac d'octobre 1840 (extrait d'un des brouillons).

(3) *La société et les mœurs allemandes* (traduction Victor Tissot, Dentu, 1877), p. XVI.

prospères; plusieurs avaient beaucoup d'importance; et tous avaient du crédit. Encore un mot de Mirabeau là-dessus : « On ne sait pas ce que sont les gazettes pour les Allemands ». Il y trouvait d'ailleurs de « vrais trésors » d'information et de critique, qui lui faisaient envie pour la France et dont il faisait faire des analyses très vivantes, retouchées de sa main avant d'être transmises à Versailles. Il estimait fort les comptes-rendus d'ouvrages nouveaux inaugurés par Lessing, le *Journal d'Altona*, qui le tentait de fonder un organe semblable pour servir de « pont de communication entre la philosophie allemande et la philosophie française », la *Revue mensuelle* de Nicolaï et, par dessus tout, l'ample *Bibliothèque universelle* dirigée par le même avec la collaboration des plus hardis et des plus sérieux économistes, voyageurs, politiques, etc... Il ne reprochait à ces écrivains, comme aux plus beaux génies de l'Allemagne, que d'être trop savants, de mêler trop d'érudition et de philosophie à leurs compositions, même dans les genres les plus légers : « Un des grands mérites des écrivains allemands, c'est l'exactitude : ils la portent jusqu'à la superstition dans les plus petits détails; mais aussi, ils en deviennent lourds et volumineux. Une grande partie de leurs richesses est répandue dans leurs traductions; ils prennent un bon livre, le traduisent, y font des notes, et le plus souvent y insèrent d'excellentes observations; mais comment citer ces livres ? Tel est l'effet journalier de leur paresse stu-

dieuse, de leur flegme laborieux, et du besoin qu'ils ont de travailler pour des libraires, de faire tant de feuilles en tant de temps pour se procurer telles jouissances » ¹.

Dans ses *Questions contemporaines*, Fustel de Coulanges a prononcé : « Jamais race ne posséda une plus merveilleuse aptitude pour les recherches d'érudition. La science critique et historique de l'esprit humain, la philologie, instrument nécessaire de cette science, voilà sa création ». Ainsi, tandis que F. de Coulanges croyait à une prédestination de la race allemande pour les hautes spéculations de l'esprit, Mirabeau rapportait l'honneur de cette végétation du savoir allemand à la liberté de penser et d'écrire, au règne d'un monarque qui osait écrire, quoique souverain absolu : « Un homme intolérant mérite de recevoir des coups de bâton. »

Mirabeau a reconnu que Frédéric II ne voulut jamais supprimer la censure. Voilà une liberté avortée, sinon menacée. Elle eut en effet les ailes rognées, à peine fut-il enterré ! Kant lui-même fut soumis par Frédéric-Guillaume II aux ciseaux d'un Wölner, fripon et charlatan, qui mutila un manuscrit du philosophe destiné à la *Revue mensuelle* de Nicolai. Auparavant, cette même revue avait pu imprimer sans coupures un article singulier, intitulé *Nouveau chemin vers l'immortalité d'un roi*, où l'auteur proposait aux souverains de transformer leur royauté en une république sous la présidence

(1) *Mon. pruss.*, liv. VIII, p. 160 à 185.

du chef de la dynastie régnante; combinaison alors audacieuse, quoique bâtarde, qui semble avoir toujours hanté le cerveau des libéraux d'Allemagne trop « philosophes » pour rester monarchistes et point assez révolutionnaires pour devenir de francs républicains. « Une république démocratique présidée par un empereur romantique » ¹, tel était, clarifié, et « le tout saupoudré de jacobinisme », l'idéal de la jeunesse qui, après le congrès de Vienne, voulait une Allemagne grande et unie; et tel ne reste-t-il pas celui de la social-démocratie actuelle ?

Elle n'était pas cependant qu'une affranchie, cette liberté prussienne; on la voyait bel et bien désentravée chez tous les marchands, dans la société; et jusqu'à la Cour où Mirabeau eut l'audace de la pousser. Cet essai indiscret et que le major Mauvillon désapprouva toujours lui réussit néanmoins. Le jour de l'avènement au trône de Frédéric-Guillaume II, il osa lui remettre une lettre, — dont ce prince le remercia par écrit et de vive voix, et qu'il publia tout aussi impunément à Berlin, l'année suivante — où il lui traçait, avec de profus et impérieux conseil pour bien gouverner, un vaste programme de réformes, toutes inspirées de l'idéologie la plus révolutionnaire. Mirabeau y accusait « la fureur des règlements » dont le dernier règne avait pâti; il dénonçait les vices du système économique du feu roi et « l'argent qu'il extorquait » par ce système; enfin, il ouvrait « le droit de guerre pri-

(1) Dr J. SCHERR, *op. cité*, p. 413-414.

vée contre la société » à tout homme dont le travail n'assurait pas la subsistance...

Au fond, et Mirabeau l'a exposé avec clarté, cette tolérance étonnante n'était pas le fait du prince, Frédéric II ou son successeur, mais un principe de gouvernement. Elle n'avait plus rien de commun avec cette primitive liberté germanique, à la fois personnelle et municipale, que la féodalité avait anéantie partout où elle s'implanta. Elle avait ses origines dans les libertés qu'avait prises Luther avec l'absolutisme du pape; elle n'était toujours dans son essence que du protestantisme, dont le roi de Prusse en la concédant tirait un double parti : d'une part, il maintenait la balance à peu près égale entre les religions et les sectes qui se partageaient ses sujets; aucune ne parvenait à se rendre prépondérante et à constituer dans l'Etat une puissance avec laquelle le monarque dût composer; et d'autre part, le goût, les habitudes, l'activité combattive d'une telle liberté s'en allaient miner et contrebattre, à travers le catholicisme et à ses dépens, la politique d'empiètement, d'expansion illimitée, de la Maison d'Autriche, qui affectait de confondre sa cause avec celle de la papauté.

Après la paix de Westphalie, comme après celle de Tilsitt, l'Allemagne vaincue et politiquement dissoute s'est régénérée dans ses sociétés secrètes. L'Allemagne est la terre d'élection des sectes. Elle en était couverte quand Mirabeau la vit; et soit leurs

buts politiques, économiques ou religieux, soit leur charlatanisme de sorcellerie ou de magie, en faisaient autant de sociétés secrètes. Même les plus innocentes, comme celle de ce garde-chasse Jean Rosenfeld qui s'était fait passer pour le Messie, se couvraient d'un mystère plus favorable que le grand jour à leur influence et à leur vogue. Berlin en était « extrêmement agité ». — « Quelle issue aura cette tempête au fond de la mer dont il ne paraît rien à la surface ? demandait Mirabeau. Elle continue, peut-être même elle augmente; son explosion sera terrible »¹. Et ailleurs, rapportant des scènes de conjuration dont il avait été le confident, sinon le témoin, il en faisait précéder la relation de cet avertissement : « Ceux de nos lecteurs à qui ce vaste empire est étranger ne sauraient peser avec une trop grande attention notre récit, avant de prononcer sur son importance »².

C'est un sujet d'une grande confusion pour nous, et pour l'éclaircir, le mieux est de n'en regarder que le principal. Les sociétés secrètes les plus puissantes étaient celles de la franc-maçonnerie. Or sous ce nom, il fallait voir deux courants opposés, inconciliables. Il y avait des francs-maçons dévôts, spiritites, visionnaires, réputés les agents du despotisme et du papisme, quoique nullement catholiques; leurs adversaires les tenaient même pour une filiale de l'ordre des Jésuites ! Un de leurs adeptes ou pontifes

(1) *Mon. pruss.*, liv. VIII, p. 88 et ss.

(2) *Hist. secr. de la Cour de Berlin*, passim.

était Lavater, dont on incriminait déjà les liaisons avec Gassner, Mesmer et Cagliostro. Mirabeau qui était sur le point de quitter Berlin en avril 1786 et d'assister à Paris au dénouement judiciaire de l'affaire du Collier de la Reine, tout bouillant déjà d'indignation contre les charlatans et les complices impliqués dans ce procès, tout ému déjà de compassion pour leurs victimes, fut aisément engagé par Nicolaï et l'économiste Dohm à prendre à son compte leurs accusations contre Lavater, au travers duquel ils voulaient atteindre d'augustes personnages. L'héritier et successeur de Frédéric II croyait, en effet, aux évocations et à leurs auteurs; et dès qu'il fut sur le trône, il devint l'instrument de deux de ces thaumaturges qui allaient faire dire au prudent comte d'Esterno lui-même : « Les sieurs Völner (Wölner) et de Bischof-Swerder jouissent de l'autorité, règnent et régneront »; et une autre fois : « Tous les ministres ne sont rien et le sieur Vellner est Roy » ¹. Or, ce Wölner, ancien pasteur, avait la haute main, de par ses fonctions de censeur, sur le commerce de Nicolaï.

Mirabeau était probablement trompé sur le caractère réel de Lavater que, dans sa brochure ², il mettait sur le même pied que Cagliostro. Goethe, qui l'avait personnellement connu et dont il était accompagné dans son voyage de 1775 à Berlin, disait de Lavater avec plus de justice, à Eckermann :

(1) M. d'Esterno à M. de Vergennes, lettres des 2 et 9 déc. 1786 et passim, *Aff. étrang., Corr. Prusse*, 205.

(2) *Lettre... à M*** sur MM. Cagliostro et Lavater*, Berlin, 1786.

« Homme tout à fait excellent, mais qui obéissait à de fortes illusions, et la vérité stricte n'était pas dans ses goûts; il trompait et lui-même et les autres ». Et voilà celui que Frédéric-Guillaume II voulait à la lettre, comme la nouvelle figure du Christ ! Cette foi mal placée pouvait être de conséquence pour la Prusse; dans cette vue, Mirabeau était bien inspiré de la dénoncer; mais le prince demeura aveugle; devenu roi, il ne s'adonna que plus librement aux visions. Un jour, il s'évanouissait de terreur à l'apparition du Grand-Electeur, de Leibnitz et de Marc-Aurèle. M. d'Esterno rendait compte à M. de Vergennes, un autre jour, d'une assemblée « où le Roy de Prusse et le duc Frédéric de Brunswick ont assisté; on a évoqué l'ombre de Jules César. Elle a si bien obéi à l'invocation qu'elle est apparue; l'on en a tiré sur le champ le portrait à la silhouette, qui est une grosse tête de grandeur naturelle portant les traits forts connus de Jules César » ¹.

Comment et pourquoi se jouait-on ainsi de Frédéric-Guillaume II ? Notre ambassadeur disait l'ignorer et s'en tenait là; il y voyait une « facétie » et n'y réfléchissait pas plus profondément, tout en signalant le péril et l'étranger d'un monarque livrant son pouvoir à des fripons. Il marquait encore son ignorance en appelant ceux-ci des « illuminés » alors qu'à ce moment-là, cette appellation ne convenait plus qu'aux Nicolaï, Dohm, Mauvillon et *tutti quanti*. Ces derniers, les « bons esprits » de l'Alle-

(1) Lettre du 18 novembre 1786, *loc. cit.*

magne libérale se rassemblaient en effet dans une société secrète qu'avait fondée en 1776 un professeur de l'université d'Ingolstadt, Weishaupt, rendu fameux par cette création. C'était l'ordre de l'*Illuminisme*, ou des francs-maçons « éclairés », par opposition aux « visionnaires » rétrogrades; ordre basé comme la secte antagoniste sur une obéissance absolue et où l'introduction s'accompagnait de simagrées identiques. A la vérité, il y avait eu, au début du XVIII^e siècle, des « illuminés » mystiques et piétistes, zélateurs d'une secte fondée par Zizendorff « pour le service du Rédempteur »; et leur souvenir expliquait, sans l'excuser, l'erreur anachronique de M. d'Esterno.

Les « illuminés » de Weishaupt et de Nicolai avaient les doctrines politiques et économiques de nos jacobins et certains ont soutenu que ceux-ci procédaient de ceux-là, avaient été « éclairés » par eux. Leur activité dans notre Révolution a été alléguée aussi par nombre de contemporains. Dumouriez parle dans ses *Mémoires* des sommes énormes qui partaient de Paris pour subventionner ces frères d'Outre-Rhin. D'autres précisent que Mirabeau aurait été l'importateur de l'illuminisme en France et qu'il aurait servi de trucheman entre le duc d'Orléans, grand-maître de la franc-maçonnerie française, et le duc de Brunswick, grand-maître de la franc-maçonnerie allemande. Cette circonstance serait à rapprocher de la singulière démarche faite en 1792, par le fils du général de Custine, à l'instigation des anciens

amis de Mirabeau, l'abbé de Périgord et Lauzun, auprès de ce duc régnant de Brunswick, cousin, allié et général en chef du roi de Prusse, pour lui offrir la couronne de France. Mauvillon aurait joué un rôle dans cette négociation, ainsi que deux autres illuminés allemands avec qui Mirabeau avait été en relations à Berlin. La princesse de Lamballe avait été l'une des premières dames de la Cour à s'affilier à cette loge du *Contrat social* où l'on dit que les deux illuminés en question étaient venus « éclairer » la France¹. Mais on peut négliger tout cela. Mirabeau, dans sa jeunesse, avait été franc-maçon; il ne tarda pas d'en rire. Il était l'homme du forum, non celui des cavernes. Et ce qu'il raillait en France, il le détestait aussi en Allemagne. Il croyait pourtant qu'ici la chose était de toute autre importance que chez nous à cause de la nature du pays et des hommes.

Dans un Mémoire sur les possessions de l'Electeur de Bavière (*Mon. pruss.*, Appendice) il a rapporté ceci : « En 1730, Romsdorft n'était qu'une simple maison de paysan. Quelques marchands d'Elbërfeld s'étant préoccupés d'imaginations baroques en fait de religion, qui leur firent donner le nom de raffinés (*Feinen*), quittèrent cette ville pour chercher la nouvelle Sion. La montagne de Romsdorf, non loin de leur ville, leur parut l'endroit convenable pour cet objet. Ils choisirent l'un d'entre

(1) *Lettres de Mirabeau à Julie*, Dictionnaire, p. 385-88, Plon, 1903.

eux pour être leur prophète. Leur secte s'accrut et se divisa bientôt en deux classes », etc... Voilà un thème d'une ressemblance grossière mais frappante avec celui de la *Colline* inspirée de Barrès.

Nous n'en voulons retenir ici que cette conclusion : aussi étrange qu'il puisse nous paraître aujourd'hui, pour des économistes comme Ch. Dohm ou Mauvillon il n'y avait point alors d'autre moyen de répandre, de vulgariser leurs théories, de les voir bientôt adopter et mettre en pratique, que de pénétrer eux-mêmes dans une société secrète, de la diriger en lui donnant programme et méthodes, de mettre ainsi à profit ce caractère singulier du tempérament prussien : le goût du mystère. Physiocratie et caméralisme pouvaient être enseignés dans les universités, inspirer la politique des monarques; pour qu'ils rencontrassent l'audience du plus grand nombre, il leur fallait être entés dans le même terrain et sur les mêmes racines où fleurissait l'esprit de secte !

CHAPITRE IV.

Frédéric II et les caméralités.

Bien qu'il se fût souvent moqué dans sa *Correspondance* des « caméralités », des choses relatives à l'administration des finances publiques, des domaines et des droits de l'Etat, Frédéric II n'en avait pas moins fait de sérieuses études économiques; et ses travaux doctrinaux comme ses réalisations pratiques en ce domaine témoignent de l'étendue et de la profondeur de ses connaissances.

Déjà, son père avait introduit dans le programme des études du jeune Fritz l'enseignement méthodique de l'économie politique. Plus tard, après qu'il eut été condamné à la rélévation, Frédéric dut se livrer à l'étude de l'administration domaniale et même inspecter les exploitations royales du cercle de Küstrin. Il le fit, sans joie certes, du moins avec conscience, et dans les lettres qu'il écrivit alors à son père il n'est question que d'élève des moutons, d'arpentage de terres, d'exploitations forestières et d'assainissement des marais. Il dressait des devis et des contrats relatifs à des verreries ou à des fermes; il supputait les possibilités de réduire les prix de

revient ou d'augmenter les redevances; il examinait l'assiette des taxes et impôts. Roi enfin, il multiplia les voyages à travers son royaume pour surveiller l'application de ses ordonnances, vérifier sur le vif la concordance de ses idées économiques et des faits. Ce fut ainsi, par cette incessante confrontation avec l'expérience, que Frédéric qui d'abord, comme la plupart des princes allemands de son temps, Joseph II et le margrave de Bade par exemple, s'était prétendu physiocrate ne tarda pas à devenir protectionniste et le premier théoricien de l'Etatisme économique en Allemagne.

« Le prince, estimait Frédéric, n'est que le premier serviteur de l'Etat, obligé d'agir avec probité, avec sagesse et avec un entier désintéressement, comme si, à chaque moment, il devait rendre compte de son administration à ses citoyens » ¹. Il développait dans ses lettres, dans ses rescrits, dans ses conversations familières, dans tous ses actes enfin, cette pensée qu'allait reprendre et exprimer sous une forme scientifique le philosophe Hegel : « L'Etat est la réalité absolue; et l'individu n'a lui-même d'objectivité, de vérité et de moralité qu'en tant qu'il est un membre de l'Etat ».

A renforcer le pouvoir de l'Etat, à étendre ses prérogatives dans le domaine économique, c'est à cela que Frédéric consacra le meilleur de ses forces. Il multiplia les monopoles et voulut que l'Etat surveillât, contrôlât aussi bien la production manufac-

(1) *Œuvres complètes*, IX, p. 208.

turière et agricole de la Prusse que la répartition et la consommation des produits. Il voulait rendre la Prusse économiquement indépendante. Par conséquent, il lui fallait accroître la rentabilité des entreprises rurales et l'aire d'ensemencement, développer le rendement des cultures déjà existantes et introduire des procédés supérieurs d'exploitation ou même des plantations rémunératrices, comme celle du murier; il lui fallait encore industrialiser un pays qui comptait peu de fabriques et ne possédait pas la main-d'œuvre spécialisée indispensable. Il estimait que seul l'Etat, sous la protection des barrières douanières, était capable de fournir l'impulsion nécessaire à l'agriculture et à l'industrie, de diriger l'Economie nationale. Par des privilèges exclusifs, des prohibitions d'exporter matières premières et ouvrages manufacturés, des impôts sur l'importation des produits ouvrés étrangers et sur la sortie des matières crues, par des dons, des avantages aux manufactures travaillant selon les plans et les directives du gouvernement, par des prescriptions rigoureuses aux propriétaires fonciers et aux paysans, par des avances en instruments, en graines, en argent, il voulait protéger et créer des fabriques jugées utiles à la collectivité, favoriser l'agriculture. Ce fut Frédéric II qui le premier eut cette idée de l'Etat paysan et de l'Etat industriel et commerçant que, de nos jours, les dirigeants de l'Allemagne et de l'U. R. S. S. ont à peu près « réalisée ».

De telles conceptions économiques ne pouvaient

que heurter Mirabeau. Il était trop pénétré lui-même des principes physiocratiques de son père pour n'être point choqué par les multiples restrictions à la liberté de la production et des échanges dont il était témoin. Selon lui, il n'y avait de vrais moyens d'encourager les manufactures, d'aider les agriculteurs que dans la plus entière liberté : « Les arrangements contraires ne peuvent, sous leur aspect le plus favorable, qu'ôter d'une main ce que l'on croit donner de l'autre; c'est précisément vouloir et ne vouloir pas une même chose ».

L'art et la science d'administrer les richesses de l'Etat, la technique des conseils, chambres des domaines et Directoire général, déjà poussés à un haut degré sous l'intelligente impulsion de Frédéric-Guillaume, atteignirent leur apogée sous le règne de Frédéric. On en fixa alors les principes fondamentaux, les méthodes et les modalités d'application; on les engloba sous une dénomination commune, le Caméralisme (*Kameralwissenschaft*). Certes, vers 1700 déjà ce terme avait cours et servait à désigner les connaissances concernant l'organisation et les attributions des chambres domaniales; mais ce n'est que cinquante ans plus tard qu'on le consacra définitivement.

Sous l'empereur Maximilien, à Vienne et à Innsbrück, et au cours du 16^e siècle un peu partout dans les Etats de l'Empire allemand, par conséquent en Brandebourg et Poméranie, avaient été fondées

des chambres auliques (*Hofkammern*). Vite, le besoin de donner aux fonctionnaires qui y étaient attachés l'éducation scientifique nécessaire se fit sentir; et ainsi on pourrait appeler des caméralistes les maîtres qui s'adonnèrent à l'enseignement de l'Economie et du Droit administratif, les Bornitz, les Seckendorf, les Schröder, bien qu'eux-mêmes n'eussent jamais employé le mot caméralisme. Lentement, la Caméralistique engloba — en outre de l'Economie politique appliquée — la Technologie, l'Agronomie, le Droit financier, l'étude du commerce et des industries d'extraction, car pour savoir bien gérer les domaines de l'Etat de telles études préalables étaient indispensables. Frédéric-Guillaume I^{er} créa des chaires de caméralisme et d'économie politique à Halle et à Francfort-sur-l'Oder. Les premiers titulaires en furent Gasser et Dithmar qui publièrent une remarquable *Introduction aux sciences d'économie, de police et de caméralisme*. Plusieurs universités s'inspirèrent de cet exemple et instituèrent semblables chaires; et même à Kaiserlautern on fonda une Faculté spéciale pour le caméralisme.

Le règne de Frédéric II fut marqué par toute une pléiade de talentueux économistes, les uns physiocrates comme Mauvillon, les autres étatistes comme Dohm et Justi, qui reprirent, amplifièrent, coordonnèrent les travaux de leurs devanciers.

Le plus volumineux des ouvrages économiques de cette époque, *Fondements du caméralisme*, de Zincke (Leipzig, 1755) définit le Caméralisme « la science

théorique et pratique des affaires temporelles; le moyen d'établir, grâce aux connaissances acquises, une bonne police et de rendre toujours plus florissante l'économie d'un pays, et ainsi non seulement d'entretenir et d'accroître sagement et justement les biens du Prince et de l'Etat, mais encore de les administrer et de les gérer avec intelligence par de convenables dépenses et recettes ». Pour Darjes (*Premiers fondements des sciences camérales*, Iéna, 1756) le domaine du Caméralisme se divise en Economie politique, Droit administratif et Science financière.

Dans ses *Plans systématiques de toutes les sciences économiques et camérales*, 1755, Justi, le plus éminent des écrivains financiers prussiens au 18^e siècle, englobe aussi dans la Caméralistique la science de l'Etat et l'art de l'Etat. Il provoque ainsi la confusion qui s'est perpétuée en Allemagne jusqu'à nous entre la Statistique (au sens ancien), la science de l'Etat (*Staatswissenschaft*), l'Economie politique (*Politische Oekonomie*) et le Caméralisme. Ses traités *sur les taxes et contributions*, Kœnigsberg, 1762, et *sur les finances*, Halle, 1766, contribuent encore à étendre le champ des recherches camérales; et il faut attendre près de 60 ans pour qu'un autre économiste, Rau, dans son ouvrage *Sur le Caméralisme* (Heidelberg, 1825) le délimite enfin séparant la science de l'économie politique de la technique administrative et financière. Justi, dans ses *Plans systématiques* étudie successivement et les procédés les

meilleurs pour conserver et augmenter la fortune de l'Etat — à cette occasion il traite de l'art de l'Etat (*Staatskunst*), de la police, de la science du commerce et de l'économie domestique (*Haushaltungskunst*) — et l'utilisation rationnelle des biens de l'Etat, le Caméralisme. C'est donc qu'il reconnaît très bien la connexion qui existe entre la prospérité matérielle du peuple et la science financière, entre l'augmentation du bien-être des imposables et l'accroissement des revenus de l'Etat. Bien qu'il n'ait point été fermé aux influences étrangères, qu'en particulier il ait accueilli favorablement et fait en partie siennes les théories de Montesquieu, Justi est toujours resté fidèle aux enseignements traditionnels du Caméralisme prussien. Son penchant nettement reconnaissable dans ses divers écrits pour l'absolutisme éclairé, pour l'étatisme et la centralisation, ses idées sur l'économie sociale (*Volkswirtschaft*) le rapprochaient singulièrement de Frédéric II dont il n'a fait que traduire les conceptions et commenter les actes dans le domaine financier. Et c'est à ce titre que Justi nous intéresse ici au premier chef.

Comme certains de ses devanciers, Justi condamne la distinction faite encore de son temps entre le Trésor de la Couronne (*Fiskus*) et le Trésor public (*Aerar*) et suivant laquelle les revenus dits fiscaux, en l'espèce ceux des domaines et des régales, devaient servir au seul entretien du Roi tandis que les ressources de l'*aerar*, en particulier les contributions, étaient consacrées à la défense nationale et à

la protection de l'industrie. Selon lui, tous les revenus publics sans exception devaient être contrôlés, perçus, gérés par l'Etat et consacrés à ses dépenses, lesquelles englobaient sans doute l'entretien du souverain. Et par revenus publics, il entend : 1° les domaines, 2° les droits régaliens, 3° les impôts, 4° les ressources exceptionnelles parmi lesquelles peuvent être comptés les subsides fournis par les gouvernements étrangers. De l'assiette et de la perception des impôts, Justi établit quelques règles générales qui rappellent assez celles d'Adam Smith. Les impôts, estime-t-il, ne doivent pas être élevés au point de tuer en quelque sorte la matière imposable; leur perception doit être effectuée correctement sans qu'il soit jamais porté atteinte aux libertés personnelles. Il est donc indispensable qu'ils soient justes, réguliers, bien assis, conformes aux besoins légitimes de l'Etat, d'un règlement judicieux et facile. Pour ces divers motifs, Justi condamne également l'impôt unique et direct, préconisé par les Physiocrates, parce qu'il est trop lourd pour certaines classes et ne répond pas aux exigences croissantes d'un Etat moderne, et l'affectation des impôts parce que ce procédé opprime trop les contribuables sans avantage pour le Trésor.

Rien ne permet de croire que Mirabeau approcha Justi au cours de son séjour en Prusse; mais il fréquenta un économiste marquant qui partageait et propageait les doctrines du grand caméraliste, Christian Dohm. Ce dernier à peine plus jeune que Mira-

beau, fort séduisant, fort instruit avait une carrière déjà remplie et éclatante. Il avait été précepteur du prince Ferdinand de Prusse, professeur de statistique et de caméralistique, secrétaire privé et conseiller de guerre au ministère des affaires étrangères, et il était resté un des meilleurs et des plus actifs agents de Frédéric II. La crise des affaires de Hollande, qui tenait Mirabeau en éveil, était aussi l'objet des préoccupations de Dohm. Enfin, ce charmant et distingué économiste, avait été, comme Nicolaï, l'ami et le collaborateur de Mendelssohn et il professait avec chaleur l'égalité des droits de l'homme. Mirabeau l'admirait, l'aimait et, cela va de soi, le pompait sans relâche; il lui devait une meilleure compréhension de la politique financière de Frédéric, il lui devait aussi son plan et ses idées de réforme de la condition des Israélites, dont il n'avait apporté en Prusse que la curiosité.

Dohm était pourtant l'adversaire de la Physiocratie; il combattait surtout, comme Justi, le système physiocratique des impôts. Il avait porté à ce sujet de rudes coups à Quesnay, au marquis de Mirabeau et à leurs disciples et continuateurs prussiens dans son *Exposition succincte du système physiocratique*, Cassel, 1778, à laquelle Mauvillon avait répondu avec non moins de fougue et de talent dans une lettre d'un certain retentissement¹.

(1) *Physiokratische Briefe an Herrn Professor Dohm, oder Verteidigung und Erläuterung der wahren staatswirtschaftlichen Gesetze die unter dem Namen des physiokratischen System bekannt sind.* BRUNSWIG, 1780.

Homme de doctrine et praticien à la fois, un autre allemand de marque, Struensee von Carlsbach, frère du célèbre et malheureux homme d'Etat danois, contribua beaucoup à la documentation de Mirabeau. Il avait dirigé à Elbingen une succursale de la Banque Royale; il était depuis 1782 conseiller supérieur des finances; bientôt même il allait prendre en mains le département des finances et celui des douanes et du commerce. Peu d'hommes connaissaient aussi bien que lui la situation financière de la Prusse, les avantages et les inconvénients de son appareil monétaire et bancaire. Les *Mémoires sur des objets essentiels de l'économie politique*, en 3 volumes, qu'il publia à Berlin en 1800 nous sont un témoignage de la sûreté de son jugement, de la perspicacité de son esprit et de l'étendue de ses connaissances auxquelles Mirabeau s'est plu lui-même à rendre hommage à diverses reprises. Ce fut Struensee sans nul doute qui expliqua à Mirabeau le mécanisme des finances prussiennes dont Dohm lui avait dévoilé le « secret ».

Les revenus de la Prusse au XVIII^e siècle, comme du reste ceux des autres Etats de l'Allemagne, étaient assurés soit par les domaines, soit par les impôts directs et indirects.

Primitivement, le produit des forêts, des mines et salines, les fermages, les recettes de l'administration des douanes et de celle des postes étaient comptabilisés et gérés par les Chambres des domaines;

par contre les impôts directs levés sur le plat-pays et les impôts indirects, ou accises, perçus dans les villes étaient du ressort des Commissariats de guerre. A la mort du premier Frédéric, son fils et successeur, Frédéric-Guillaume, avait dû prendre des mesures fiscales très lourdes pour remédier au déficit qu'avaient occasionné les prodigalités du précédent règne. Il avait élevé de nouveau l'impôt général foncier, composé un minutieux règlement des accises, des douanes et des revenus domaniaux, réduit les frais de perception, soumis à enquête les privilèges, de telle manière qu'il put léguer à son fils, Frédéric II, un trésor de 9 millions de thalers. C'est à lui que la Prusse doit l'établissement d'une projet annuel de dépenses et recettes permettant d'envisager d'après des éléments statistiques contrôlés l'équilibre du budget.

En 1723, Frédéric-Guillaume réunit Chambres des domaines et Commissariats de guerre dans un organisme unique, le *Directoire général supérieur des finances, guerre et domaines*. Celui-ci présidé par le roi et divisé en départements devint le premier organe de l'administration et le centre moteur de l'économie prussienne.

« Frédéric II, remarque un de ses contemporains, l'abbé Denina, n'eut garde de renverser cet établissement, dont l'objet était d'empêcher les déprédations des administrateurs particuliers, de prévenir le mauvais emploi des fonds publics et de soulager les sujets d'après les rapports et les informations

des Conseils établis dans ses provinces. Les traits de bienfaisance que le zèle d'un savant ministre [le comte de Hertzberg] a fait connaître à l'Europe ont été ordinairement éclairés par les avis du grand Directoire auquel le roi envoyait les requêtes. Il ajouta au Grand Directoire un nouveau département que l'accroissement de l'Etat semblait demander.

Le roi est président du grand Conseil; et les ministres des six départements y président en qualité de vice-présidents. Les affaires de commerce, la direction de la Banque Royale et des fabriques se rapportent à ce Conseil, et se combinent avec l'administration de la Caisse de guerre, la répartition des tailles, la régie des accises, l'exploitation des mines et le gouvernement économique de chaque province » ¹.

Le maintien d'un tel organisme et l'extension de ses prérogatives se justifiaient au surplus par l'accroissement des fonds mis en mouvement. On aura vite une idée de cette augmentation en examinant le tableau d'ensemble des finances prussiennes, du 17^e au 19^e siècle, tracé par le savant économiste contemporain Schmoller dans son *Esquisse d'une histoire financière*, tableau qui nous indique en particulier les revenus de la Prusse calculés en marks-or.

(1) Abbé Denina. *Essai sur la vie et le règne de Frédéric II*, Berlin, 1788.

Années	Millions de marks-or
1620-1624	1,3
1640-1644	2,4
1713	14,4
1740	22,-
1750-1756	36,-
1756-1763	74,4
1786	69,-

« Il faut distinguer dans les domaines, observait Mirabeau, les terres, les dîmes, etc... que le souverain possède en propre, comme seigneur et les droits régaliens, tels que la monnaie, les postes, les mines, les forêts » ¹. Les terres domaniales en Prusse étaient toutes affermées pour six ans à des baillis, choisis parmi les plus riches particuliers des districts car ils étaient obligés de faire des avances et même de donner des sûretés. Au surplus, le taux des fermages atteignait souvent un chiffre très élevé, parfois deux cent mille livres. Chaque quartier du prix de location se payait d'avance. Si la gestion des baillis était bonne, la Chambre des Domaines leur laissait les domaines à des conditions tolérables et souvent même ils passaient à leurs veuves et à leurs descendants. Une telle administration favorisait la grande culture que, d'accord sur ce point avec les Physiocrates, Frédéric II considérait comme le plus efficace moyen de faire naître sur un terrain donné la plus grande masse de productions avec des frais

(1) *Mon. pruss.*, liv. VI, p. 2.

généraux très réduits. Cependant Mirabeau estimait qu'une multitude de petits objets échappent à la grande culture dont la réunion compense parfois au triple l'épargne des avances et, se ralliant à l'opinion émise par un conseiller des domaines, M. de la Motte, il préconisait le morcellement des deux tiers des terres domaniales dans chaque bailliages.

Les eaux et forêts n'étaient point comprises dans les objets afferméés aux baillis. On louait lacs et étangs à des pêcheurs à un prix modique et des gardes-forestiers, recrutés parmi les anciens chasseurs à cheval, étaient chargés de surveiller les forêts et d'en rendre compte. Même, pour éviter des déboisements maladroits, les bois des simples particuliers se trouvaient également soumis à la surveillance des employés de l'Etat.

Une source de revenus de la Prusse était encore le droit régalien de battre monnaie. Certes, faisait remarquer Mirabeau, l'on ne saurait gagner sur la monnaie quoiqu'assurément on puisse voler sur elle. La monnaie est la mesure de toute chose. Le seul moyen de gagner sur la mesure, c'est de tromper sur son exactitude. Or, il était difficile d'imaginer plus mauvaises monnaies que celles que faisait fabriquer Frédéric II. Il donnait fréquemment l'ordre de frapper des quantités énormes de billon (les gros et les demi-gros) et sur « ce frauduleux grapillage » il réalisait des profits. La nécessité lui fournissait d'ailleurs une excuse. De 1758 à 1761, par exemple, le budget de l'Etat ne fut jamais régulièrement mis

en équilibre. Le Trésor était presque vide. Frédéric II se livra donc à une véritable inflation monétaire en abaissant la valeur des coins. L'argent prussien perdit environ les deux tiers de sa valeur. Avec la complicité du Trésorier de la Couronne de Pologne, le Roi écoula même sur le territoire polonais une grande partie de ce numéraire. Les pièces avaient une très faible valeur intrinsèque, mais une bonne empreinte; elles servirent à acheter, pour le compte de la Prusse, des chevaux et du froment. Dans les dernières années de sa vie, pour des motifs analogues, Frédéric fit fabriquer en immenses quantités des pièces d'un cours très supérieur à leur valeur, les *düttchen*. Il en inonda la Prusse-Orientale et la Poméranie. Cependant il dut les retirer, après un temps, de la circulation tant étaient vives les instances de ses sujets. Pour remplacer ce mode de revenus, il permit alors à un juif, moyennant une redevance au Trésor de 19.500 écus par trimestre de frapper des *Albertsthalers* pour les exporter en Pologne.

La régle des postes rapportait, par ailleurs, 1.300.000 écus annuellement au Trésor. Le revenu s'en payait par mois et on augmentait arbitrairement les taxes lorsqu'elles ne rendaient pas leur contingent ordinaire. Les lettres étaient du reste soumises à un tarif infiniment plus fort que dans tout autre Etat de l'Allemagne.

En 1764, on publia un règlement sur le droit de timbre à payer par tous ceux qui recevaient quel-

ques charges ou privilèges. Frédéric II ne jugea point ce droit suffisant et deux ans plus tard il l'augmenta d'un tiers. Toutes les quittances, tous les actes, tous les contrats d'achat, de vente ou de location, devaient être dressés sur papier timbré d'un prix proportionné à la grandeur de l'objet, pour pouvoir être admis comme titres et preuves devant les tribunaux.

Mirabeau croyait inutile de fixer la somme des impôts qu'un gouvernement peut exiger de ses nationaux proportionnellement à leur nombre, au rapport annuel des terres, du commerce et des manufactures. Un thermomètre plus sûr à cet égard que toutes les approximations théoriques lui semblait être l'accroissement progressif de la population. « Si elle a fait les acquisitions que lui a destinées la nature, on peut croire, écrivait-il ¹, que la masse des jouissances n'a pas souffert de diminution sensible. Il est vrai qu'il faut consulter, pour asseoir un résultat exact, un certain nombre d'années; car une surcharge d'impôts n'agit pas comme la peste sur le nombre des hommes. A supposer donc qu'après quinze ou vingt ans de l'établissement des divers impôts, la somme du peuple n'ait pas souffert de diminution sensible, ne demandons pas qu'un souverain sacrifie ou perde la moindre partie de ses revenus; mais conjurons-le d'examiner si les sources de ce revenu sont bien établies; si les impôts sont bien assis; s'il ne pourrait pas soulager son peuple en changeant seule-

(1) *Mon. pruss.*, liv. VI, p. 50-51.

ment la manière dont celui-ci paie... Nous ne connaissons qu'une bonne manière de tirer des revenus du peuple; c'est de lui demander les sommes que l'on veut qu'il paie, et de lui laisser le soin de les lever. Pourvu que les Etats, ou ce que l'on entend communément en France par les administrations provinciales, soient bien également composés, qu'aucune classe du peuple n'opprime les autres, qu'aucune n'ait le privilège absurde de les faire payer sans contribuer elle-même aux charges de l'Etat; cette méthode est incomparablement la meilleure de toutes, parce que le peuple éclairé sur ses intérêts saura payer ce qu'il doit de la manière la moins onéreuse pour lui, de celle qui l'empêche le moins d'atteindre à des profits; or, c'est en cela que consiste tout l'art de la perception des impôts ».

En Prusse, les impôts directs n'étaient point calculés ni perçus uniformément. Chaque province conservait ses droits, privilèges et usages propres. Cependant les Marches et les provinces en deça du Weser appliquaient des règles qui s'étendirent par la suite au reste de l'Etat. Mais les districts au delà du Weser maintinrent longtemps leur constitution particulière pour la répartition et la quotité des impôts directs, et de grandes franchises par rapport aux impositions indirectes.

Les impôts directs avaient plusieurs dénominations tirées des raisons pour lesquelles ils avaient été demandés aux Etats-provinciaux : on distinguait la *contribution*, l'*argent pour la cavalerie*, l'*argent pour*

les légations, l'argent pour bâtir le château, pour les lits de Potsdam, etc...

La *contribution* était originairement un impôt foncier; plus tard, elle désigna tout impôt direct général. Elle existait déjà au seizième siècle et trouvait sa source dans les réquisitions des régiments indigènes et étrangers. En 1626, année où la Marche-Electorale reçut des garnisons fixes, cet impôt fut réglementé et eut pour objet de subvenir à l'entretien des troupes. Son montant variait chaque année, suivant les besoins. Il pesait sur les terres non privilégiées et, conformément à la vieille constitution de la province et au rescrit de 1653, il était réparti entre les cercles par les Etats. Sa base était formée par les cadastres, dressés pour la plupart en 1624, et dans lesquels étaient désignés métairies, fermes et jardins d'artisans. Or, assez rapidement, la réalité ne correspondit plus aux plans cadastraux, si bien qu'au lieu d'être fondé sur un arpentage correct et sur la rentabilité des terrains, cet impôt porta bientôt, et même d'une façon assez vague, sur la quantité des grains employés aux semailles. Les terres de la noblesse, du clergé, des universités, des collèges et des hôpitaux n'étaient point assujetties à la contribution. Cependant, la noblesse participait, légèrement à vrai dire, aux impositions directes. Dans les temps plus anciens, elle avait été obligée de fournir, par domaine féodal, un certain nombre d'hommes d'armes. Par la suite, cette obligation fut commuée en somme d'argent. La répartition s'en fai-

sait d'après le nombre de soldats que chaque seigneurie devait mettre à la disposition de l'Etat. C'est pour cela qu'on nommait encore sous Frédéric II les parties aliquotes de cet impôt un *cheval de noble*. Quelques terres en payaient plus d'un; d'autres n'en payaient qu'une fraction. En général, cet impôt était très inégalement réparti.

Toutes les autres terres des gens de la campagne et des habitants des petites villes médiates payaient la contribution, augmentée souvent sous divers prétextes et différentes dénominations. Cette contribution comprenait en plus de l'impôt de ce nom, *l'argent de la cavalerie*, équivalent des fourrages que le pays était autrefois dans l'obligation de livrer en nature aux cuirassiers du Roi, *l'argent pour les lits de Potzdam* qui était une faible subvention payée par la seule Marche-Electorale mais qui n'en était pas moins répartie comme impôt additionnel à la contribution, la *capitation* payée par les meuniers, bergers, maréchaux-ferrants de la campagne et les habitants n'ayant qu'une maison sans terre. Ainsi, elle ressemblait légèrement aux anciens *Vermögens-Personal und Einkommensteuern* des débuts de l'histoire moderne.

Tandis que dans les vieilles-provinces, on levait la contribution d'après les cadastres ou le volume des semences, on essayait en Prusse-Orientale et plus tard en Prusse-Occidentale d'éliminer dans la mesure possible toute différence et toute irrégularité dans la répartition. En Silésie, de même, en 1743,

on fit redresser les cadastres, on réglementa d'une manière plus équitable la contribution et on frappa les possessions des nobles, de l'Eglise et de l'Université d'un impôt atteignant $28 \frac{2}{3} \%$ du revenu net. Les artisans et commerçants des villages et de quelques petites villes non soumises à l'impôt indirect nommé accise, s'y acquittaient aussi d'un *impôt d'industrie*, faisant partie de la contribution. Des mesures semblables furent adoptées en 1772 pour la Prusse-Occidentale.

Les paysans payaient en outre la *taille des bestiaux*. Celle-ci n'était pas considérable, mais elle était oppressive et nuisait au développement de l'élevage. A cela, il fallait ajouter un impôt additionnel sur les grains lorsqu'on les voulait employer soit à la boulangerie, soit à la brasserie. Cet impôt nommé *Kriegsmetze* était destiné à entretenir les magasins royaux.

Le mode de perception de la Contribution variait suivant les provinces. Cependant, sous l'action incessante et uniforme des agents et des contrôleurs de l'Etat, certaines règles tendaient à prévaloir et à s'imposer sur l'ensemble du territoire prussien. Ce fut en Silésie qu'on les appliqua tout d'abord et qu'on les amena ensuite à leur plus haut point de perfection. On y percevait les impôts de la manière la plus simple. Toute la province était divisée en 48 cercles qui tiraient leur nom de la ville la plus considérable qu'ils contenaient. Chacun avait un conseiller provincial, une caisse et un receveur des tailles

soumis à l'inspection de ce conseiller. La Contribution se payait tous les mois, à jour fixe. Si un contribuable avait souffert quelque dommage lui donnant droit à une remise, on examinait ce dommage (récolte incendiée, perte de bétail) et on l'évaluait. Mais au lieu de permettre au particulier d'en retenir la valeur sur ce qu'il devait, on lui soldait comptant l'indemnité aussitôt qu'il avait payé, afin que sous aucun prétexte, il ne perdît l'habitude d'acquitter mensuellement l'impôt. Les conseillers provinciaux, tirés de la noblesse même du cercle où il devait avoir des terres, étaient responsables de l'exacte rentrée des contributions. Aussi étaient-ils très sévères à l'encontre des mauvais payeurs qu'ils n'hésitaient pas à faire saisir et dont même, en cas de récidive, ils faisaient passer les biens sous l'administration de l'Etat.

« Les impôts indirects, remarquait Mirabeau¹, sont connus dans les provinces prussiennes depuis un temps immémorial. Ils sont intimement liés avec la constitution de l'Etat. Il faudrait une adresse et une fermeté particulières pour arracher le polype et cicatriser la plaie, sans faire trop souffrir, sans trop agiter le malade. »

L'un des plus anciens et des plus impopulaires impôts indirects perçus en Prusse, un de ceux qui choquaient le plus Mirabeau, qui le flétrissait comme « un reste absurde et honteux de l'ancienne barba-

(1) *Mon. pruss.*, liv. VI, p. 66.

rie », était le *droit de péage*. Des péages étaient établis sur tous les canaux, rivières et grandes routes de Prusse avec menace de punir sévèrement ceux qui auraient tenté de prendre des voies de traverse. La plupart des taxes remontaient au delà du règne de Frédéric II; leur tarif en demeurait du reste modéré, mais les péages n'en étaient pas moins une grande gêne pour le commerce en faisant perdre aux voituriers un temps précieux, sans aucune utilité.

L'accise, *ziese* ou *cize*, était à l'origine un impôt sur la bière et sur les grains, payable en nature. Par la suite, on entendit sous ce terme les impôts mis sur les consommations. On commença par introduire l'accise dans la Marche en 1641, avec le consentement du grand Electeur qui voyait en elle le moyen de relever tous les impôts. Malgré l'opposition de la noblesse, atteinte aussi par l'accise, celle-ci fut acceptée d'assez bon gré par la population des villes, si bien qu'en 1667 elle fut étendue à toutes les vieilles provinces. A cette époque on la considérait comme une mine d'or nouvellement découverte parce qu'elle était plus susceptible que l'ancien système très incomplet des impôts directs de satisfaire aux besoins de l'Etat qui augmentaient constamment, sans peser trop visiblement sur le peuple. Elle passait pour la « Contribution douce » par rapport à la véritable Contribution jugée trop brutale.

Dans la région de Magdebourg l'accise fut introduite, sur la demande des bourgeois des villes, en

1680, et réglementée quatre ans plus tard; en Poméranie, en 1700; dans les autres provinces prussiennes, sous Frédéric-Guillaume; en Silésie, sous Frédéric II; en Westphalie en 1774 et enfin en 1804, dans les régions annexées alors. Le règlement général de l'accise ne fut publié que le 29 décembre 1736 et le tarif général annulant et remplaçant tous les tarifs provinciaux antérieurs, qu'en 1787. C'était surtout vers les besoins de première nécessité qu'étaient dirigées les accises. Les accises sur les céréales, variables suivant que celles-ci étaient destinées à faire du pain, de la bière ou de l'eau-de-vie se percevaient soit à l'entrée des villes, soit à celle des moulins. Les accises sur les boissons étaient calculées d'après le degré d'alcool pour le vin et l'eau-de-vie, d'après la quantité de malt pour la bière; celles sur les viandes frappaient tous les animaux entrant dans les villes ou menés au marché. A vrai dire, rien n'échappait au Fisc : produits pharmaceutiques, épices coloniales, sucre, café, thé, chocolat, sel, vinaigre, fruits, délicatesses, légumes, œufs, beurres, fromages, miel, huiles, lin, coton, cuir, amidon, soieries, métaux, bois à construire ou à chauffer, cires, poils, plumes, bref les produits exotiques aussi bien que les denrées agricoles ou les accessoires pour artisans étaient assujettis. Les habitants des campagnes étaient originairement libérés de ces contributions, mais en fait ils les acquittaient dès qu'ils achetaient dans les villes quelque marchandise « accisable ». Seuls, étaient entièrement dégrevés tant *ratione personae*

que *ratione materiae*, les propriétaires nobles, les prêtres, les universitaires, les fonctionnaires de l'Etat.

A ces accises régulières (*Generalaccise*) s'ajoutaient dans certains cas des *Fixaccise* qui, dans les villes ouvertes en particulière, frappaient les animaux laitiers, les bêtes de trait et les produits horticoles ou encore des accises de complément ou de nivellement (*Ergänzungs-oder Ausgleichungs accise*) atteignant à l'entrée des villes des marchandises d'un prix de vente inférieur à celui du marché local. Ces dernières contributions ne se confondaient pas du reste avec les droits d'octroi (*Landzölle*) perçus sur les marchandises étrangères circulant à l'intérieur des provinces, transitant ou entrant, droits qui ne furent abolis qu'en 1805.

La plupart des produits soumis aux accises étaient taxés à 20, 30, voire 50 pour cent. Mais sur le sel, les droits dépassaient toute mesure. Un tonneau de sel de seize écus valait, après avoir acquitté l'accise, 68 à 72 écus, ce qui faisait 425 à 450 % ! « La contrebande sur cet article serait énorme en Allemagne où presque tous les princes ont des salines, parce qu'ils en vendraient volontiers l'excédant de leurs propres besoins à un prix très modique et très capable d'encourager le commerce interlope, — observait Mirabeau¹, — si les gouvernements n'avaient eu recours à un moyen excessivement tyrannique, pour s'assurer le revenu qu'ils ont projeté de tirer du commerce de cette denrée. Ce moyen est de fixer la

(1) *Mon. pruss.*, liv. VI, p. 100-101.

quantité de sel que chacun doit consommer, et de la lui faire payer, sans s'embarrasser s'il la consomme ou non. Cette fixation arbitraire rendant l'excédant des besoins, de ceux du moins auxquels il est indispensable de satisfaire, un trop petit objet, soit pour exciter la contrebande, soit pour nécessiter une surveillance très soigneuse, celle du sel n'est ni fort active, ni très sensible ».

En Prusse, le Fisc avait le monopole de la vente du sel et fixait la consommation annuelle obligatoire de cette denrée par tête d'habitant. En conséquence, il fallait que les contribuables prouvassent par des livres qu'ils tenaient avec les agents des greniers à sel qu'ils avaient réellement acheté la quantité imposée, faute de quoi ils étaient mis à l'amende. La noblesse, par exception, pouvait tirer son sel immédiatement des comptoirs du monopole, mais elle était astreinte à tenir un livre de compte pour que l'on pût vérifier sa consommation.

Après la guerre de 1756, Frédéric décida d'imposer aussi les tabacs. Il en afferma le monopole en 1765, moyennant 100.000 thalers, à une société qui d'ailleurs ne réussit guère et dès l'année suivante il le reprit pour son propre compte. Il fit alors venir des hollandais pour diriger ses manufactures, les mettre en état de fournir aux demandes et éviter la contrebande; puis on dressa un tarif qui donnait à l'Etat un profit infiniment supérieur aux revenus de l'ancienne ferme. Le monopole du tabac fut soumis quelque temps à l'Administration générale des droits.

Bien que ses bénéfices s'élevassent en 1786 à 1.250.000 thalers, Frédéric-Guillaume II l'abolit. En 1797, on tenta de le réintroduire, mais en vain et on se contenta d'établir un impôt assez léger sur la vente des tabacs.

Enfin, de 1781 à la mort de Frédéric II, il existait aussi un monopole du café, en vertu duquel un Office d'Etat avait le privilège exclusif de la vente du café torréfié et moulu.

A la fin de la guerre de Sept ans, le Trésor prussien était épuisé. Les subsides que l'Angleterre payait à Frédéric, l'argent qu'il avait retiré de la Saxe ne suffisaient point à subvenir aux besoins de l'Etat. Dans cette conjoncture, Frédéric augmenta les impôts directs et envisagea le moyen d'accroître le rendement des contributions indirectes, des accises. Le philosophe et financier français, Helvétius, se trouvait alors à Potzdam. Pour assurer la perception régulière et rationnelle des accises et l'équilibre du budget, Helvetius conseilla d'établir un système analogue à celui qui fonctionnait en France et d'affermir les impôts indirects. Mais Frédéric repoussa cette suggestion. Il condamnait par principe la Ferme parce qu'elle était incompatible avec l'idée qu'il se faisait des prérogatives de l'Etat et parce qu'elle faisait entrer une partie des revenus perçus dans les coffres du Fermier-général lui-même. « Aucun gouvernement, pensait-il¹, ne peut se passer

(1) *Essai sur les formes du gouvernement et sur les devoirs des souverains*, Berlin, 1777.

d'impôts. Soit républiques, soit monarchies, ils en ont un besoin égal... Le grand art consiste à lever ces fonds sans fouler les citoyens. Pour que les taxes soient égales et non arbitraires l'on fait des cadastres, qui, s'ils sont levés avec exactitude, proportionnent les charges selon les moyens des individus; cela est si nécessaire, qu'une faute impardonnable en finances serait si les impôts maladroitement répartis dégoûtaient l'agriculteur de ses travaux. Il doit, ayant acquitté ses droits, pouvoir encore vivre avec une certaine aisance, lui et sa famille... [Les accises] veulent être maniées avec des mains adroites pour ne point charger les comestibles les plus nécessaires à la vie, comme le pain, la petite-bière, la viande, etc.; ce qui retomberait sur les soldats, sur les ouvriers et sur les artisans; d'où il résulterait nécessairement que la main-d'œuvre rehausserait de prix; par conséquent, les marchandises deviendraient si chères qu'on en perdrait le débit étranger ».

Au lieu de la Ferme, Frédéric II préconisait la Régie. Ce furent des financiers français qu'il chargea d'exécuter son plan de fiscalité. En 1764, il leur remit la manutention de la partie de ses revenus provenant des impositions indirectes, c'est-à-dire des péages et des accises. Il y joignit ensuite le monopole du tabac lorsqu'il l'eut pris entre ses mains, puis celui du café. *La Régie* était donc l'administration générale des droits du Roi. Elle remplaçait les anciennes Chambres de guerre et du commerce qui avaient jusqu'alors administré péages et accises.

Le régisseur-général en fut M. de la Haye de Launay, avec le rang de conseiller privé des finances. Il touchait 15.000 thalers d'appointement avec des ristournes sur l'excédent des revenus, au delà d'une certaine limite. Véritable contrôleur-général des finances, il traitait directement avec le roi de toutes les affaires de son administration. Il nommait tous les employés subalternes lesquels pouvaient requérir, le cas échéant, la force militaire à l'égard des contribuables récalcitrants. Les procès de la Régie, soustraits à la justice ordinaire, étaient déférés devant les tribunaux des accises et instruits par des agents du Fisc, à la fois juges et parties. Le régisseur-général attaquait parfois les tribunaux qui lui faisaient perdre les droits que devaient acquitter ses « fixations », résistant au roi même quand il s'agissait de l'acquit de ces fixations ou de l'exécution des lois. « Le droit de perception sur les sujets, estimait M. de Launay¹, est un droit de souveraineté, et non seigneurial, et encore moins de bailliage, fussent-ils royaux, parce que le bailliage est une propriété territoriale, qui peut fournir la consommation, mais non pas prendre l'imposition qui appartient à l'Etat, que le Roi lui-même ne peut s'approprier ».

L'une des conditions imposées au Régisseur était que la Régie donnerait au moins le même produit qu'avait fourni l'année 1764 prise pour base : « Cette

(1) *Compte rendu au Roi par le conseiller privé des finances de la Haye de Launay, régisseur général de ses droits.*

fixation put paraître raisonnable, reconnut Mirabeau, en ce que [le plan de Régie] formant l'état du produit des impôts indirects après la guerre, il semblait que l'on prenait pour base la situation actuelle du peuple; au lieu que si l'on eût tablé sur le rapport des années avant la guerre, on aurait pu croire que le peuple était à cette époque en état de payer davantage ». Les impôts ne furent point augmentés dans le principe, mais plus judicieusement répartis. On porta les droits du pain sur la boisson et la viande; on diminua même ceux de l'eau-de-vie. L'extrême sévérité et l'habileté avec lesquelles de Launay et ses collaborateurs français les percevaient, leur conciliait la protection de Frédéric; elle leur valait par contre la haine des paysans et commerçants qui se voyaient pris comme dans une nasse dont il leur était impossible de sortir. Mirabeau s'est, avec sa générosité coutumière, fait l'avocat des contribuables prussiens, l'écho de leurs doléances. Avec énergie, il a dénoncé les maux que causaient à l'Etat prussien, selon lui, la Régie et le principe des contributions indirectes qui la fit naître : Ruine du commerce privé, décadence de l'agriculture, diminution de la production; et s'en prenant à la multiplication « énorme » des agents fiscaux, il s'écriait : « Cassez ces stipendiés et donnez à vos maîtres d'école leurs appointements; le peuple ne sera pas soulagé directement, mais il le sera infiniment par la liberté que vous rendrez au commerce, et que les maîtres d'école ne gênent pas ! ». Que pou-

vaient valoir de tels arguments aux yeux de Frédéric, alors que l'accroissement annuel des revenus atteignait avec la Régie près d'un million d'écus et qu'en vingt ans le Trésor Public recevait 42.718.000 thalers d'augmentation sur les produits de 1764 ? « J'ai entendu dire à un des régisseurs dont l'honnêteté a paru la moins douteuse, déclarait par ailleurs un contemporain bien informé, l'abbé Denina, qu'on avait augmenté presque du double le rapport de l'accise, malgré même les nouvelles prohibitions des marchandises étrangères et la multiplication des franchises que le roi appliquait aux fabriquants. Le 5 % qu'il accordait à l'Administration sur l'excédent de ce qui lui avait été fixé, ce tantième, ces remises qui ont excité tant de cris contre les traitants sont une preuve évidente de l'augmentation des revenus. »

Cependant, quelle qu'ait été son excellence au point de vue fiscal, la Régie n'en fut pas moins condamnée à disparaître. Elle avait heurté trop de privilèges, occasionné trop d'oppressions, pressuré les contribuables avec trop de rigueur systématique. A peine Frédéric II eut-il rendu le dernier soupir que M. de Launay fut traduit devant une Commission d'enquête et convaincu « d'avoir ruiné l'Etat pendant vingt ans d'une façon affreuse et inouïe...; d'avoir abimé le peuple puisqu'il lui a fait beaucoup plus payer qu'il n'avait jamais payé à l'accise ». De Launay fut remercié par Frédéric-Guillaume et l'administration de la Régie, dissoute.

CHAPITRE V.

L'appareil bancaire de la Prusse.

Au moment où Frédéric II monta sur le trône il n'existait pas en Prusse d'établissement financier méritant le nom de Banque et susceptible de fournir une aide efficace à la production. On rencontrait bien des « lombards » c'est-à-dire des prêteurs sur gage, ou des hommes de finances disposés à placer des fonds dans quelque entreprise estimée rémunératrice; mais aucune société particulière ou soumise au contrôle de l'Etat ne faisait régulièrement commerce d'argent. Frédéric II jugea indispensable de combler cette lacune et de doter ses Etats de l'appareil bancaire qui leur faisait défaut. Et c'est la raison pour laquelle, au cours de son règne, soucieux de procurer à l'industrie, à l'agriculture et au commerce des capitaux indispensables, il fonda la Banque Royale, des Caisses hypothécaires et la Société de commerce maritime qui devait devenir plus tard Banque d'Etat.

Dès les premières années de son gouvernement, Frédéric conçut l'idée de créer une Banque dotée du privilège d'émission. Plusieurs projets lui furent

soumis et il retint celui d'un certain Graumann auquel fit allusion l'octroi royal du 23 septembre 1756 concernant l'établissement à Berlin d'une banque de change et de virement. Cependant, sous la pression des circonstances, il l'abandonna bien que les industriels et commerçants se plaignissent déjà des évaluations arbitraires dans les monnaies que s'arrogeaient les cambistes de Hambourg, véritables maîtres alors du marché monétaire allemand, et voulassent y remédier par la création d'une Banque et l'introduction d'une monnaie de compte qui servit de base fixe aux transactions. Après la guerre de Sept ans, Frédéric II qui avait entendu dire que la Banque de Londres était la source principale de la prospérité et de l'abondance de capitaux dont jouissait l'Angleterre pensa qu'en érigeant un Institut analogue à Berlin les mêmes résultats seraient acquis. Lui-même s'en expliqua : « La guerre avait rendu le change désavantageux au commerce des Prussiens, quoique d'abord après la paix la monnaie eut été refondue et remise sur l'ancien pied : il n'y avait que l'établissement d'une banque qui put obvier à cet inconvénient. Des personnes remplies de préjugés pour n'avoir pas assez approfondi cette matière, soutenaient qu'une banque ne pouvait se soutenir que dans un état républicain, mais que jamais personne n'aurait confiance en une banque établie dans une monarchie... On laissa au public la liberté de raisonner à sa guise et l'on procéda à

l'exécution » ¹. Le roi s'adressa donc à l'italien Di Calzabigi qui avait introduit déjà la loterie en Prusse. Celui-ci proposa de constituer une Compagnie sur le modèle de celles qu'avait imaginées Law en France, laquelle aurait combiné l'émission des billets de banque, les opérations bancaires courantes, l'exploitation de divers monopoles et la commandite de sociétés d'assurances et d'entreprises commerciales. En octobre 1764, on forma une Commission bancaire chargée, sous le contrôle de l'Etat, d'ouvrir une souscription. Le capital prévu de la Banque Royale devait être de 25 millions de thalers; mais le monde des affaires encore trop éprouvé par la guerre soutint mal financièrement ce projet. Au bout d'un an, le chiffre des souscriptions atteignit à peine 1 million de thalers. En conséquence, on abandonna le plan de Calzabigi et le roi se rallia à un nouveau projet conçu par la Commission bancaire.

Ce dernier envisageait la création simultanée de sociétés commerciales, comme la *Compagnie pour la pêche des harengs à Emden*, d'un Office national pour le commerce avec l'étranger (la future *Société de commerce maritime*) et d'une Banque Royale au capital de 8 millions de thalers. Le projet fut réalisé et l'édit du 17 juin 1765 consacra l'existence de la Banque.

Les banques allemandes étaient alors spécialisées; on distinguait entre elles les banques de virement,

(1) *Œuvres posthumes*, Tome V, chapitre II *Des Finances*, p. 138-140, Berlin, 1788.

les banques d'émission et les banques d'emprunt. Les banques de virement, « simple facilité pour les marchands d'une ville », recevaient des dépôts, effectuaient les opérations de compte-courant, ouvraient des comptes à vue et à terme; les banques d'émission, communément appelées banques circulantes, émettaient des billets payables au porteur en représentation des sommes qu'on y déposait; elles faisaient circuler le crédit et comme le remarquait Mirabeau « avec moins de gênes que les banques de virement parce que dans celles-ci, où l'on doit transcrire [les sommes] d'un livre ou d'un feuillet sur l'autre, il faut aller soi-même faire exécuter cette opération; dans les autres, au contraire, il suffit de se donner les billets quand on veut faire quelque échange, et tout est consommé » ¹. Enfin, les banques d'emprunt escomptaient les lettres de change, les effets de commerce, prêtaient sur métaux précieux, sur valeurs mobilières, voire sur hypothèques.

La Banque Royale ne souffrit point d'une telle spécialisation. En quelque manière, elle annonçait les banques allemandes contemporaines qui s'occupent de tout, *allerleigesellschaften*. Elle n'avait d'autre principe que celui de favoriser par tous les moyens en son pouvoir l'économie nationale. Et sous quelque forme que ce fût, sans s'embarrasser des cadres de son administration ni des règles admises partout ailleurs, elle apportait une aide presque illimitée aux firmes auxquelles elle s'intéressait. Comme

(1) *Mon. pruss.*, livre V, p. 432.

banque de virement, elle ouvrait des comptes courants. Les clients payaient une commission de compte d'une livre de banque. On y pouvait obtenir un compte à vue; toutefois, l'argent devait passer au moins une nuit à la banque et on avait à supporter une commission de retrait de $1/4$ %. Comme banque d'émission, elle faisait circuler des billets de 4, 5, 10, 20, 50, 100, 500 et même 1.000 livres qu'on recevait dans les caisses royales et qui étaient remboursables à vue dans ses agences et succursales. Comme banque d'escompte et d'avances (on disait à cette époque comme *lombard*), elle escomptait du papier de commerce et prêtait sur métaux à $1/3$ % par mois. Pour lui permettre d'intensifier ces opérations, un arrêté royal du 31 mars 1769 enjoignit à tous les tribunaux, aux maisons de charité et aux instituts publics de placer dans la Banque leurs fonds propres ou les capitaux déposés chez eux six semaines après la rentrée de ces sommes. L'intérêt alloué pour ces dépôts variait entre $2\frac{1}{2}$ et 3 % l'an.

Comme banque de commerce enfin, la Banque effectuait des opérations de change, de portefeuille, de crédit documentaire et réalisait là ses plus importants bénéfices.

Mirabeau était hostile au principe des banques nationales privilégiées. Il redoutait que les gouvernants n'utilisassent les ressources de la Banque pour combler les déficits budgétaires ou pour abuser des avantages qu'elle présentait. « Soit ignorance du calcul, de l'objet, de son influence; soit violence des

passions irréfrenables qui foulent aux pieds toutes considérations; soit stérilité d'emplois, osez répondre, prétendait-il, que dans la banque de virement, ils ne se saisiront pas des fonds déposés; que dans celle des billets, ils ne feront pas un double emploi des revenus de l'Etat, et que dans tous les cas, la ruine de la circulation, du commerce et de la bonne foi, ne dépende pas de celui qui doit être le plus ignorant, le plus immodéré, le plus absolu et le moins moral des hommes » ¹. En outre, il condamnait plusieurs branches d'activité de la Banque Royale, notamment son service de prêts sur gages. La Banque n'aurait pris aucun intérêt aux emprunteurs que les frais d'écritures et les pertes effectuées sur la réalisation des gages auraient, selon lui, provoqué encore du désavantage à faire des opérations de cette nature. D'autre part, il estimait qu'en assujettissant à une règle l'emprunt usuraire et en lui donnant une espèce de sanction publique, on favorisait le dérèglement et on incitait les femmes et les mineurs à « préférer la jouissance du moment à la durée du bonheur » !

Dans l'ignorance où Frédéric et ses conseillers financiers étaient des véritables lois du change, lois que Ricardo ne devait découvrir que cinquante ans plus tard, on institua en Prusse, une monnaie de compte, un argent idéal, la livre de banque. On devait tenir tous les registres de commerce, exprimer toutes les lettres de change, comptabiliser toutes les

(1) *Mon. pruss.*, liv. V, p. 438.

transactions en *livres de banque*. Quatre de celles-ci valaient un frédéric d'or, frappé au titre de 21 carats neuf grains et de 35 au marc. On fixa de plus la valeur de l'argent courant contre la livre de banque et on décida que 25 frédéric d'or ou 131 écus et un quart d'argent de Prusse devaient faire 100 livres de banque. Une telle mesure se justifiait mal. On aurait dû laisser aux cambistes le soin de fixer la valeur, le cours des monnaies, d'après les indications du marché des changes. De plus, en évaluant les livres de banque d'après les frédéric d'or, monnaie altérable et souvent altérée, on allait à l'encontre du but poursuivi qui était de s'assurer un étalon stable des valeurs.

Il y avait des succursales de la Banque Royale dans chaque grande ville : Magdebourg, Koenigsberg, Francfort-sur-l'Oder, Elbingen, Memel, Emden, Stettin. Des bureaux étaient également installés sur toutes les places commerçantes de l'Europe. Enfin, par ordonnance du 21 juillet 1765, une filiale avait été créée à Breslau sous le nom de *Banque de virement et d'avances*, au capital de 75.000 thalers.

Sous la raison sociale de *Comptoir Ph. Clément* (du nom de son administrateur, un hollandais) la Banque Royale avait fondé aussi une filiale chargée spécialement des opérations de change et du commerce des métaux précieux. Elle effectuait surtout des arbitrages entre le florin de Hambourg et la livre de France et cotait la livre sterling, les grandes monnaies d'Allemagne et le Paris. En janvier 1767,

sur la demande du gouvernement, elle se chargea du rachat des billets de banque en circulation dont le volume atteignait environ 300.000 thalers et qui menaçaient de se déprécier.

Habilement gérée, soutenue et protégée par le roi, la Banque Royale connut bientôt une période de prospérité. Les capitaux affluaient; la trésorerie était abondante. La Banque rencontra alors des difficultés pour le emploi des fonds qu'on lui confiait. Elle s'engagea donc dans des prêts hypothécaires et consentit des avances à moyen et à long terme aux propriétaires fonciers. Notamment, après 1795, répondant aux sollicitations pressantes du gouvernement qui avait entrepris une politique de revalorisation des biens fonciers, elle plaça près de 10 millions de thalers en hypothèques. De la sorte, elle s'immobilisa. La situation dans laquelle elle se mit était d'autant plus dangereuse qu'elle avait fort peu de dépôts à terme : La plupart des capitaux dont elle était comptable étaient exigibles à vue ou après un préavis de 8 jours. La guerre malheureuse de 1806 amena la catastrophe. A la suite de la convention de Bayonne passée entre Napoléon et les représentants du Grand-Duché de Pologne, la majeure partie des domaines sur lesquels la Banque avait consenti des prêts hypothécaires furent confisqués sans indemnité par la Pologne. La panique s'empara des déposants de la Banque Royale. Ils se ruèrent à ses guichets. La Banque dut son salut à l'appui du

gouvernement, mais elle avait perdu 7.300.000 thalers !

D'autres établissements financiers avaient pourtant effectué en Prusse des opérations analogues. Basés sur des principes différents, ils furent plus heureux et sortirent indemnes de la crise qui marqua en Prusse la fin du dix-huitième siècle. Ce furent les Caisses hypothécaires.

Vers 1777, en Silésie, les propriétaires fonciers ne trouvaient plus à emprunter pour leurs besoins urgents. Comme aujourd'hui les grands-exploitants à l'Est de l'Elbe, ils avaient hypothéqué leurs biens et ne pouvaient plus payer les intérêts de leurs dettes, par suite de l'affaïssement du cours des matières premières et de la mévente des produits agricoles. Une *Osthilfe* était déjà nécessaire.

Le baron de Cramer, alors ministre de la Justice, fit donc établir à Breslau une association provinciale des nobles et une Caisse hypothécaire. Fondée sur le principe de la responsabilité solidaire des participants, celle-ci avançait à un faible taux aux propriétaires fonciers associés les capitaux nécessaires à l'amélioration du sol. La Caisse recevait les capitaux de ceux qui voulaient placer leurs fonds disponibles et les prêtait sur hypothèques. La différence entre le taux des intérêts créditeurs alloués par elle et celui des prêts constituait son bénéfice.

La Caisse faisait estimer par des experts les domaines des emprunteurs; puis elle établissait, pour

la somme empruntée, des lettres de gage mentionnant le nom du bien hypothéqué et l'attestation des experts, et divisées en diverses sommes depuis 85 jusqu'à 1.000 thalers.

Les déposants recevaient un nombre de ces lettres correspondant à la somme qu'ils avaient en compte. Chaque semestre, on les créditait des intérêts.

Lorsque les emprunteurs ne réglaient point les intérêts, la Caisse était autorisée à mettre sous séquestre leurs biens hypothéqués, à les faire administrer par ses agents et à ne donner aux propriétaires défaillants, sur les revenus des exploitations passées sous sa gestion, qu'une modique somme pour leur entretien. En cas de vente judiciaire, elle avait le premier rang par rapport aux autres créanciers éventuels et prélevait les montants qui lui étaient dûs sans se porter partie dans aucun procès.

Bientôt la Caisse hypothécaire de Silésie acquit tant de crédit qu'on y porta plus d'argent qu'elle n'en avait besoin pour ses opérations courantes. La liquidité de sa trésorerie était telle qu'elle réduisit même d'un coup, sans crainte d'en souffrir, de 5 à 3 $\frac{1}{2}$ % le taux des intérêts consentis aux déposants.

Pareil succès incita les provinces voisines à suivre, dans cette voie, l'exemple de la Silésie. « D'abord la Poméranie, ensuite la Prusse-Orientale, la Prusse-Occidentale et la Marche imitèrent un Etablissement qui met les gentilshommes en état de faire valoir leurs terres, sert de frein aux usuriers, qui prévient une quantité de procès dont les tribunaux étaient

accablés par les querelles des créanciers et des débiteurs et qui en même temps fournit aux capitalistes le moyen de placer leurs fonds sans aucun risque. Ceux-ci reçoivent leurs intérêts avec exactitude et ils n'ont aucun procès à craindre. Un autre avantage encore c'est que les gentilshommes apprennent à mettre des bornes à leurs dépenses et s'occupent davantage à la culture de leurs terres. Ils ne peuvent guère emprunter sur elles au delà de la moitié de la valeur; car quoiqu'il ne soit pas défendu aux propriétaires d'emprunter outre cela de l'argent des particuliers, on sent bien qu'il se trouve peu de capitalistes qui veuillent leur confier leur argent, même au plus haut intérêt » ¹.

En 1772, Frédéric II décida de monopoliser au profit de l'Etat le commerce avec l'étranger et dans cette intention il institua une Compagnie du Commerce maritime. « C'est le plus terrible coup, avouait Mirabeau, qu'il ait porté aux négociants de ses Etats » ².

Le capital social de cette Compagnie était de 4.800.000 thalers, divisé en 2.400 actions. L'Etat en possédait 2.100 actions; le reste avait été réparti dans le public. Cette Compagnie avait le monopole du commerce du sel marin, des cires, des bois à brûler et à construire de provenance exotique, etc. Elle fournissait aux manufactures les cotons, les soies, les matières brutes étrangères qui leur étaient néces-

(1) Abbé DENINA, *op. cité*, p. 298.

(2) *Mon. pruss.*, livre V, p. 392.

saires. Bientôt la majeure partie des productions que la Prusse tirait des pays méridionaux, en particulier de l'Espagne et de l'Italie, passa par ses mains. Elle était dirigée par cinq administrateurs nommés par le Roi, dont l'un résidait obligatoirement à Cadix (Espagne). L'intérêt des actions était garanti, à concurrence d'un minimum de 10 % annuel par le privilège exclusif des cires. Les titres étaient au porteur et bancables.

Les débuts de la Compagnie furent assez difficiles. Le vice-président du Directoire-général supérieur, von Gørne, commit des malversations au détriment de la Compagnie qui dépendait de son département. Il employa une partie des ressources de la Compagnie à l'acquisition de grands domaines en Pologne sur lesquels il voulait spéculer; il joua sur les titres; il faussa les situations comptables, tant et si bien que de son fait dans la seule année 1780 les pertes réelles que subit la Compagnie atteignirent environ 1.400.000 thalers.

Son successeur, l'éminent financier Struensee, ami de Mirabeau, s'efforça de redresser la Compagnie. Les actionnaires privés n'avaient aucun moyen de contrôle sur la gestion de leur affaire. On ne leur rendait aucun compte; on ne leur demandait aucun avis. Jamais, on ne tenait d'assemblée. Ils recevaient les intérêts garantis et les dividendes si l'on jugeait à propos de leur en distribuer. Cet état de fait qui avait permis à von Goerne de mener la Compagnie à sa ruine, Struensee décida de le faire servir à ses

fins de réorganisation. Sans modifier le titre et les statuts de la Compagnie, il en transforma l'objet. Il existait en Prusse une défense absolue d'exporter l'or et l'argent. Cette prohibition qui gênait le commerce permît à la Compagnie de réaliser des bénéfices en se chargeant des paiements pour le compte des négociants, en faisant le commerce des lettres de change. La Compagnie s'érigea en Banque Générale. L'appellation qu'elle prit officiellement plus tard, celle de Banque d'Etat prussienne, ne fit que consacrer un fait accompli. « La Société maritime, observait Mirabeau, a englobé directement ou indirectement la plus grande partie des grandes affaires mercantiles de la Monarchie prussienne. Elle est infiniment liée d'intérêt avec le banquier, à qui elle fait le cinq pour cent de tous les fonds qu'elle lui emploie. Qu'on réfléchisse un moment au dommage que doit faire au commerce prussien, non seulement l'accaparement de tant de ses branches, mais l'existence d'une Compagnie qui travaille avec tous les fonds de l'Etat, et qui peut écraser de sa puissance ses concurrents, de manière à faire de tous les négociants prussiens autant de misérables regratiers » ¹.

En 1794, on lui renouvela jusqu'en 1808 le privilège du commerce du sel, mais on supprima celui des cires et on diminua le taux des intérêts garantis. Le capital fut augmenté de 300.000 thalers pour permettre à la Compagnie d'accroître son activité dans

(1) *Mon. pruss.*, livre V, p. 415.

le domaine bancaire. On effet, elle eut alors à effectuer, pour le compte de l'Etat, un certain nombre d'emprunts importants non seulement auprès de banquiers étrangers, mais aussi auprès des capitalistes prussiens. Elle émit des obligations à 4 %, par la suite à 3 % sans garantie spéciale qui obtinrent la faveur du public. Le volume de ses emprunts intérieurs dépassa même 25 millions de thalers en 1804.

L'appareil bancaire prussien dont Frédéric II avait ainsi posé les bases ne devait pas se départir dans les cent cinquante années qui suivirent des principes directeurs que le grand monarque lui avait imposés.

On sait que, plus que les banques françaises, les banques d'outre-Rhin ont depuis lors prêté à la production un concours extrêmement étendu. Ces Banques, selon l'économiste allemand O. Geidels, doivent accompagner une entreprise industrielle de sa naissance à sa mort, depuis sa création jusqu'à sa liquidation; elles doivent se trouver à ses côtés dans toutes les opérations financières tant ordinaires qu'extraordinaires. Du reste, elles sont d'autant plus prêtes à remplir cette tâche qu'à l'encontre des banques anglaises elles ne sont point spécialisées. Comme la Banque Royale, elles s'occupent de tout, sans règles ni méthodes uniformes. Aussi ont-elles permis à l'industrie allemande de s'inquiéter, de se développer, de conquérir le marché national, de lutter victorieusement au dehors avec la concurrence

étrangère. Témoinnant d'une étonnante largeur de vues, les banques allemandes ont, depuis longtemps, provoqué une organisation rationnelle de la production, en négociant des accords ou des fusions, en constituant des cartels, en favorisant un mouvement de concentration économique générale. Grâce à elles, on assista à un prodigieux perfectionnement de la technique, à une utilisation intense de l'épargne, à une ouverture constante des débouchés ou au maintien des avantages déjà obtenus dans cette voie.

Conseillères influentes, collaboratrices efficaces autant que bailleuses de fonds, elles ont, après la grande guerre, contribué à l'élaboration et à l'adoption par les chefs d'industries du programme de rationalisation. Elles participèrent surtout à la constitution ou à l'extension des trusts nationaux, comme la *Farben Industrie I. G.* ou la *Vereinigte Stahlwerke A. G.* Leur pénétration dans les diverses branches de la production s'est réalisée grâce à l'habitude qu'elles ont prise d'imposer la présence de leurs représentants dont les avis sont toujours suivis, qui veillent à la bonne marche des Etablissements et drainent en outre vers leurs Banques toutes les opérations bancaires éventuelles.

Or, cette tactique et ces conceptions de la banque allemande contemporaine ne se trouvent-elles pas contenues en germe dans les plans et les réalisations de Frédéric. Et ne voit-on pas qu'à s'éloigner de lui on apprend à revenir aussitôt à ses enseignements, à l'étude de son œuvre, si l'on veut mieux connaître l'Allemagne de notre temps ?

CHAPITRE VI.

« L'aiguillon prussien » et l'Empire.

Autant Mirabeau détestait dans l'Allemagne ses poussières de sectes religieuses et politiques, autant il préconisait sa division perpétuelle en petits Etats souverains et libres, fédérés tout au plus comme l'Amérique et la Suisse, pour faciliter les échanges, stimuler la production, améliorer la consommation. Sur ce point, il a fixé magistralement et le premier ce que Thiers, après lui, mais sans le nommer, retraçait à la tribune du Palais-Bourbon, deux mois avant la bataille de Sadowa, comme « le plus grand principe de la politique européenne » ; à savoir « que l'Allemagne soit composée d'Etats indépendants, liés entre eux par un simple lien fédératif ». Nous reconnaissons l'écho des propres phrases et des préoccupations essentielles de Mirabeau, dans ce discours où Thiers prédisait aux négateurs de ce principe : « On verra se refaire un nouvel empire germanique, cet empire de Charles-Quint qui résidait autrefois à Vienne, qui résiderait maintenant à Berlin... ».

Toutefois, Mirabeau feignait, en étudiant longuement cette hypothèse dans ses livres et ses dépêches,

de ne pas la regarder autrement qu'un lointain fantôme, de peur de lui prêter corps en déclarant la redouter. Même dans l'intimité, il n'en parlait guère plus net : « Quelque indigné que soit le philosophe de voir tant de richesses naturelles et une si belle race d'hommes prostitués au despotisme d'une aristocratie généralement méprisables, écrivait-il à Mauvillon le 30 décembre 1786, sur le point de quitter la Prusse, il est presque obligé de former des vœux pour la stabilité de ce système si compliqué, si incohérent,... parce qu'en résultat,... la nature des choses veut que cette foule de petits domaines soient moins négligés, moins arbitrairement pressurés que s'ils devenaient les portions d'un grand empire soumis au despotisme d'un seul et livré à la tyrannie oligarchique d'un petit nombre de vizirs... En un mot, traitez bien cette grande question, que l'Allemagne ne doit être ni à un ni à deux ¹ ». Autrement dit, ni à la Prusse, ni à l'Autriche, ni à ces deux puissances alliées pour exploiter l'Allemagne comme leur « métairie ».

Mais si cette hypothèse se réalisait, Mirabeau ne voyait plus que malheurs pour le monde entier, l'Allemagne baignée de son sang, l'Europe asservie et bouleversée, et les derniers « citoyens du monde » contraints de demander « à l'Amérique-unie » asile et réparations. Il n'est pas impertinent de certifier que tout cet examen final de la *Monarchie prus-*

(1) *Lettres à Mauvillon*, p. 144-145.

sienne¹ eût dû être et qu'il reste aujourd'hui la lecture la plus recommandable à un homme d'Etat français. Mirabeau n'a nulle part embrassé l'avenir avec le présent d'un plus sûr ni d'un plus superbe regard. Même le Mirabeau « très supérieur » qu'admirait Chateaubriand dans l'*Histoire secrète de la Cour de Berlin* s'y est surpassé de haut.

Il avait étudié dans les provinces mêmes, dans la fréquentation des auteurs les mieux renseignés et dans les archives secrètes ou publiques, les caractères du particularisme prussien. Il en savait les originalités, les ressources, les insuffisances propres. « La connaissance des variétés provinciales devrait être, écrivait Maurice Barrès, au centre de la science d'un homme d'Etat français, comme le respect des caractères régionaux devrait faire l'essentiel de ses préoccupations »². Mirabeau professait d'être un décentralisateur aussi bien pour la France que pour la Prusse. Sous les diversités, il ne dégageait que mieux les traits communs. Il n'a pas rassemblé, toutefois, en un type, ces traits qu'il noyait chez tous les allemands proprement dits; il les a laissés épars dans ses lettres et dans ses livres. « Une assiduité patiente », « l'exactitude patiente et scrupuleuse », étaient ce qui le frappaient davantage. Il y revenait souvent : « L'allemand est en général studieux, appliqué, exact, ami de l'ordre, et lorsqu'il a embrassé une profession, il s'y applique... — Les passions de

(1) *Mon. pruss.*, Résumé général et conclusion, p. 360 à 395.

(2) *Les lézardes sur la maison* (SANSOT, 1904).

ce peuple ressemblient à peine aux émotions des autres... — Peuple si lent, si lourd, si peu passionné, que difficilement une secousse y sera subite... » ¹. Et avec cette même constance, ce sentiment tout prêt à être utilisé dans un but défini : « la haine que nous portent en général les Allemands ». Mirabeau avait observé cette haine jusqu'en ce demi-Français, son meilleur ami, Mauvillon ².

Pour discipliner l'Allemand, l'unir, l'orienter, ni l'amour de la plus grande Prusse ou de la plus grande Allemagne, ni même la crainte de l'étranger n'eussent rien fait. Il y fallait une volonté et une ambition à la fois entraînantes et despotiques. Quand Frédéric II mourut, ses sujets ne cachèrent pas leur soulagement; mais tous les longs règnes fatiguent les peuples, et le vieux Fritz avait ostensiblement servi les siens en les méprisant. Ils le subirent pourtant sans une révolte; et ils ne laissaient pas surtout de s'enorgueillir de ses succès : « Tous concouraient, comme malgré eux-mêmes, a noté Mirabeau, à l'énergie d'un gouvernement qu'animait une âme élevée. L'effet en était si sensible, qu'on nommait en Allemagne cette espèce de verve nationale, l'aiguillon prussien (*der preussische Sporn*)... » ³.

Ici encore, il était inévitable sans doute que Renan remit ses pas dans les pas de son devancier; mais

(1) *Mon. pruss.*, III, 392; IV, 248, et *Hist. sec. de la C. de B.*, 237, 270, 320.

(2) *Lettre inédite de Mirabeau au marquis de Montalembert*, du 27 nov. 1788 : « M. Mauvillon..., comme tous les allemands, ennemi des Français par nature... ».

(3) *Mon. pruss.*, VIII, 345.

aussi a-t-il donné un nom plus savant, avec plus d'amplitude, à ce phénomène. Ayant lui aussi constaté que cette Prusse active et ambitieuse était l'œuvre de Frédéric II, il en a déduit qu'elle était ainsi devenue « le centre d'un tourbillon ethnique nouveau » ¹, et il lui a paru bon et légitime que l'unité de l'Allemagne se réalisât par elle et à son profit. Jamais Mirabeau n'eût souscrit à cette déformation d'une réalité toute simple, vue et contrôlée par lui-même tandis qu'elle s'opérait encore. L'histoire lui prouvait que la Prusse ne s'est formée et soutenue que par la valeur de ses princes, comme l'ethnographie lui prouvait qu'elle n'a pas d'existence et d'idéal propres, capables d'aimer ses voisins. Moins même que partout ailleurs, dans la Prusse proprement dite, dans la Marche de Brandebourg ou dans la Poméranie, que les Hohenzollern avaient pourtant comblées des immenses bienfaits de leur prédilection, on n'aurait pu observer cette espèce de vocation innée et consciente à la prépondérance; c'étaient les domaines de la monarchie les moins bien doués à tous égards : terroirs inféconds, races grossières, inaptés et insensibles aux arts et à la science, braves à toute épreuve, mais entretenus dans leur violence et leur pauvreté naturelles par un abus des eaux-de-vie.

Dans la seigneurie de Butow, en Poméranie, il y avait pour toute population douze familles nobles, faisant en tout 59 têtes; le vacher et le crieur de nuit

(1) *Réforme intellectuelle et morale*, p. 138-140.

étaient les seules personnes non nobles; encore leurs femmes étaient-elles nées demoiselles (*Fraülein*)¹. Et les Poméraniens, réputés *inter germanos germanissimi*, tenaient ethniquement du Polonais, non de l'Allemand. La Silésie était en majorité polonaise. Il y avait autant de différence entre un Magdebourgeois et un Brandebourgeois qu'entre un Saxon et un Danois. Les Westphaliens étaient fort turbulents; et ainsi des autres contrées.

Mais les Hohenzollern avaient mis à profit la fâcheuse configuration géographique de leur monarchie, sa disposition en X, pour en refermer les branches tour à tour sur les évêchés, principautés et contrées d'autre appartenance qui s'y trouvaient engagés. On a très bien comparé cette action envahissante à celle de la république de Rome, qui devint très puissante du fait qu'elle ne pouvait se défendre qu'en conquérant. Aussi, bien plus justement que ne l'a fait Renan, Mirabeau concluait-il que si le génie de la maison de Brandebourg cessait un moment de soutenir la Prusse à la hauteur factice où l'avait élevée Frédéric II, « si jamais un prince peu sensé montait sur ce trône, on verrait crouler soudainement, sans cause apparente, ce géant formidable; et l'Europe étonnée n'apercevrait plus à sa place qu'un pygmée débile »². Prophétie deux fois accomplie et qui, dans les circonstances actuelles, est à rapprocher de celle-ci, faite par Mira-

(1) *Essai sur la vie et le règne de Frédéric II*, par l'abbé DENINA. Berlin, 1788; *Brenkenhoffs' Leben*, p. 57.

(2) *Mon. pruss.*, liv. I^{re}, *passim*, et liv. VII, p. 348-349.

beau à propos de la Silésie et de l'attribution des villes libres de Thorn et de Dantzig : « Ces villes tomberont sous la domination prussienne, ou quelque révolution fatale à la grandeur de la maison de Brandebourg remettra les choses sur l'ancien pied » ¹.

Il était à prévoir aussi qu'un prince plus habile que Frédéric-Guillaume II, tel que le fils de celui-ci, et plus audacieux que Frédéric II, provoqué ou non par l'Autriche, reprit les armes contre elle, mais ne les laissât pas retomber en plein succès, comme Frédéric II en 1744, sans avoir tranché la question du partage de l'Allemagne ou de son passage sous un seul sceptre. Mirabeau protestait de sa confiance dans la sagesse perpétuelle des Hohenzollern; il les conjurait de se contenir dans leurs limites septentrionales naturelles et d'y être « le palladium des libertés germaniques »; il ne parlait de visées à l'empire unique que comme d'une criminelle et folle conception autrichienne. Mais sa confiance était de commande.

Bien des signes lui commandaient de se méfier et d'avertir, quoique sans jeter l'alarme. Un bloc austro-prussien, encore plus probable qu'une Allemagne unie sous un Habsbourg ou un Hohenzollern, lui semblait aussi dangereux; et son commensal, le prince Henri, qui avait suggéré et réalisé déjà le partage de la Pologne, n'était pas éloigné de cette combinaison, en vue du partage des évêchés : « Nous

(1) *Mon. pruss.*, liv. I^{er}, p. 104.

n'avons à choisir que de nous unir à la France ou à la Maison d'Autriche, disait-il à M. d'Esterno; et cette dernière alliance nous procurerait des agrandissements... ». L'idée d'empire, que nous appelons le pangermanisme, était au centre de la propagande nationaliste de Lessing et de ses amis ou disciples, les Nicolaï et les Dohm. Avec cette élite concouraient plus ou moins utilement d'innombrables songe-creux et mécontents. Goethe s'en alarmait, mais avec quelle force vraiment populaire pour s'y opposer ? Passant à Hambourg en 1787, Mirabeau fut intéressé par une brochure intitulée : *Pourquoi l'Allemagne doit avoir un Empereur*. Il ne s'agissait que d'une thèse contraire à son titre, mais qui avait dû le prendre pour flatter davantage la curiosité publique. Ainsi le rêve d'empire devenait une préoccupation commune et créait peu à peu la volonté d'empire. C'est ce que disait Mirabeau : « Quiconque imaginerait que ce mot *empereur* n'est en lui-même qu'un vain son, ne connaîtrait pas le pouvoir qu'ont sur les hommes les sons articulés. La réalisation d'une monarchie universelle est un espoir absurde sans doute; mais toute absurdité colossale, si nous pouvons parler ainsi, a des zélateurs très ardents, et le projet de parvenir à cette souveraineté imaginaire peut produire des révolutions très réelles » ¹.

— Mais quel mal y avait-il donc à ce que l'Allemagne passât sous un seul gouvernement et formât vraiment un grand empire, renonçant à sa division

(1) *Mon. pruss.*, VIII, 13.

informe et bizarre en souverainetés considérables, moyennes, petites et minuscules, entremêlées de quelques villes libres impériales aussi inégales entre elles que les autres corps politiques ? N'y eût-elle pas gagné en puissance, en uniformité, en prestige ? Mirabeau voyait dans cette division et dans l'animosité même de ces parties entre elles, un principe d'émulation bienfaisante, tandis que la tranquillité intérieur dans un Reich unifié lui semblait n'être « trop souvent que l'immobilité d'un corps mort ». La suppression des grandes armées permanentes eût été une heureuse conséquence de cette constitution en petits états confédérés, généralisée à toute l'Europe. La satisfaction des peuples et des princes allemands intéressés n'était-elle pas aussi mieux assurée par là ?

Qu'avaient à gagner ces princes, jusque là maîtres de leurs finances, de leurs troupes, de leur administration, à devenir les préfets de leurs principautés, au lieu d'en rester les souverains, à perdre sous un commun monarque le plaisir, le mérite et le bénéfice d'exercer l'autorité en leur nom, à entraîner à leur suite, auprès de ce maître unique, les talents et les richesses de leurs contrées, au profit d'une monstrueuse capitale, devenue le seul foyer de l'industrie, des sciences et des arts ? Enfin, concluait Mirabeau, ces petits états, qui sont les uns pour les autres autant d'issues et d'asiles ouverts aux mécontents et aux persécutés, « ordre de choses qui produit un effet semblable à celui d'une liberté légale de penser

et d'écrire », sont aussi « les seuls où l'espèce humaine acquière le plus grand développement possible de sa perfectibilité ». Il adjurait les princes, en conséquence, de s'opposer au besoin par la force à cette « crise possible et très fatale » d'un empire allemand à une ou deux têtes, et de tenir jusqu'à ce que « les puissances limitrophes » vinssent à leur aide; autrement dit, jusqu'à ce que la France, protectrice naturelle de la Confédération germanique, lui apportât le secours de ses armes.

Que si un tel empire se formait néanmoins, Mirabeau n'était pas éloigné d'en augurer notre perte : Ce serait « au hasard à prononcer » entre cet empire et nous; pronostic qu'il fondait sur une comparaison dont toutes les nouveautés de la guerre moderne, son usinage, sa machinerie et l'immensité des forces engagées, ne rendent pas la vérité moins saisissante aujourd'hui qu'il y a cent quarante ans. Voici ce parallèle : « L'événement de ce combat d'égal à égal devient au moins très douteux... La France aurait même ici des désavantages. La nation française est très brave sans doute : toutes sont susceptibles de l'être; et la nôtre a peut-être plus de cette verve brillante, de ce point d'honneur impétueux qu'on est tenté de prendre pour une grande valeur; mais on ne saurait se dissimuler qu'elle n'est pas aussi militaire que la nation allemande. Meilleurs duellistes, sans doute, incontestablement moins bons soldats; plus actifs, plus impétueux, plus capables de l'impossible, mais moins susceptibles de calme, de soumission, d'ordre, de discipline (et c'est

là presque tout à la guerre); voilà ce que nous sommes. Nous vivons d'ailleurs sous un climat plus agréable, plus riche, plus abondant; nous serons donc toujours dans le danger éminent où est un possesseur attaqué par celui qui veut posséder. Le possesseur est tranquille : celui qui veut lui ravir sa propriété, est animé du désir des recherches, la plus vive des passions. Il s'est guère possible que dans une telle situation le premier n'ait de l'infériorité : c'est l'histoire de tous les peuples méridionaux attaqués par les septentrionaux » ¹.

Histoire d'hier; histoire de demain ?

Mirabeau ne s'éloignait pas de l'Allemagne à la fin du mois de janvier 1787, sans de vives inquiétudes pour le maintien de la paix; et c'était la Prusse qui la menaçait. Le vieil antagonisme franco-anglais achevait de mûrir un de ses plus mauvais fruits en terre hollandaise, où un parti de patriotes qui se croyait assuré des sympathies actives de la Cour de France, avait entrepris l'éviction du stathouder ou, tout au moins, la destruction de ses prérogatives. Or, le stathouder avait pour femme la sœur du roi de Prusse; et celui-ci, tant en sa qualité de souverain de l'Ostfrise et du duché de Clèves, que d'ancien allié des sept Provinces-unies, se croyait ici un droit de regard et de protection. L'Angleterre lui montrait notre faiblesse militaire et navale, l'épuisement de notre trésor, l'imminence de notre révolu-

(1) *Mon. pruss.*, Résumé général et conclusions, VIII, p. 391-392.

tion, pour le convaincre de notre inertie dans un conflit armé contre nos protégés et pour l'exciter à défendre, par le moyen d'un tel conflit, à la fois la vie prétendument menacée d'une sœur très chérie et le prestige dynastique outragé dans la personne de son beau-frère. Le représentant anglais à la Haye, Harris, assurait le stathouder, de son côté, que son pays y interviendrait, s'il était besoin, avec toutes ses forces. Harris avait été officiellement désavoué; mais on sait ce que valent ces désaveux. Frédéric-Guillaume II se laissait volontiers entraîner; et moins peut-être par son affection pour sa sœur que pour la vanité de se démontrer à lui-même la puissance de ses mouvements, et leur entier affranchissement des ingérences françaises.

Aucun des secrets ressorts de cette affaire n'échappait à Mirabeau qui, depuis plusieurs semaines, avait amorcé une espèce de négociation personnelle avec un agent de la princesse d'Orange. Le motif affiché de son retour en France était la réunion prochaine de l'Assemblée des notables; son « motif secret », ainsi qu'il l'a révélé plus tard à son père, était la conviction que M. de Calonne, dont il avait sondé et servi les vues dans cette question de Hollande, l'y chargerait d'une mission importante. M. de Calonne le déçut; et M. de Montmorin, successeur de M. de Vergennes, ne l'employa pas non plus. Mais il ne se désintéressa pas dès lors du sort des patriotes hollandais, ses amis. Il agit de toute son influence sur ses amis de Prusse pour créer un état

d'esprit contraire à l'intervention de Frédéric-Guillaume II; il la blâma, à peine décidée; et à peine engagée, il la flétrit avec des accents qui, à la distance de plus d'un siècle, ont gardé un son proche de nous.

« Pour vous autres Allemands, écrivait-il à Mauvillon le 3 avril 1787,... quand le gardien des libertés de l'Allemagne se laisse distraire de sa grande, de son unique affaire, de son intérêt de tous les moments, par l'explosion d'un ressentiment de famille, également contraire à sa dignité et à la justice; quand il donne ainsi le secret de ses principes personnels et de l'incohérence de son système politique; quand trompé par notre faux air de décadence, et prenant toujours la mollesse et l'impéritie de telle ou telle administration pour l'impuissance de la nation, il aliène la confiance et la bienveillance de ceux sans le concours desquels il ne saurait longtemps exister...; quand il mérite par un acte presque inouï contre le droit des nations de devenir l'objet d'une croisade, du moins si les hommes savaient se confédérer pour la liberté comme pour la tyrannie, que voulez-vous qu'on augure de vos destinées ? »

Dans cette crise de conscience, l'attitude de Mauvillon fut typique. Il était honnête homme, philosophe et citoyen du monde avec sincérité, et l'on n'oubliera pas qu'il finit par donner sa vie à la cause des principes de notre Révolution. Mais il n'entra pas du premier coup dans cette voie lumi-

neuse et ardente du sacrifice. Sommé par la nécessité de choisir entre les convictions professées pendant toute sa vie et son devoir d'officier au service du commandant en chef des troupes du roi de Prusse, le duc de Brunswick, son prince, il vola au secours des faciles victoires promises à celui-ci; il déclara à Mirabeau que, suivant lui, « tous les engagements et tous les rapports possibles sont toujours subordonnés à celui de citoyen d'un Etat et de sujet du souverain qui le gouverne... ». Loyalisme étroit mais respectable si, pour s'y conformer, Mauvillon n'avait cru devoir prendre le ton méprisant d'un ennemi traditionnel de la France et cracher l'insulte sur les patriotes hollandais en les raillant de s'être fiés à nos promesses d'intervention. Il rappelait, il opposait les impitoyables critiques de notre situation intérieure dont Mirabeau, avec la confiance de porter en sa tête une France renouvée et plus grande que jamais, avait surchargé tous ses ouvrages, toute sa correspondance, toutes ses conversations en Prusse.

Mais Mirabeau, plus chagrin que surpris de cette incompréhension, de lui répliquer de son fier ton, (tandis que, pourtant, les armées prussiennes, ayant à leur tête le duc de Brunswick, envahissaient les Provinces-Unies et risquaient de mettre le feu à l'Europe) : « C'est un jour de deuil pour l'espèce humaine que celui où un peuple cesse d'être libre. Mais ce qui ferait rire, si le sujet n'était pas si triste, c'est tout ce que vous dites sur la France, que vous connaissez beaucoup moins que la Chine; qui n'a jamais

été plus forte et mieux portante intrinsèquement parlant; qui n'a jamais été plus près de développer toute sa stature, et dont le cabinet n'a peut-être eu que de trop bonnes raisons antigermaniques d'abandonner la Hollande... Désabusez-vous de vos *50 ans pour réparer les maux intérieurs*, etc., etc... Car ces maux pour la plupart n'existent pas. Il n'y a de maux ici que le très passager inconvénient d'une administration peu systématique et la peur ridicule de recourir à la nation pour constituer la nation. Dans tout le reste, il n'y a pas un embarras qui puisse arrêter le talent le plus médiocre et je le répète, jamais ce pays-ci ne fut plus près d'être ce que la nature l'a fait, la plus grande puissance de l'Univers » ¹. Et plus loin, à cette leçon superbe, encore qu'un peu hasardée, il ajoutait cette explication, que la défaillance des patriotes hollandais démentit malheureusement, de nos « raisons antigermaniques » d'abstention : « Je ne sais qui sont les hommes que vous appelez si poliment des *voyous*, et qui vous montreront passablement, sous peu de temps peut-être, qu'il est peu de plus redoutables hommes sur la terre ». Enfin, quelques temps après, oublieux de ses propres souffrances auxquelles il avait failli succomber, il lançait en faveur des patriotes hollandais cet appel généreux, mais vainement retentissant : *Aux Balaves, sur le Stathoudérat*, dont il disait à Mauvillon, en le lui envoyant : « Il porte mon nom;

(1) *Lettres à Mauvillon*, du 23 novembre 1787, *op. cité*, p. 295-296.

que vos Allemands le critiquent; aussi bien ne l'écriront-ils pas; leur âme est trop servile pour cela » ¹.

Est-ce un souvenir, une impression trop vive de ces contrariétés, de ces désillusions même, qui a fait penser et dire à Albert Sorel que « Mirabeau ne partageait pas l'engouement de ses contemporains et de ses amis pour l'alliance prussienne » ? On lit cela dans son histoire de *l'Europe et la Révolution française*, à l'un des chapitres les plus remarquables sur *les plans de Mirabeau*. Au point où nous sommes de cette relation, en 1788, pareil engouement n'existait encore que chez les officiers, formés par leur enseignement et par les règlements de l'ancien ministre de la guerre, le comte de Saint-Germain, à l'admiration et, pour ainsi dire, à l'école du militaire prussien. Quant aux amis de Mirabeau, il s'agit sans doute des plus influents, Lauzun et l'abbé de Périgord, qui faisaient confiance bien plutôt au duc de Brunswick, comme régent éventuel ou successeur même de Frédéric II, qu'à la Prusse proprement dite. N'oublions pas en effet que l'influence des nations dans le gouvernement de leurs propres affaires, et plus encore, dans les règlements internationaux, était pratiquement nulle partout ailleurs qu'en Angleterre.

Le plan de Mirabeau à longue échéance, était bien différent, ce nous semble. L'exécution en était subordonnée à ce préalable d'une prochaine révolution française, — sinon européenne, — qui remettrait bientôt aux peuples, à l'exemple du nôtre, le contrôle

(1) *Ibid.*, 19 avril 1788, p. 348.

de leurs destinées. Il calculait donc avec la Prusse en tant que nation souveraine et non en tant que dynastie absolue. De ce calcul, il s'ensuivait que le roi de Prusse pouvait agir à contre-sens de son plan d'alliance franco-prussienne, sans lui fournir de ce fait aucune raison d'y renoncer. C'est pourquoi, après tout ce que nous venons de lire de sa correspondance irritée avec Mauvillon, il décida de publier, à l'automne de 1788, sans retrancher un mot à l'exposé de son système préconçu, à ses conclusions optimistes et favorables, son ouvrage sur la *Monarchie Prussienne*; et au plus fort des désappointements que cette monarchie lui causait, il se bornait à dire : « Quand ce n'est plus pour la Prusse, c'est pour l'Allemagne que j'aime la Prusse ». Le problème prussien, il l'avait toujours envisagé de cette hauteur, comme celui de la sauvegarde des libertés allemandes. Il faillit mourir sur ces entrefaites d'une première atteinte du mal horrible auquel il succomba quatre ans plus tard. Dans cette crise, il avait encore le désagrément de voir paraître en France, avec un succès extraordinaire, les mémoires du fameux baron de Trenck, où ses éloges de la Prusse de Frédéric II étaient démentis par avance, et qui faisait regarder aux badauds Frédéric II lui-même comme l'ogre le plus féroce qui ait jamais existé. Ces mémoires romanesques et fantaisistes, mais non dépourvus de pathétique, car le baron de Trenck y racontait des persécutions très réelles qu'il avait souffertes, sont restés populaires chez nous. On en trouve des édi-

tions dans tous les fonds de nos vieilles bibliothèques provinciales. Enfin Mirabeau, dans le cours d'une maladie de sa belle et touchante compagne, Mme de Nehra, avait fait la connaissance funeste d'une jeune femme très intelligente, extrêmement ambitieuse, impérieuse, qui menait au doigt et à l'œil son mari maladif, le libraire Le Jay, qui devait éditer désormais les ouvrages de Mirabeau. La *Monarchie prussienne* qui lui était destinée était encore inachevée. Mirabeau ne pouvait se passer de Mauvillon.

Leur correspondance se poursuivit. Mirabeau était maintenant très connu en Allemagne et très attentivement observé. Il était là-bas, plus et mieux que tout autre un Français représentatif et des défauts et vertus de sa nation et de ses capacités de régénération. La *Monarchie prussienne* y fut lue comme elle ne l'était point chez nous avec une passion studieuse et appliquée. On en prépara des traductions; on en fit des commentaires copieux. « On s'étonnera à Berlin de trouver mon ouvrage aussi prussien », présumait Mirabeau. Il se trompait : on se scandalisa plutôt de le trouver trop français; et cette opinion trouva bientôt sa justification dans l'incident scandaleux de la publication de l'*Histoire secrète de la Cour de Berlin*, cette correspondance où les vices, les sottises, la bassesse de mœurs de Berlin et de son nouveau roi étaient étalés à toutes pages. Mirabeau nia ou fit nier qu'il fût pour rien dans cette indiscretion impardonnable. La *Gazette de Cologne* annonçait le départ pour Paris de ven-

geurs déterminés à tuer le comte. « Assassineront-ils », demandait son secrétaire alarmé à Mauvillon.

Puis la Révolution parut, excitant en Allemagne une immense curiosité, peu sympathique au fond. Les illuministes même, comme Mauvillon, ne la saluaient pas sans réserve et ne se pressaient pas de l'implanter chez eux où elle n'était pas devenue moins nécessaire. Plutôt que d'y travailler pour leur compte, ses plus sincères partisans méditaient d'y venir collaborer d'abord chez nous, quittes si l'expérience y réussissait, à s'en retourner dans leur patrie pour la prôner et la déclancher.

Il ne faut pas croire un mot de cette légende de Kant désaxé soudain, par un pressentiment merveilleux, à la minute même où tombait la Bastille et manquant de suivre son petit chemin quotidiennement, à son heure invariable, au grand étonnement de ses concitoyens de Königsberg. Ce ne fut que bien plus tard, vers 1795, et seulement dans les pays rhénans, qu'on vit une sérieuse explosion, par contre-coup, du sentiment révolutionnaire depuis si longtemps excité dans les sociétés secrètes et les clubs des illuministes. C'est alors qu'on vit effectivement à Mayence, à Coblenz, des hommes tenter par sympathie pour notre révolution de réunir leur pays à la France; et après la paix de Bâle, Mayence en nos mains, qu'on y répéta le cri joyeux de la *Feuille rouge* de Goerres : « Citoyens, l'intégrité de l'Empire est détruite, Mayence est à nous, vive la république française ! »

Mirabeau savait que si l'histoire de France procède par bonds, il n'en fut jamais ainsi de celle des Allemands; et il ne perdit pas sa peine à y précipiter les événements. Il ne conseillait à Mauvillon que de tirer des exemples de notre assemblée nationale « quelque bonne instruction » pour sa patrie. N'avait-il pas déjà dit : « Malheur à qui bouleverse sans préparations » ?

« Je vois, écrivait-il encore au major le 3 décembre 1789, je vois que les têtes y fermentent, et je sais bien que si l'étincelle y frappe les matières combustibles, ce sera du feu de charbon de terre, et non du feu de paille comme ailleurs. Mais quoique plus avancés en instruction peut-être, vous n'êtes pas aussi mûrs que nous, qui pourtant ne l'étions guère; vous ne l'êtes pas, dis-je, parce que les notions ayant chez vous leur racine dans la tête et les têtes y étant immémorialement pétries à l'esclavage, l'explosion se fera beaucoup plus tard que chez une nation où tout est dramatique et momentané, et où le même quart d'heure peut offrir l'héroïsme de la liberté et l'idolâtrie de la servitude ».

Avec sa roide logique de savant allemand, Mauvillon s'attendait que Mirabeau, devenu le directeur de la révolution française, proposât sans plus de délai l'adoption de son système d'économie politique (liberté absolue du commerce, impositions principales à la base sur les produits nets de la terre) et de décentralisation administrative, qu'ensemble ils avaient mis en doctrine et magistralement exposé

dans leur ouvrage commun sur la Monarchie prussienne; et en même temps il doutait de la fidélité de Mirabeau ministre à ses idées de simple citoyen, candidat au pouvoir. Il était renforcé dans ce doute par les divergences plus apparentes que réelles des volontés et des programmes au sein de l'assemblée nationale, où il s'étonnait surtout de ne pas voir se constituer un grand parti méthodique et organisé. Mais nous n'avions pas ce parti, lui expliquait Mirabeau, parce que « nous ne sommes pas naturellement systématiques », et il répondait ainsi à ses doutes : « Je tiens plus que jamais à mon système, qu'un grand empire ne peut jamais être bien gouverné que comme une congrégation de petits états fédératifs, dont le nœud fédéral est dans une assemblée représentative présidée et surveillée par le monarque... C'est ainsi que par la seule force d'une bonne constitution, nous aurions bientôt les bords du Rhin, et ce qui est plus, une irrésistible influence sur tous les gouvernements de l'Europe » ¹.

Tels furent les *ultima verba* de Mirabeau à son ami d'Allemagne. Mauvillon ne sut jamais lui-même pourquoi cette correspondance si riche d'idées et si honorable pour tous deux s'interrompit là brusquement. Serait-ce à partir de ce temps que le tribun aurait, par quelque motif d'opportunité, modifié ses vues sur l'avantage d'une alliance franco-anglaise, avec la Prusse comme tierce partie ? La proximité du pouvoir le détournait-elle de paraître continuer,

(1) *Op. cité*, lettre du 31 janvier 1790, p. 506.

contre le courant des faits actuels, une politique idéologique ou sentimentale ? Certes, depuis le traité de commerce conclu avec elle en 1783 et qui ouvrait la perspective d'une entente définitive d'une alliance « offensive et défensive » même, jamais l'Angleterre n'avait à l'égard de la France et dans les nations-frontières poursuivi une politique moins prévenante, plus égoïste et agressive même, avec le concours de la Prusse. Mais pour paraphraser un de ses mots cité plus haut, Mirabeau eût fixement escompté et recherché l'amitié finale de l'Angleterre pour le bonheur, le repos et la liberté de son pays et de l'Europe, quand il l'eut haïe et même combattue présentement pour sa cupidité, son ambition et sa morgue insulaire. Il le prouva précisément à l'heure où cette puissance menaçait la paix.

L'erreur d'Albert Sorel provient de l'insuffisance de ses informations directes et aussi d'une critique insuffisante de ses documents. Pour références à son affirmation, il a indiqué un projet de discours, un mémoire et l'extrait d'une lettre de Mirabeau sur les préparatifs belliqueux de l'Angleterre contre l'Espagne. Mais en nous y reportant, nous y avons lu des phrases d'une portée et d'un sens tout opposés, comme celles-ci : « La Prusse qu'il importait si fort de s'attacher quand on le pouvait et qu'on a négligée... » — « Le roi de Prusse qui serait ou à nous, ou sous notre dépendance, *si l'on m'avait cru...* ».

A cette alliance avec la Prusse qui, par la simple balance du poids des contractants, nous l'eût évi-

demment subordonnée; qui nous eût garantis contre elle en nous autorisant à la contrôler et à la contenir; qui ne lui eût permis d'accroissements (et nous pouvions lui en permettre assez pour l'apaiser) que dans la mesure exigée par notre sécurité sur la rive gauche du Rhin; qui l'eût garantie elle-même contre l'Autriche et la Russie, tout en maintenant l'Allemagne indépendante; à cette alliance dont il soumettait, au reste, très explicitement, les bénéfices éventuels à la consultation préalable des populations à annexer, à leur droit absolu de disposer d'elles-mêmes¹, Mirabeau, en 1790, continuait d'attacher tant de valeur qu'il proposait de l'acquérir au prix même de notre entier désintéressement dans les Provinces-Unies, au prix de l'abandon de ses chers patriotes hollandais. Il acceptait formellement que nous rentrions à leur égard, « par prudence et par nécessité, disait-il, dans le rôle d'inertie qui jadis fut une lâcheté indicible ».

Nous avons terminé. Mirabeau va mourir. Nous ne sommes tentés, pour finir, que de dégager de ses discours et de ses écrits une réponse à cette objection qui, sans doute, vient à l'esprit de plus d'un lecteur... Quoi ! Mirabeau ne prenait-il, dans ses vastes plans qui embrassaient l'espace et le temps, aucune assurance contre un déchaînement incorrigible, perpétuel, de la soif prussienne de conquête et de domination ? Ne faisait-il point cas, sinon de

(1) *Mon. pruss.*, VIII, Conclusions, p. 395.

l'Espagne en torpeur et de l'Italie politiquement inexistante, au moins de la Russie ? Cette question, encore bien plus ample, nous conduirait à l'examen de l'Etat de l'Europe de 1786 à 1791, non pas loin de notre sujet, mais au delà. Nous nous arrêterons à dire que, de Berlin, Mirabeau n'a pas cessé un seul jour de peser toutes les possibilités que le champ européen et l'Amérique même, proposaient à la sagacité d'un véritable homme d'Etat français. Il en a laissé plusieurs vues d'ensemble auxquelles il sera aisé de se reporter, tant comme préambule à l'*Histoire secrète de la Cour de Berlin* que comme conclusion à son enquête sur la *Monarchie prussienne*. Sommairement, il semble en résulter que Mirabeau ne croyait pas possible d'organiser durablement la Russie, « ce géant qui dort et dont le réveil peut changer la face du globe » ¹, disait-il, mais qui « tôt ou tard déchirée à l'intérieur » ² et accablée par son étendue démesurée, par ses accroissements inconsidérés, verrait avant longtemps son existence politique cesser, au moins pour l'Europe. Il précisait même que son ambition de dominer à Constantinople et sur la Turquie, serait « tôt ou tard destructive de l'Empire russe » et « bouleverserait l'Europe par son explosion » ³.

On ne pouvait pas mieux compter avec elle.

(1) *Monarchie pruss.*, VII, 318-319 et *Hist. sec. de la C. de B.*, *passim*.

(2) et (3) *Ibid.*

BIBLIOGRAPHIE

- ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Correspondance Prusse, 205 et 206. Mémoires et documents. Prusse.
- DENINA (Abbé). — Essai sur la vie et le règne de Frédéric II, Berlin, 1788.
- DOHM. — Denkwürdigkeiten meiner Zeit. Lemgo et Hanovre, 1814.
- FRÉDÉRIC II. — Conversation du roi de Prusse dans une course faite en 1779 pour visiter un district de ses Etats. Berlin, 1784.
- Essai sur les formes de gouvernement et sur les devoirs des souverains, Berlin, 1777.
- Œuvres posthumes, Berlin, 1788.
- KLOPP. — Frédéric II et la nation allemande, 2 vol. Paris, 1866.
- KNAPP. — Die Bauernbefreiung und der Ursprung der Landarbeiter in den aelteren Theilen Preussens, 2 vol: 1887.
- LAVISSE. — Etudes sur l'histoire de la Prusse, Paris.
- DAUPHIN MEUNIER. — Autour de Mirabeau, Paris, 1926. Payot édit.
- MIRABEAU (comte de). — De la monarchie prussienne sous Frédéric-le-Grand. 8 vol. Londres, 1788.
- Histoire secrète de la Cour de Berlin ou Correspondance d'un voyageur français, s. l., 1789, 2 vol.
- Lettres du comte de Mirabeau à un de ses amis d'Allemagne. Brunswick, 1792.
- Lettre à Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse, remise le jour de son avènement, Berlin, 1787.
- Lettres à Julie Dauvers, Paris, 1903.
- Lettres à Yet-Lie (Mme de Nehra), Paris, 1929.

MIRABEAU (marquis de). — Correspondance générale (Manuscrits. Académie d'Aix-en-Provence).

MOMMSEN. — Die Wirtschaftspolitik Friedrichs des grossen (Sitzungsberichte der Berliner Akademie), 1891.

L. DE MONTIGNY. — Mémoires biographiques, littéraires et politiques de Mirabeau, 8 vol., Paris, 1834.

J. SCHERR. — La société et les mœurs allemandes, Paris, 1889.

TRENCK (baron de). — Examen politique et critique d'un ouvrage intitulé Histoire secrète de la Cour de Berlin, Berlin, s. d.

—— Mémoires et captivité de Frédéric, baron de Trenck, Paris, 1822.

Vu, le doyen,

H. BERTHÉLEMY.

Vu, le Président de Thèse,

William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

TABLE DES MATIERES

Avertissement	5
CHAPITRE I. — Les préliminaires d'une mission secrète	9
CHAPITRE II. — Les fondements de la Prusse	32
CHAPITRE III. — Les sociétés secrètes et les sectes ..	81
CHAPITRE IV. — Frédéric II et les Caméralités	93
CHAPITRE V. — L'appareil bancaire de la Prusse	123
CHAPITRE VI. — L'aiguillon prussien et l'Empire	138
Bibliographie	162

